

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009



1	Une université rayonnant par sa recherche et son ouverture internationale.	2
1.1	UNE RECHERCHE STRUCTUREE PRENANT EN COMPTE LES ATOUTS NATURELS ET CULTURELS	3
1.1.1	<i>Structurer la recherche</i>	3
1.1.2	<i>Le projet de mise en place d'un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES)</i>	6
1.1.3	<i>Accompagner la politique de la recherche</i>	6
1.2	UN RÔLE D'INTERFACE ENTRE L'ESPACE EUROPEEN ET LA ZONE OCEAN INDIEN	11
1.2.1	<i>Accroître la mobilité académique et professionnelle</i>	11
1.2.2	<i>Assurer le rayonnement de la formation par la recherche</i>	17
2	Une Université contribuant à la réussite de l'étudiant et au développement de La Réunion.....	21
2.1	L'AIDE A LA REUSSITE DES ETUDIANTS POUR LA PROMOTION DE L'EGALITE DES CHANCES.....	21
2.1.1	<i>Améliorer l'orientation et le suivi des étudiants</i>	21
2.1.2	<i>Développer l'accompagnement et le soutien pédagogiques par l'usage renforcé des technologies de l'Information et de la Communication TICE</i>	24
2.1.3	<i>Développer les passerelles</i>	25
2.1.4	<i>Favoriser l'accueil et l'insertion professionnelle</i>	25
2.2	UNE CARTE DES FORMATIONS ADAPTEES AUX BESOINS ECONOMIQUES ET SOCIAUX.....	37
2.2.1	<i>Consolider et maîtriser l'offre de formation dans le cadre du LMD</i>	37
2.2.2	<i>Développer la professionnalisation</i>	37
2.2.3	<i>Conforter la création de l'école interne d'ingénieurs à compétence pluridisciplinaire</i>	39
2.2.4	<i>Préparer aux métiers de l'enseignement</i>	39
2.2.5	<i>Préparer l'insertion professionnelle des chercheurs</i>	40
2.2.6	<i>Développer la formation continue</i>	42
2.3	LA MODERNISATION DE LA POLITIQUE DOCUMENTAIRE	44
2.4	DES CONDITIONS DE VIE ATTRAYANTES	57
2.4.1	<i>Structurer la vie étudiante</i>	57
2.4.2	<i>Développer la vie culturelle et sportive</i>	58
2.4.3	<i>Poursuivre une politique de santé publique</i>	64
2.4.4	<i>Renforcer les partenariats avec le CROUS</i>	65
2.4.5	<i>Améliorer la politique d'accueil et d'intégration des étudiants handicapés</i>	67
3	Une université renforçant ses capacités de gouvernance.....	70
3.1	ADOPTER UNE CULTURE D'EVALUATION.....	70
3.2	OPTIMISER LES RESSOURCES HUMAINES.....	71
3.3	MAITRISER LES EVOLUTIONS DU BUDGET ET INTEGRER LES MODALITES DU CONTROLE DE GESTION.....	75
3.4	PILOTER LES TIC ET CONDUIRE L'ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES ET DES APPLICATIFS.....	80
3.5	ASSURER LA MAINTENANCE DU BATI UNIVERSITAIRE.....	81

PREAMBULE

Lors du précédent contrat quadriennal, l'Université de La Réunion (UR) a défini trois objectifs prioritaires :

- I- Rayonner par sa recherche et son ouverture internationale ;
- II- Contribuer à la réussite de l'étudiant et au développement de La Réunion ;
- III- Renforcer ses capacités de gouvernance.

Nous dresserons ici le bilan des actions menées pour atteindre ces objectifs. Les indicateurs suivis par l'établissement durant ce contrat quadriennal 2006-2009 sont rappelés à titre indicatif et font référence à un document annexe élaboré suivant le même plan.

1 Une université rayonnant par sa recherche et son ouverture internationale.

La déclaration de politique scientifique de l'UR rappelait tout d'abord les atouts culturels et territoriaux de l'île de La Réunion. Ce texte mettait en avant le besoin de renforcement des partenariats avec les grands organismes de recherche : le CNRS, l'IRD et le CIRAD. Cette démarche avait conduit les 4 tutelles à signer le volet recherche de l'établissement. Nous dresserons ici le bilan synthétique des actions menées en suivant le plan validé dans le document contractuel 2006/2009.

Le potentiel de recherche

L'évaluation précédente effectuée par la MSTP : Mission Scientifique Technique et Pédagogique du Ministère délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, a donné un avis favorable à 17 unités de recherche sur les 18 demandes de reconnaissance proposées. L'UR est établissement principal de 16 unités et établissement secondaire d'une unité de l'IPGP : Institut de Physique du Globe de Paris, notée A+. Pour un potentiel de 168 Enseignants Chercheurs (EC) publiants, la notation de nos 16 unités était la suivante : un A, 12 B, 3 C.

Au cours de ce contrat, les activités de recherche ont donc été développées au sein de 17 unités labellisées dont 4 UMR (CIRAD, CNRS, IPGP, CNRS-METEO France) et 13 équipes d'accueil. Nos effectifs s'élèvent à 254 EC ou chercheurs dont 179 publiants (168 EC et 11 C), ce qui correspond à un potentiel de recherche de 95 ETP (Equivalent Temps Plein) chercheurs.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

1.1 Une Recherche structurée prenant en compte les atouts naturels et culturels

1.1.1 Structurer la recherche

Le précédent contrat proposait de structurer les activités de recherche en 3 grands axes, traditionnellement déclinés comme pôles d'excellence au sein de l'établissement : les sciences humaines dans l'Océan Indien, les environnements biologique et physique. Un quatrième axe transversal est venu compléter ce schéma en cours de contrat : Recherches technologiques et innovation, modélisations.

Les Sciences Humaines et Sociales de l'Océan Indien

Le contexte local et régional est d'une très grande richesse dans ce domaine et fournit les thématiques clés de nos unités en Sciences Humaines : la Construction identitaire (CIRCI), l'Océan Indien (CREGUR-CRESOI), l'Inter culturalité (DIMPS), les Langues et les Littératures (CCLC ; UMR LCF), pour n'en citer que quelques unes.

Il en est de même pour les unités de recherche en Droit, Sciences économiques et de Gestion (CRJ, CERESUR, FACIREM). Les unités de recherche concernées sont principalement soutenues financièrement par le PPF « Soutien à la documentation » à hauteur de 180 000 euros et par les programmes de la Région Réunion (programme thématique pluri-annuel, Sociétés de l'Océan Indien, 550 000 euros ; soutien aux laboratoires (publications, colloques, investissements).

Ce secteur des SHS qui compte au total 9 unités, figure à des degrés divers dans les pôles cités précédemment. Deux unités ont par exemple participé aux actions de recherche sur le Chikungunya avec un financement de 45 000 euros. Plusieurs unités participent aux programmes pluri annuels dans le domaine de l'environnement.

La Fédération de Recherche Réunion Océan Indien (FED 31) créée en 2006, regroupait les équipes et les EC dans le domaine de la coopération régionale à l'échelle de l'Océan indien. Cette fédération initialement proposée pour l'étude des relations internationales a été redéfinie par la DGES qui a proposé à l'établissement une fédération regroupant toutes les disciplines. Le bilan de cette fédération est détaillé dans un document dédié qui propose l'évolution d'une fédération en trois structures.

L'environnement biologique

Nos unités de recherche labellisées pleinement impliquées dans cet axe sont le LBGM, le LCSNSA, ECOMAR et l'UMR PVBMT. Les principaux organismes de recherche travaillant dans ce domaine avec l'UR sont le CIRAD, l'IRD, le CHR, et ponctuellement l'IFREMER et l'INSERM qui demeurent moins représentés à La Réunion.

La collaboration avec le CIRAD se fait principalement dans le cadre de l'UMR PVBMT mais aussi avec les chercheurs des unités CIRAD travaillant sur l'agro nutrition, les zoonoses et la filière canne à sucre. Ce partenariat permet d'atteindre une masse critique pour la recherche sur la biodiversité terrestre.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Pour la recherche en biodiversité marine, les partenariats n'ont pas été formalisés lors de ce contrat. Néanmoins ils sont prévus dans le cadre du projet de Pôle Régional Mer avec l'IRD, l'IFREMER et les associations ARDA et ARVAM, construction planifiée dans le cadre du CPER 2007-2013.

Dans le domaine des sciences du vivant, l'Université est partenaire de 2 plateformes techniques :

- en biologie médicale : le CYROI en cours de finalisation (Cyclotron de l'Océan indien).
- en biodiversité terrestre : le 3P (Pôle de Protection des Plantes)

- le CYROI, GIP dont l'université est l'un des deux co-fondateurs avec le Centre Hospitalier Régional, a été créé en 2004. La plateforme médicale et de recherche du CYROI, a été inaugurée en 2007. La première phase de construction est achevée. L'installation et la mise en route des équipements lourds sont en cours. Une fiche descriptive détaillée fait état de ce projet et de son développement. Une partie des EC des unités du LBGM et du LCSNSA sont impliqués sur la plateforme du CYROI.

- le 3P (Pôle de Protection des Plantes) est un plateau technique aux normes européennes dédié à la recherche et aux activités de transfert sur les maladies émergentes végétales. Pour la zone tropicale, ce dispositif est unique à l'échelle des RUP et PTOM. Il est co-géré par 4 institutions : Ministère de l'Agriculture, CIRAD, Université et Fédération de Protection des Cultures (FDGDON). L'UMR PVBMT créée en 2003 constitue l'Unité de recherche du 3P.

L'ensemble des unités, des partenaires et des plateformes, cités précédemment ont été fortement impliqués dans les récents programmes de recherche consacrés à résoudre la crise du Chikungunya. Celle-ci a frappé La Réunion en 2005-2006 et a permis de réunir les chercheurs et EC de diverses disciplines autour de la question des maladies émergentes. L'UR est devenue l'un des membres co-fondateurs du GIS CRVOI « Centre de Recherche et de Veille sur les maladies émergentes de l'Océan Indien » désormais localisé sur la plateforme CYROI. Le PPF Chikungunya attribué par le Ministère a contribué au financement de ces projets à une hauteur de 144 000 euros. Pour cette thématique nos unités ont essentiellement bénéficié des appels d'offres ANR (Agence Nationale de la Recherche) et des appels d'offres gérés par le CRVOI et l'IRD. Les demandes de création de postes attenantes ont été validées mais non suivies d'effet.

Dans un autre grand domaine, l'agro nutrition, l'UR s'est fortement investie dans la mise en place de l'Ecole d'ingénieurs ESIDAI. La structuration de la recherche doit être renforcée dans ce domaine et les forces mieux identifiées. Cet effort est d'autant plus important que La Réunion bénéficie d'un label Pôle de Compétitivité « Qualitropic » qui soutient les actions de recherche et développement.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

L'environnement physique terrestre

Les recherches en sciences de la terre et de l'univers bénéficient de conditions naturelles d'exception à La Réunion.

La volcanologie fait partie des pôles d'excellence incontournable de l'UR. En 2006, le laboratoire Géosciences Réunion a rejoint l'équipe parisienne « Géologie des systèmes volcaniques » de l'UMR CNRS IPGP. Cette UMR 7154 a été reconnue lors de la vague C qui concerne les universités de Paris 6 et 7.

En 2006, le partenaire Météo France est venu renforcer le partenariat CNRS - Laboratoire de Physique de l'Atmosphère, devenu le LACY, Laboratoire de l'Atmosphère et des Cyclones et labélisé UMR 8105. Ses activités seront intensifiées par la construction sur la commune de Saint Paul (site du Maïdo) de la station d'observation de l'atmosphère (OPAR, 9 millions d'euros) ainsi que par la création du premier OSU dans l'Océan indien : Observatoire des Sciences de l'Univers créé en mai 2008 en partenariat avec le CNRS (INSU).

Par ailleurs, La Région Réunion soutient financièrement deux programmes thématiques pluri annuels (2006-2009), inscrits dans cet axe (550 000 euros).

L'outil de Télédétection par traitement et analyse d'images satellites est devenu grâce à une étroite collaboration avec l'IRD, un axe fédérateur de nombreuses recherches. Cela s'est traduit par un soutien financier de l'établissement au projet de construction d'une antenne Satellite (SEAS-OI) et par l'obtention d'un PPF de 180 000 euros à l'UR, mutualisé avec un financement IRD de 60 000 euros. À travers deux appels d'offres, ce PPF a permis de financer 11 projets, portés par 8 unités réparties sur 3 composantes.

Recherches technologiques et innovation, modélisations

Les technologies et plus particulièrement les TIC n'étaient pas pleinement affichées comme un axe structurant. Ces thématiques sont habituellement déclinées comme transversales dans le contrat quadriennal. Dans ce domaine, nos 3 unités de recherche en Physique, Mathématiques et Informatique (LIM, LE2P, LPBS) ont su développer de nombreux projets de recherche appliqués avec les collectivités et les acteurs économiques de La Réunion.

Ces projets ont été fortement soutenus par l'Etat, la Région Réunion et l'Europe, à travers des financements de type CPER ou INTERREG III B.

Pendant la durée du contrat, plusieurs évènements nationaux se sont traduits par un soutien de l'Etat (MEDDAD) à la politique régionale de La Réunion. Cette somme d'actions a contribué au renforcement d'un véritable pôle sur les Energies Renouvelables au sein de l'Université. Deux programmes thématiques pluri annuels sont financés par la Région Réunion à hauteur de 530 000 euros.

1.1.2 Le projet de mise en place d'un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES)

Un projet de PRES « Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur » a été inscrit dans le contrat quadriennal de l'établissement. Ce projet de PRES intitulé « PRES Océan Indien » rassemblait les acteurs de La Réunion, de Mayotte et des pays avoisinants de l'Océan Indien. Il n'a pas été validé lors de la négociation avec la MSTP.

Pour La Réunion et les partenaires du proche Océan indien, la structure de type PRES semblait plus adaptée que les Réseaux Thématiques de Recherche Avancée (RTRA) destinés à coordonner et fédérer les actions réalisées par des acteurs géographiquement dispersés dès lors qu'ils portent sur le même thème. Le PRES vise à fédérer les actions d'acteurs géographiquement proches. Il a pour objectif, via la mutualisation et l'obtention d'une masse critique, d'accroître l'efficacité et d'élever le degré de lisibilité des activités de recherche et d'enseignement supérieur.

1.1.3 Accompagner la politique de la recherche

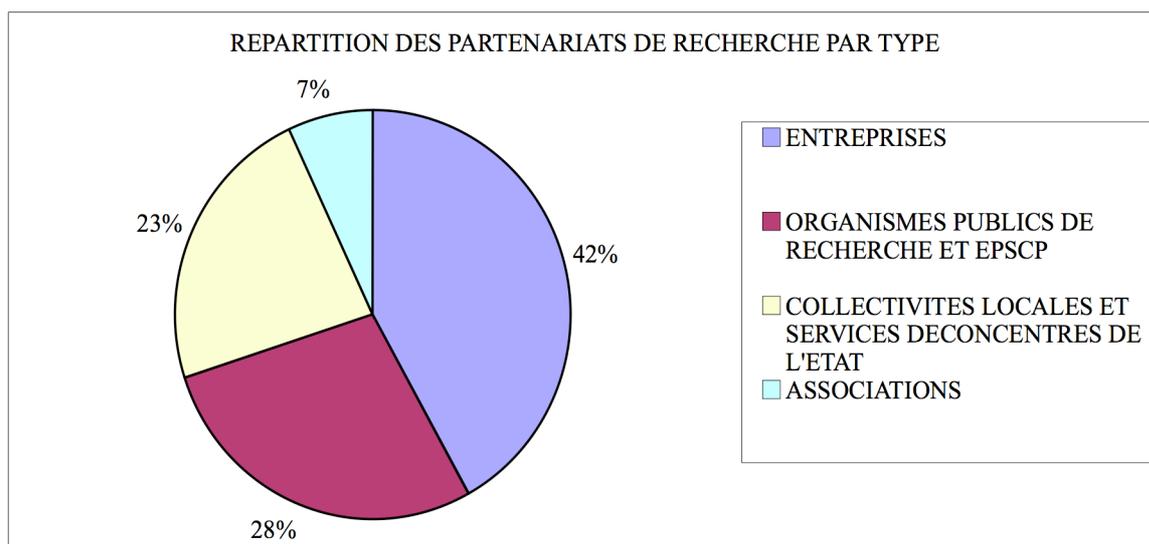
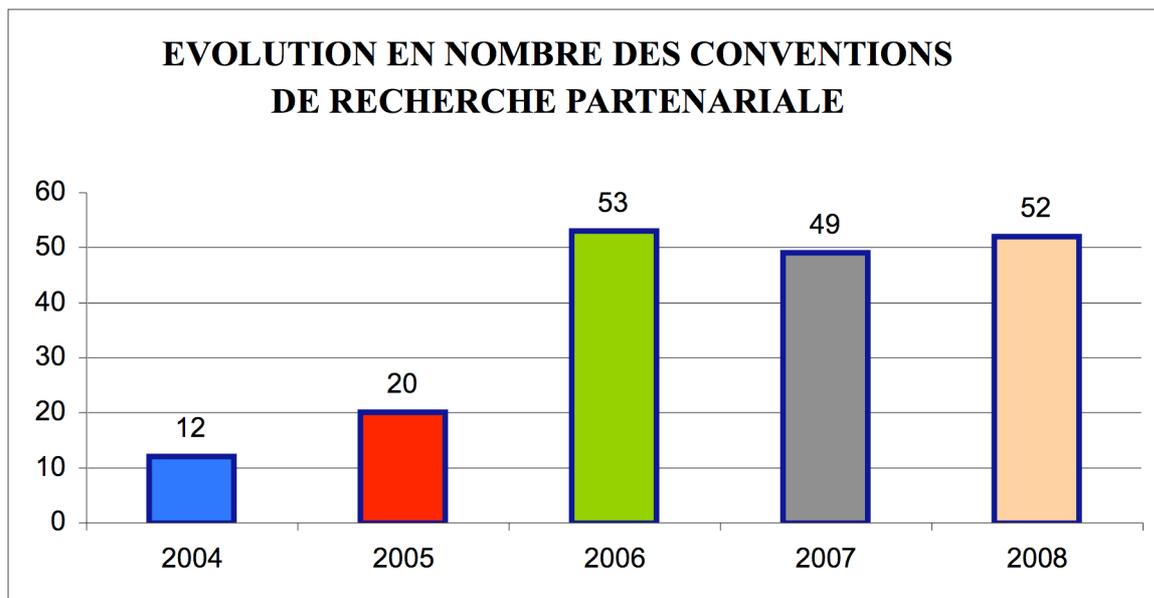
La valorisation de la recherche

Après une phase de sensibilisation de nos chercheurs et du monde socio professionnel, la valorisation s'est structurée autour de trois activités majeures : **la recherche partenariale**, **la propriété intellectuelle** et **la création d'entreprises**. **La valorisation par les contrats de recherche** constitue l'activité principale avec la mise en place d'**outils** (fiche de calcul des coûts des contrats, base de données des conventions) et de **procédures** internes (circuit des conventions) permettant au service de jouer pleinement son rôle d'interface entre les laboratoires et les partenaires, et de maître d'œuvre des collaborations de recherche. **Le service de valorisation** est composé d'un chargé de valorisation et d'un secrétariat. Il est placé sous la responsabilité du Vice Président du Conseil scientifique. Cette structure est en sous dotation au regard des comparaisons nationales issues du Réseau Curie (1 ETP pour 2,6 ETP en moyenne par EPSCP de taille équivalente). Sa forme juridique est celle d'un service interne de l'Université avec un **budget affecté (50 K€/an** en moyenne toutes ressources confondues).

Depuis 2004, l'activité contractuelle a été multipliée par 4 pour se stabiliser depuis deux années consécutives à hauteur de **50 conventions /an**, ce qui place l'université de La Réunion au-dessus de la moyenne nationale à savoir 39.5 contrats/an /EPSCP (données 2006 issues du Réseau CURIE).

Parmi les contrats, ce sont les prestations qui prédominent (40%) avec un pourcentage non négligeable de collaborations (22 %) et d'accords cadre (20 %) pour un volume total moyen de **500 K€/an** facturés aux partenaires. Nos **partenaires** sont, dans l'ordre, les entreprises (42%), les organismes publics de recherche et EPSCP (28 %), les collectivités locales et Etat ; services déconcentrés (23%) et pour une faible proportion les associations. Sur l'ensemble des contrats, une part importante bien qu'insuffisante des contrats est signée avec des partenaires étrangers (11%).

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009



La Propriété Intellectuelle

Le budget investi depuis 2005 dans la protection des brevets et logiciels est de l'ordre de **70 K€** pour un portefeuille qui compte à l'heure actuelle **7 brevets** dont 4 en copropriété et 3 en pleine propriété et **3 logiciels** protégés ou en cours de protection auprès de l'agence de protection des programmes.

L'activité de transfert se développe depuis 2006 autour de **7 licences**. Les quatre brevets en copropriété font l'objet d'une exploitation sous licence exclusive. Nos savoirs-faire sont également valorisés puisque deux licences ont été conclues dans les domaines de la géophysique et du réseau d'appareillage du bâtiment. Une licence de logiciel dans le domaine de la bio-informatique est en cours de négociation.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

La création d'entreprises

Depuis 2006, **4 start-up** directement ou indirectement issues de la recherche publique ont été créées dont trois ont fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la commission de déontologie. Ce rôle d'accompagnement des projets d'entreprises est exercé en lien avec l'Incubateur régional de La Réunion, dont l'Université de La Réunion est co-fondateur.

La valorisation des collections

Les collections universitaires Les collections scientifiques de l'université de La Réunion concernent principalement la géologie et la biologie (marine et terrestre). Elles constituent un patrimoine scientifique, historique et culturel de grande valeur. Elles font partie intégrante de l'Université (reconnaissance de l'Herbier comme collection inaliénable de l'Université par le CA de Juin 2006). La valorisation de ces collections a été proposée comme projet établissement, pour la première fois dans le contrat 2006-2009. Un soutien de 60 k€ a été attribué par le Ministère. Le budget a été géré par le service de valorisation et ventilé sur projet.

État des lieux des collections

L'ensemble des collections comprend aujourd'hui plus de 25 000 échantillons (Botanique : 14 500 ; Zoologie : 9 200 ; Géologie : 2 000). L'ensemble des collections n'a pas encore été entièrement répertorié et référencé. Les conditions de stockage restent mal adaptées pour une préservation à long terme (pas de protection incendie spécifique, compartiments de stockage, vétustes...). Il n'existe pas d'unité de lieu ce qui rend difficile la gestion globale des collections. Depuis leur création, les collections ne bénéficient pas de personnel dédié à la préservation, la gestion et la valorisation.

Collections végétales

Aujourd'hui, l'Herbier de La Réunion représente une collection d'environ 15 000 spécimens de plantes séchées, provenant essentiellement de La Réunion, mais aussi des îles avoisinantes (Maurice, Rodrigue, Madagascar, Iles éparses,...) regroupant plus de 200 familles et 2 000 espèces de plantes cryptogames et phanérogames, auxquels il faut ajouter 1000 échantillons conservés en alcool et une collection de plus de 1 500 photos et diapositives. Les spécimens ont toujours été gérés en cohérence avec le Muséum National d'Histoire Naturelle (Herbiers de Phanérogamie et de Cryptogamie). C'est aujourd'hui la seule collection scientifique de l'Université à être référencée au niveau international (acronyme REU).

Collections animales marines

Les principaux phylums faisant l'objet de collection sont : les coraux Scléactiniaires, les hydrides, les poissons récifaux. Aujourd'hui, le programme ANR BIOTAS génère la plus vaste collection d'organismes récifaux jamais récoltés dans la région de l'Océan indien occidental. D'autres programmes de recherche sur la biodiversité marine, coordonnés par le laboratoire ECOMAR, génèrent également des collections, notamment de la faune inféodée aux sédiments meubles et aux herbiers marins.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Collections minérales et géologiques

L'objectif de la collection est la conservation et l'archivage des collections géologiques (poudres des roches analysées en géochimie, carottes de forages, échantillon de terrains divers) et paléontologiques destinés à l'enseignement et la recherche. L'origine des échantillons est essentiellement régionale à l'échelle de l'Océan indien (La Réunion, Madagascar, les Comores, l'île Maurice). ils représentent des roches, minéraux et fossiles formant une collection à vocation pédagogique, des poudres, des roches et divers échantillons macroscopiques prélevés essentiellement en domaine volcanique sur des massifs ou îles volcaniques de la région, des carottes et « cuttings » issus, pour la plupart, des forages de reconnaissances réalisés à La Réunion (forages du PDRE). Ces échantillons constituent des archives uniques sur le sous-sol de La Réunion.

Actions menées pour accompagner cette politique de recherche

Plusieurs engagements ont été pris lors du précédent contrat pour soutenir la politique de recherche précédemment déclinée qui devait dans son ensemble appuyer cette structuration de la recherche. L'efficacité de ces orientations est difficile à mesurer sans données précises et sans outil de suivi.

L'établissement a appuyé cette structuration de la recherche via les PPF cités en référence, néanmoins la ventilation de ces crédits a bien souvent conduit à la juxtaposition de différents projets et non au renforcement d'axes fédérateurs.

Les programmes de recherche interdisciplinaires

Six programmes de recherche interdisciplinaires ont été très fortement soutenus au plan financier par la convention pluri annuelle signée avec la Région Réunion.

Néanmoins, on ne peut que constater que les appels d'offres internes et les projets de la Fédération de Recherche n'ont pas pleinement répondu aux objectifs de rapprochement des unités et d'interdisciplinarité, tel que souhaité lors de la mise en place de ces programmes avec le financeur.

La politique des emplois, l'utilisation du BQR

Les moyens humains comme le renforcement de la masse critique de ces axes n'ont pas pu être gérés dans cette logique de structuration. En effet, le schéma traditionnel de la politique des emplois a toujours suivi une logique de création de filières d'enseignement et de calcul de déficit horaire par discipline. Le BQR a été principalement utilisé pour financer les premiers projets recherche des MCF récemment recrutés et les projets d'investissement des unités de recherche pour un total de 290 000 sur 4 années.

Un PPF pour le soutien au Jurys (Thèses, HDR) et un PPF pour le soutien à la politique de recrutement, ont pour leur part financé 10 projets et 38 jurys à hauteur de 144 000 euros.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Le rapprochement avec les organismes publics de recherche et le développement d'infrastructures de recherche

Un effort indéniable de rapprochement avec les organismes publics de recherche a été mené au cours du précédent contrat. Ce résultat peut se mesurer par la création d'UMR, par l'émergence de plates-formes technologiques partagées et de programmes de recherche communs. Les PPF (Chikungugna et Télédétection) ont contribué à cet objectif.

Il est difficile de quantifier cet effet structurant en terme de nombre de publications co-signées, de thèses co-encadrées, d'outils et de moyens mis en commun. En ce qui concerne la formation, les organismes de recherche y participent activement au niveau M et D. L'UR a ainsi signé plusieurs conventions cadre, conventions de pilotage ou de partenariat avec les organismes de recherche. Le volet formation à la recherche devra être précisé par des avenants à ces conventions.

Une politique plus volontaire de valorisation de la recherche

L'activité de valorisation s'appuie désormais sur le réseau national Curie. Le manque de personnel limite l'étendue des missions de valorisation, en particulier pour la promotion des savoirs et savoirs faire auprès du monde socio professionnel. L'objectif initial était l'intégration du service au sein d'un **PRES** afin de gérer un service étendu et partagé de valorisation avec les organismes non universitaires.

La valorisation du patrimoine et la diffusion de la culture scientifique et technique a bénéficié du soutien financier de la MSTP pour la sauvegarde, l'inventaire et la valorisation des collections en biologie et géologie.

Indicateurs

*Évolution du nombre des publications,
Nombre de colloques internationaux organisés,
Nombre de Co-tutelles de thèse*

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

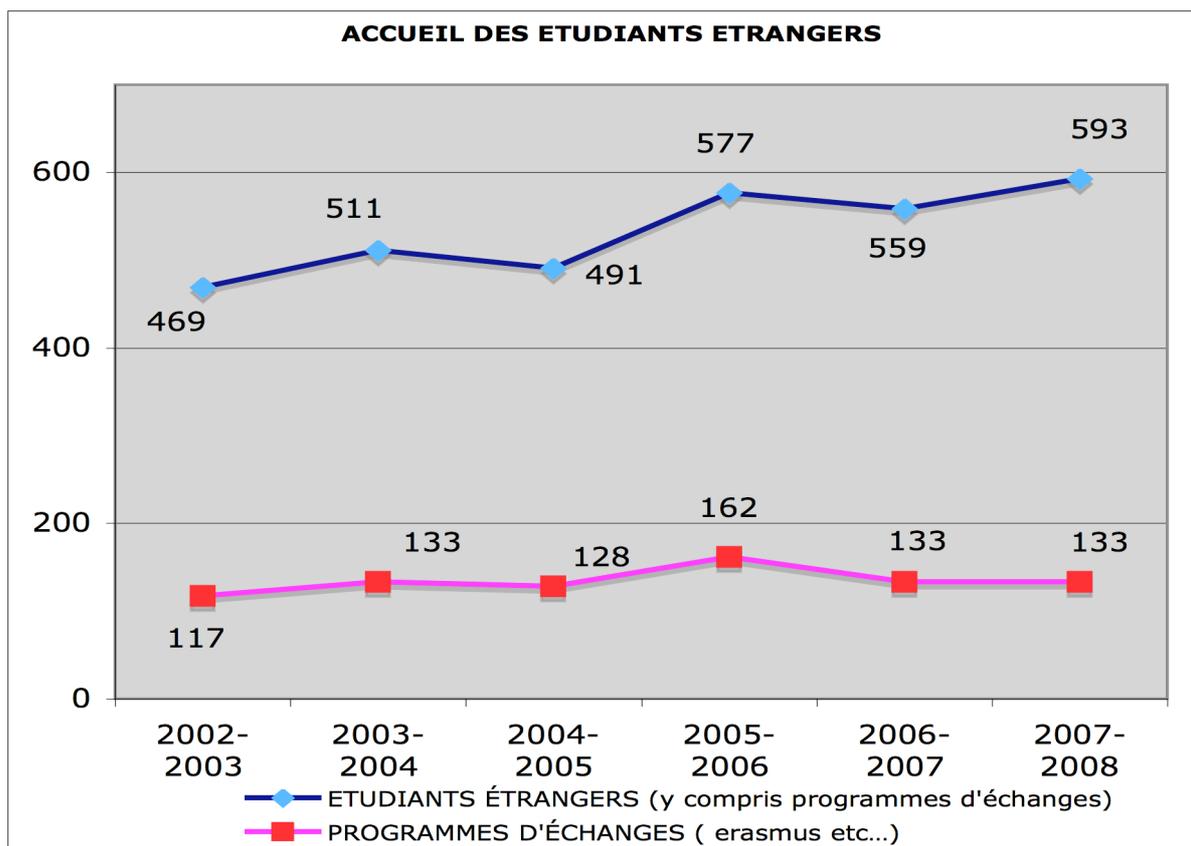
1.2 Un rôle d'interface entre l'espace européen et la zone Océan Indien

Objectifs

- Poursuivre et développer les programmes d'échanges
- Développer les partenariats dans la Zone de l'Océan Indien (ZOI)
- Création d'une structure universitaire d'accueil, d'information et d'échanges,
- Travailler en partenariat avec la maison des langues.
- Mise en place d'un Master Erasmus Mundus en géosphère

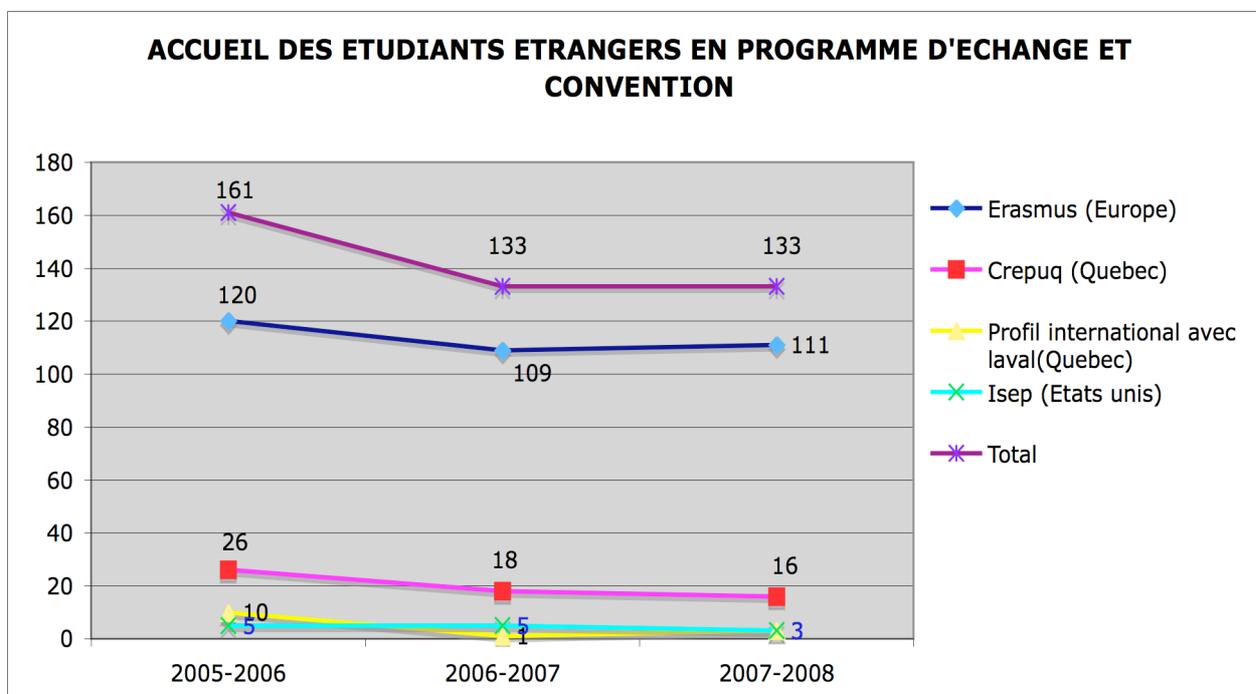
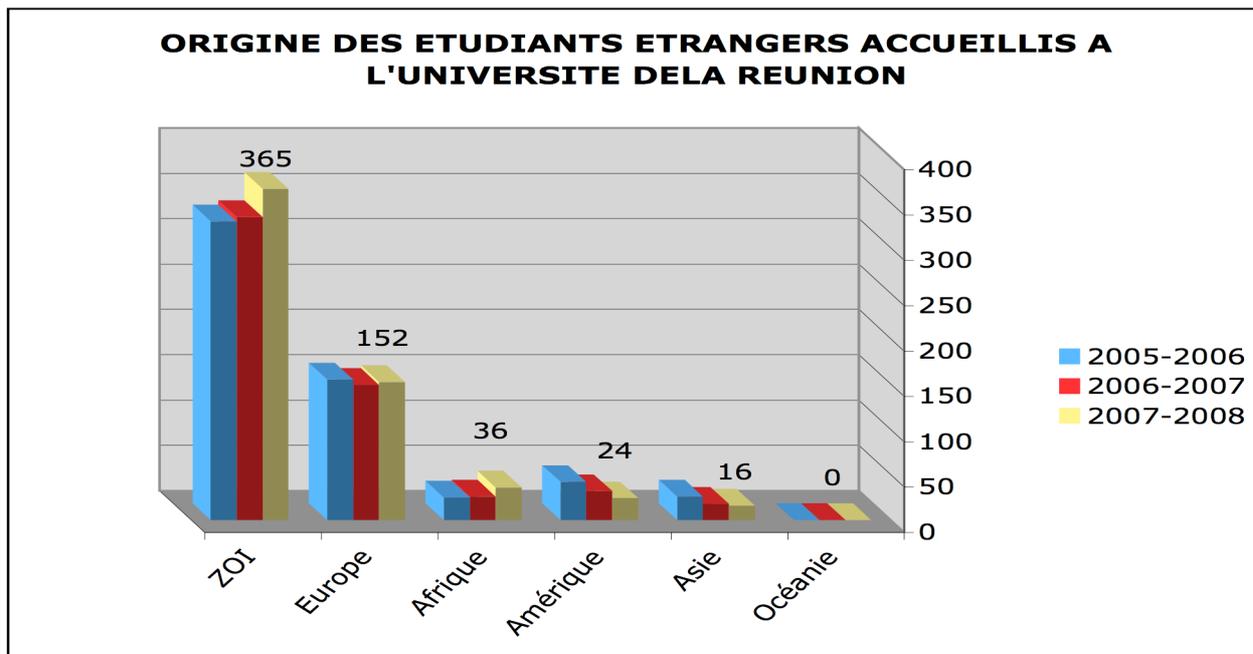
1.2.1 Accroître la mobilité académique et professionnelle

L'accroissement du nombre d'étudiants étrangers, inscrits dans le cadre de programmes ou hors programme d'échange, témoigne du renforcement **de l'attractivité** de l'Université de La Réunion.



**UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009**

La plus grande partie des activités conduites par la Direction des Relations Internationales (DRI) relève de la gestion de la mobilité étudiante. **Les formes de mobilité sont extrêmement variées** selon les destinations géographiques (ZOI), Europe, Afrique, Amérique, Asie, Océanie), les cadres réglementaires (conventions multilatérales ou bilatérales) ou la spontanéité, la direction In et Out, le motif professionnel ou académique.



UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

1.2.1.2 Moyens mis en œuvre pour accroître la mobilité

La DRI a mis en œuvre une politique d'information active et très variée sur les dispositifs, tant à l'accueil qu'au départ : 4 à 5 séances d'informations générales par an, lettre d'information sur le site intranet, réalisation en partenariat avec le CROUS et les associations étudiantes d'un guide pour l'accueil des étudiants étrangers à l'université de La Réunion. Ce guide diffusé auprès des ambassades et aux étudiants notamment lors du salon des formations de l'île Maurice participe à l'amélioration de l'accueil et à une meilleure intégration des étudiants de la ZOI à l'Université de La Réunion.

L'accompagnement quasi individualisé des étudiants candidats à la mobilité tout au long de la préparation de leur projet de mobilité, puis durant leur séjour à l'étranger, a permis d'attirer plus de candidats sur les mobilités professionnelles. Il a aussi suscité le goût pour la multiplication des périodes à l'étranger, durant le cursus universitaire, de certains étudiants.

L'institutionnalisation des relations avec la Direction de l'Education et de la Mobilité du Conseil régional et l'Agence Nationale ont permis de dégager des fonds pour soutenir les projets de mobilité des étudiants de l'UR.

La DRI soutient également les étudiants de niveau avancés Master 2 et de doctorat, non éligibles aux aides financières locales et nationales à la mobilité internationale. Un fonds de 15 000€ a été créé en leur faveur. Depuis 2006, un soutien financier de 389€/mois peut être proposé à ces étudiants. Ainsi, au titre de l'année universitaire 2007-2008, 28 mois de stages, d'une valeur 10 892€, ont été alloués pour les destinations de l'Equateur (1 mois), les Pays Bas (6 mois), le Canada (3 mois), l'Afrique du Sud (2x5 mois), le Burkina Faso (2 mois), le Mozambique (3 mois) et l'Espagne (3 mois).

1.2.1.3 Développer les partenariats dans la ZOI et autres pays

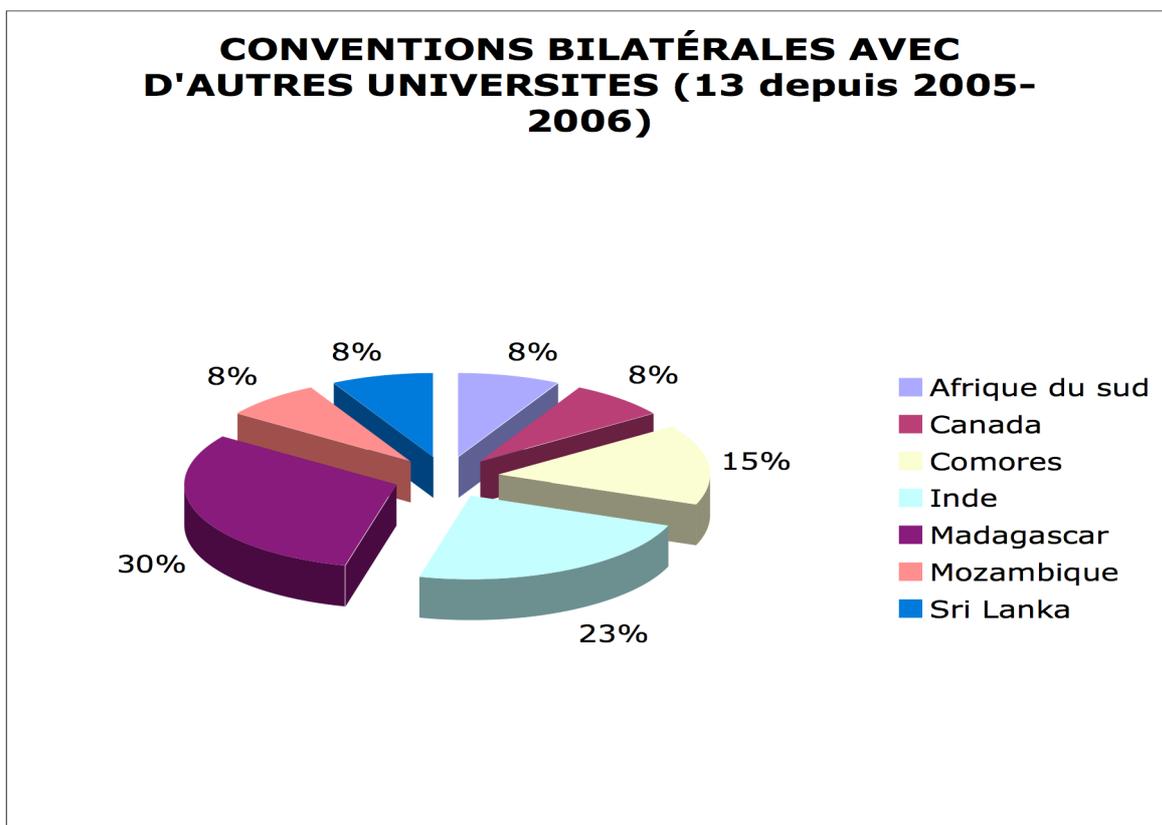
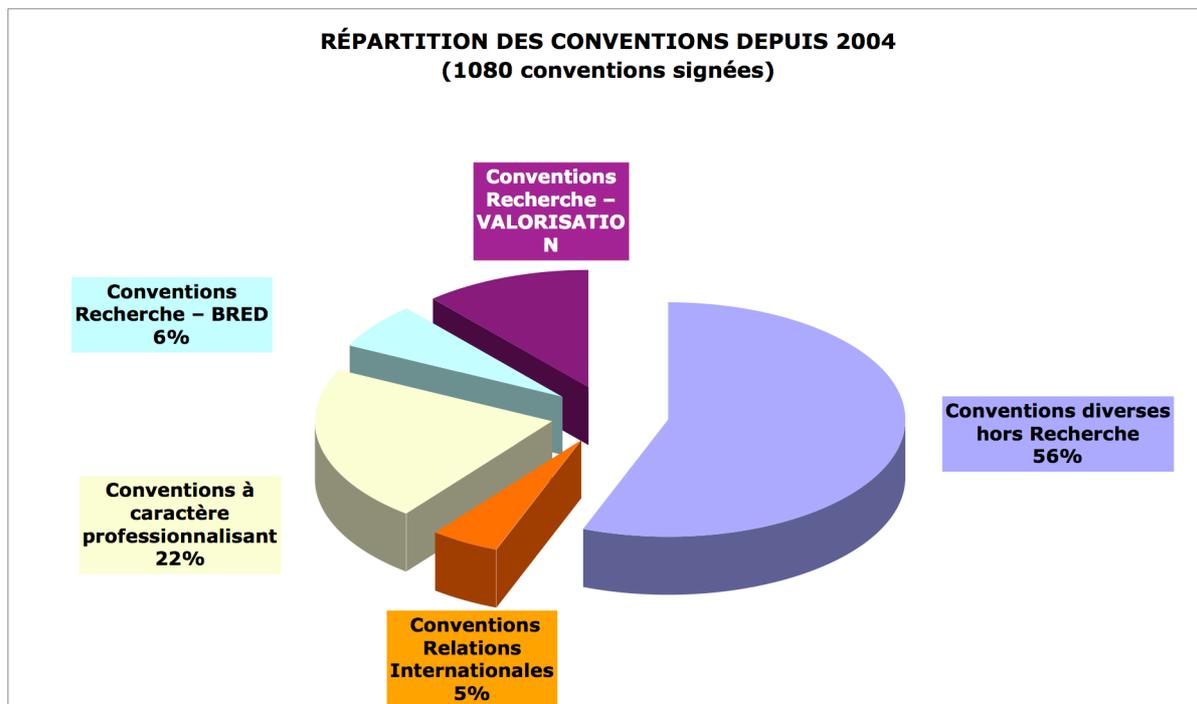
La Direction des Relations Internationales est composée d'un vice-président, d'une responsable administrative de catégorie A et de deux personnels administratifs de catégorie B. S'y ajoutent un étudiant vacataire d'origine mauricienne et trois tuteurs originaires de l'Océan Indien ainsi que 4 chargés de mission (Zone Océan Indien, relations avec la Chine, maison des langues Nord et Sud). Cette instance centrale est secondée, dans les composantes par 7 correspondants chargés des relations internationales.

La DRI entretient des partenariats privilégiés avec des partenaires institutionnels, tels la Région Réunion, l'ANT- Réunion, l'Etat, la Commission Européenne, la Direction des libertés publiques de la Préfecture et les ambassades.

Une procédure de conclusion d'accord de coopération a été élaborée et mise en ligne à destination de la communauté universitaire à l'adresse suivante <http://www.univ-reunion.fr/international/ri/misions/activites.html>. Cette procédure permet à chacun de s'engager dans un processus institutionnel en s'inspirant d'une procédure et d'un modèle de convention à suivre.

**UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009**

Toute mission est accompagnée d'un rapport de mission rendu public et diffusé sur le site intranet de l'université. Depuis 2006, 9 missions ont fait l'objet d'un compte-rendu mis en ligne : Montréal, Comores (2 missions), Sydney, Cape Town, Inde (2 missions), Mozambique, Chine.



1.2.1.4 Objectifs prévus non réalisés, objectifs réalisés non prévus au contrat et les perspectives

Les objectifs non ou partiellement réalisés :

La création d'un Master Erasmus Mundus en géosphère n'a pas été réalisée.

La création d'une structure universitaire d'accueil d'information et d'échanges pour les étudiants et enseignants chercheurs de l'Océan indien n'a pu être réalisée, faute d'attribution de locaux dédiés à cette opération et de moyens financiers suffisants. Toutefois, pour compenser cette non création « physique », la DRI a fait porter ses efforts sur les étudiants de la Zone Océan Indien en menant une politique active d'accueil et de suivi à leur attention qui s'est traduite, notamment par

- l'organisation de journées d'accueil et d'information ;
- l'organisation de cours de soutien favorisant la révision des examens ;
- le recrutement d'étudiants de la ZOI comme tuteurs ou vacataires, au sein de la DRI, de façon à faciliter l'intégration des primo- entrants de la ZOI
- recrutement d'une chargée de mission pour les étudiants ZOI de niveau avancé
- la mise en place d'un services visant à faciliter les démarches administratives : permanence d'un personnel de la direction des libertés publiques de la Préfecture dans les locaux de la DRI à chaque rentrée universitaire pour l'obtention des titres de séjour.
- l'établissement de relations étroites avec les consuls des îles de Maurice, de Madagascar et des Seychelles en faveur des étudiants originaires des ces pays.

La DRI est intervenue pour faciliter la venue des doctorants et des enseignants chercheurs des pays ZOI en mettant en place une procédure systématique de signalement des intéressés auprès de la Direction des Libertés publiques de la Préfecture. Cette pratique a permis d'accélérer la délivrance des visas des doctorants et des enseignants chercheurs invités de la ZOI.

La visibilité de l'action de la Maison des Langues pose problème. La DRI a cherché à faciliter les actions à mener en coordonnant les sites sud et nord. Notamment, la DRI est régie de recettes pour les certifications linguistiques délivrées par la MDL et l'IUT. Il a été décidé que la politique linguistique pour non spécialistes formerait l'un des quatre axes du futur volet relations internationales du contrat quadriennal 2010-2013.

Les actions réalisées hors contrat

La DRI a soutenu les activités de recherche dans le domaine des relations internationales (mission de recherche ou d'aide à l'organisation de conférences scientifiques). Il s'est agi d'une activité sporadique, les laboratoires disposant généralement de crédits affectés pour ces missions. Il a été décidé que le croisement recherche et international formerait l'un des quatre axes du futur volet relations internationales du contrat quadriennal 2010-2013.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Le nouveau dispositif Erasmus mobilité de formation des personnels a permis à 3 personnels administratifs de bénéficier en 2007/2008 d'un stage dans des services homologues au leur chez des partenaires universitaires européens. Toutes les bourses de formation administrative Erasmus ont été attribuées.

Indicateurs

Nombres d'étudiants sortants

Mobilité étudiante :

- Nombre d'étudiants entrants
 - o Mobilité académique
 - o Mobilité professionnelle (courte)
 - o Assistants de langues
- Nombre d'étudiants entrants
 - o Dont étudiants entrants en programme d'échange
 - o Hors zone océan Indien et hors programme d'échanges

Obtention du label « Institut Confucius »

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

Erasmus Mundus « Géosphère"

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

Structure universitaire d'accueil étudiants de la zone océan Indien : faire du service des relations internationales un service de références pour ces étudiants :

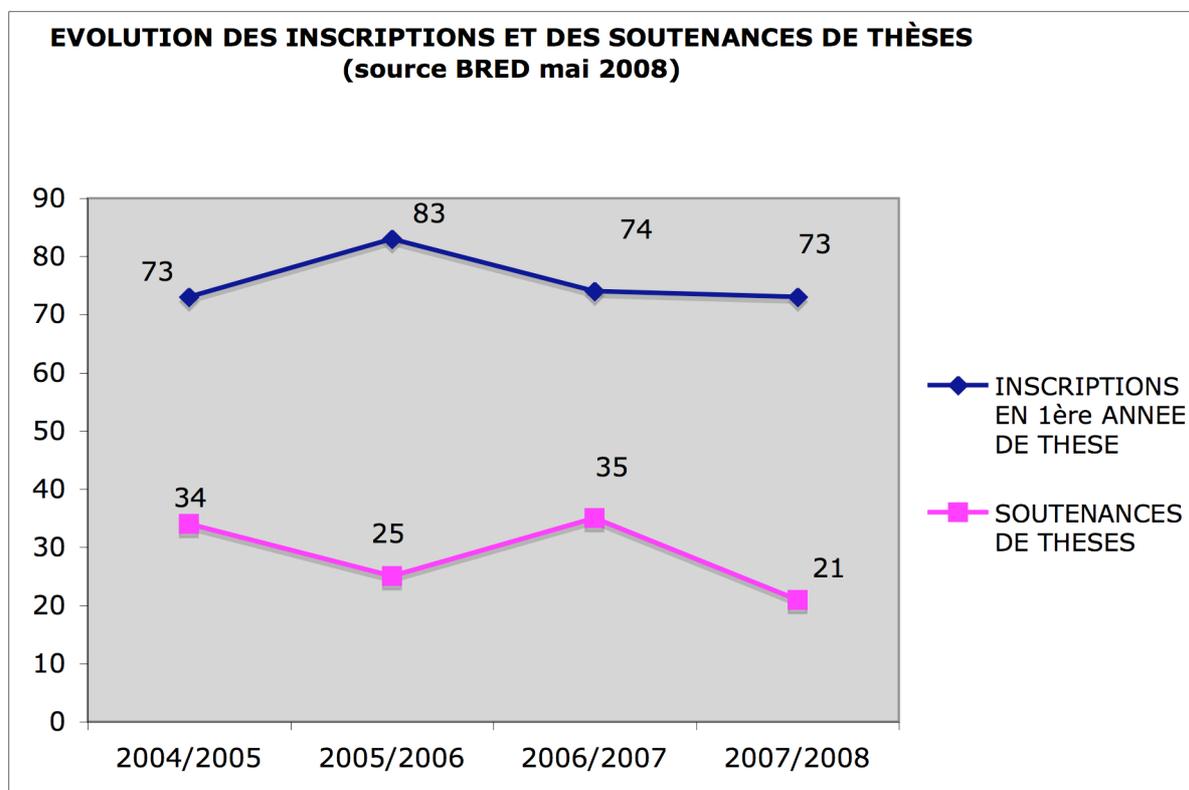
- Nombre de manifestations organisées pour les étudiants de la zone océan Indien
- Nombre de tuteurs originaires de cette zone
- Nombre d'étudiants de la zone fréquentant les cours de remise à niveau linguistique de la maison des langues

1.2.2 Assurer le rayonnement de la formation par la recherche

Objectifs de Ecole Doctorale Interdisciplinaire (EDI)

- Porter attention à la procédure d'attribution des allocations de recherche
- Favoriser les co-tutelles de thèses et les échanges scientifiques
- Sélectionner avec attention les étudiants étrangers souhaitant s'inscrire en doctorat

Le dynamisme de la formation à la recherche, maillon essentiel entre la formation et la recherche se manifeste par les 70 à 80 nouvelles inscriptions réparties de façon relativement homogène entre toutes les disciplines. Chaque année, ce sont en moyenne une trentaine de thèses de doctorat qui sont soutenues.



1.2.2.1 Fonctionnement de l'école Doctorale Interdisciplinaire (EDI)

Composition du Conseil de l'Ecole Doctorale Interdisciplinaire Suite aux modifications induites par l'arrêté du 7 août 2006, la composition du Conseil de l'Ecole Doctorale Interdisciplinaire (C.E.D.I.) a été entièrement renouvelée. Cette rénovation a nécessité le passage devant le C.E.D.I, le C.S, et le C.A (15 novembre 2006). L'élection du nouveau C.E.D.I. s'est déroulée le 5 décembre 2006 pour les collègues enseignants et le 29 mars 2007 pour le collège étudiant. Lors de l'Election « Collège Doctorants » du 29 mars 2007, courriers et mails

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

informatifs personnalisés ont été envoyés à chaque doctorant. Sur le site Web de l'Université, les listes et professions de foi étaient accessibles.

Suite aux nouveaux statuts de l'E.D.I, la composition suivante du C.E.D.I a été adoptée.

- Représentant établissement (50% total des membres) *soit un total de 13 membres*
 - Collège 1 (Représentant/Master ou parcours recherche) : 3 membres
 - Collège 2 (Responsables des équipes d'accueil) : 9 membres
 - Collège IATOSS : 1 membre
- Doctorants (20% du total) : Collège Doctorants : 5 membres
- Personnalités extérieures : Collège personnalités extérieures : 8 membres

Après les élections du 5 décembre 2006 et 29 mars 2007, les membres élus ou désignés par les 3 secteurs technologiques pour les personnalités extérieures ont pu siéger dès Juin 2007.

Modalités de fonctionnement du Conseil

En moyenne, le Conseil de l'E.D.I se réunit trois fois à quatre fois par an. A titre d'exemple voici les Ordres du jour des trois Conseils pour l'année 2006.

Au cours d'une année, l'ordre du jour des trois conseils donne lieu à la synthèse suivante :

1. Conseil début septembre : Allocations Etat,
2. Conseil début novembre : Allocation MASTER, Validation du calendrier
3. Conseil début juin : Bilan de l'année, travail sur les sujets de fond.

Chaque Conseil est précédé d'un Bureau. Le Bureau, en plus du rôle de préparation des Conseils, a reçu comme délégation de pouvoir de se réunir sur des sujets très ponctuels nécessitant une réponse rapide. (ex. : Validation des acquis en cours d'année.) Ce Bureau est constitué d'un représentant de chaque secteur technologique, d'un représentant étudiant et du Directeur de l'E.D.I.

Moyens mis à la disposition de l'Ecole Doctorale

Organisation du Service Ecole Doctorale L'Ecole Doctorale depuis décembre 2006 s'est vue doter d'un poste de titulaire : « Technicien BAP.I ». Un responsable administratif assure la gestion du Pôle recherche, de grade IGE ou ADAENES, il assure l'encadrement direct de ce technicien.

Politique de Communication En interne, la base de données de l'ensemble des doctorants permet de contacter individuellement chaque étudiant pour l'informer sur les formations à venir et les informations importantes par mail. Chaque envoi, afin d'éviter des problèmes d'adresse mail ou des non-habitudes de consultation, est relayé par courrier personnalisé. En Intranet, un espace sur le site WEB de l'Université de la Réunion permet de faire passer les principales informations ou dossiers. Le mail « adm » et « tous » permettant de joindre l'ensemble de la Communauté Universitaire (E.C, étudiants) à jour d'une adresse mail à l'Université de la Réunion est favorisé lors de l'information d'une soutenance de thèse.

En externe, le site Internet de l'EDI a été développé en janvier-juillet 2008. Le planning actuel du service avec changement de secrétaire en juin 2008 ne nous a pas permis de mettre en place la formation au logiciel afin d'assurer le démarrage du site. Cependant, l'articulation

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

du site et les principales rubriques sont définitives. Au niveau des médias, des éléments forts sont mis en avant afin de favoriser les retombées presse ou journaux :

- Pour chaque soutenance, envoi du résumé aux médias locaux.
- Pour chaque rentrée Universitaire et séminaire extérieur (rencontre avec les entreprises), envoi d'une invitation.
- Pour chacune des Doctoriales, élaboration d'un plan médias avec passage télévision (TV Madagascar, TV Maurice, RFO, Antenne Réunion) et couverture presse

Locaux L'entité administrative de l'EDI est hébergée au sein du Pôle « Recherche » regroupant le Bureau de la recherche, le service Valorisation, le PRES Océan Indien et l'Ecole Doctorale. Ce service est composé de trois catégorie A, deux catégorie B et trois contractuels. La Mutualisation des différents outils bureautiques permet l'utilisation de l'informatique de base, photocopie, télécopie, scanner etc...La Position Centrale au sein du Campus, mais qui reste neutre par rapport aux différents secteurs technologiques, renforce la notion de pluridisciplinarité de l'EDI. La situation de l'EDI sur un site universitaire favorise l'aide logistique apportée par l'Université de la Réunion. Ainsi pour les formations « classiques », les salles de cours les plus judicieuses (amphithéâtre audio-visuel, Centre Multimédia, grande salle de cours) sont mises à disposition. Pour les séminaires Doctoriales, les services ou directions de l'établissement travaillent en étroite collaboration avec l'EDI (service Communication, service Logistique...).

1.2.2.2 Principes de gouvernance

Procédure de choix des doctorants La pluridisciplinarité de l'E.D.I sous-tend de ne pas appliquer des normes contraignantes pour chacun des grands secteurs scientifiques. Cependant, globalement l'obligation de financement préalable avant inscription est quasiment devenue la norme. Ainsi en 2007/2008, seulement 15% des doctorants n'ont pas d'allocation ou de revenu personnel. La proportion élevée de salariés dans le secteur SHS explique parfois que suite à des mutations géographiques des doctorants démissionnent ou privilégient une inscription dans d'autres établissements (ex. enseignant du secondaire...).Le choix des doctorants est essentiellement lié à la détermination de recherche en phase avec les axes forts de chaque laboratoire. Cependant, aucun contrôle a posteriori n'est effectué au sein de l'E.D.I.

Politique de financement des thèses Les allocations Etat dont bénéficie l'E.D.I. sont au nombre de cinq par an sur la durée du contrat quadriennal 2006/2009. En 2008/2009, deux allocations fléchées sont venues se rajouter à ce contingent. Les Allocations sont attribuées en Conseil de l'Ecole Doctorale. C'est un dossier rempli par le candidat, le directeur du Master ou diplôme jugé équivalent, le potentiel directeur de thèse, le potentiel directeur de laboratoire d'accueil qui est pris en compte. Une grille d'évaluation est utilisée afin de faciliter et d'organiser la sélection. Le dispositif Allocation Région représente 22 Allocations en moyenne par année dont 5 allocations allouées à des doctorants étrangers. L'importance du nombre d'allocataires Région (3 fois plus que d'allocations Etat), nécessitait une implication forte de l'E.D.I afin d'harmoniser le recrutement des Allocations Etat/Allocations Région. Cette volonté a rencontré un écho favorable de la part de la Région Réunion, aussi depuis 2004, huit représentants de l'Université de la Réunion dont quatre sont directement désignés par l'E.D.I. participent au Comité d'expertise. Le recul sur les campagnes Allocations 2000, 2001 et 2002 nous permet d'afficher des taux de soutenances favorables.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

	2000	2001	2002
Nombres d'allocataires (hors décès)	13	16	21
Nombres de soutenances	9	12	24
Pourcentage de soutenances	70%	75%	67%

Applications de la Charte des Thèses La Charte doit être obligatoirement signée par le doctorant, Directeur et/ou codirecteur de thèse, Directeur de laboratoire et le Directeur de l'Ecole Doctorale. Cette charte adoptée lors de la création de l'E.D.I. comporte les différents axes nécessaires à un encadrement du déroulement de la thèse :

- Financement du travail du doctorant
- Qualité de l'encadrement
- Procédure de médiation

La médiation de type institutionnelle n'a pour l'instant pas été utilisée. Le rôle de médiateur du Directeur de l'Ecole Doctorale ayant suffi à résoudre les désaccords rencontrés.

1.2.2.3 Programme d'actions

Formations des doctorants et direction de la thèse La pluridisciplinarité de l'E.D.I a depuis sa naissance induit la volonté de créer et de mettre en place globalement deux grands types de fonction : des formations professionnalisantes que nous abordons dans un chapitre ultérieur et des formations destinées à faciliter le déroulement de la thèse chez le doctorant. Ces formations désirent calquer leur chronologie sur la chronologie du déroulement de la thèse. Ainsi cinq formations ont été mises en place

○ ***Rentrée Universitaire (Etudiants en thèse 1)***

L'objectif de cette journée est, dès le commencement de la thèse, de permettre aux doctorants d'apprendre le fonctionnement de la recherche du local (E.D.I) au global (National : recrutement, carrière etc...). En ajout de cette journée, de jeunes docteurs témoins représentatifs des trois grands secteurs apportent leurs vécus et expériences de doctorants.

○ ***Accès aux ressources documentaires- Numérisation des thèses (Thèse 1)***

Trop souvent ignorées des jeunes chercheurs, les ressources documentaires, qu'elles soient sous forme papier ou numérique, peuvent permettre par une meilleure connaissance des gains de temps appréciable en phase documentaire. De plus à partir de la rentrée 2008, la numérisation de la thèse et sa diffusion sera rendue obligatoire.

○ ***Banque de données-Numérisation des thèses (Thèse 1)***

C'est une formation qui permet de compléter la formation précédente, l'avance des travaux en Avril-Mai de la première année induisant la prise en compte de la problématique de recherche documentaire plus pointue.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

○ **Communication Scientifique en Anglais et en Français (début thèse 3)**

Cette formation bloquée sur une semaine assure à nos doctorants une aide forte sur l'utilisation scientifique de l'anglais. Suite au déroulement de cette formation, le nombre potentiel d'articles scientifiques acceptés sur des supports anglo-saxons a été réellement augmenté.

○ **Soutenance Thèse (Fin Thèse 3)**

Cette action a pour but d'initier avec le bureau de la recherche, service instructeur de la soutenance de thèse, un échange afin de diminuer la méconnaissance des règles administratives et de « rassurer » les futurs docteurs sur le déroulement de la soutenance.

Préparation et suivi de l'insertion professionnelle (voir point 2.2.5)

Indicateurs

- Nombre de co-tutelles de thèses
- Nombre de doctorants étrangers
- Nombre de conventions passées dans la zone de partenariat prioritaire

2 Une Université contribuant à la réussite de l'étudiant et au développement de La Réunion

Les missions dévolues aux services communs universitaires et interuniversitaires d'accueil, d'orientation d'insertion professionnelle des étudiants sont encadrées par le décret n°86-195 du 6 février 1986 : « *organiser l'accueil, l'information et l'orientation des étudiants à leur entrée à l'université et tout au long du cursus universitaire et assurer ultérieurement le suivi de leur insertion professionnelle* ». Depuis l'année universitaire 2006/2007, l'activité du SCAOIP connaît ainsi de nouveaux développements. Les orientations dessinées par la **Commission du débat national « Université - Emploi »** présidée par Monsieur Patrick HETZEL, ainsi que celles de la mission diligentée par Monsieur l'Inspecteur Général SIMON relative à « **l'accueil et à l'orientation des nouveaux étudiants dans les universités** » invitent à une évolution sensible des missions du Service. En 2007/2008, les orientations inscrites dans la loi LRU ont dessiné les contours de la « Réussite en Licence » : le portail d'admission post-baccalauréat et l'orientation active d'une part, l'insertion professionnelle d'autre part.

2.1 L'aide à la réussite des étudiants pour la promotion de l'égalité des chances

2.1.1 Améliorer l'orientation et le suivi des étudiants

L'aide à l'orientation par les personnels en charge du SCAOIP est naturellement l'une des missions principales. Ces demandes peuvent nécessiter l'intervention des **conseillères d'orientation psychologues** pour le choix d'orientation future, de réorientation, d'aide à la réalisation d'un CV ou d'une lettre de motivation, le conseil dans le choix d'une université ou école métropolitaines. La programmation des consultations est organisée par les agents en charge de l'accueil : Les conseillères d'orientation contribuent dans une très large mesure à la

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

réflexion autour des actions à développer : elles participent activement aux réunions de service, à l'animation des diverses manifestations organisées par le SCAOIP. Elles travaillent également en étroite relation avec la documentaliste. En 2006/2007, **975 consultations ont été réalisées par les deux conseillères sur le Campus Nord** depuis le début de l'année universitaire et **138 entretiens individuels ont été conduits dans le Sud**. La fréquentation sur le Sud est en hausse de 30 %. Pour 2007/2008, ces chiffres connaissent déjà une progression importante d'environ 20%. L'orientation active incite de plus en plus de futurs bacheliers à anticiper sur le choix et donc à se renseigner sur les parcours de formation et leur insertion professionnelle.

La journée de liaison lycée – université, en octobre 2007, a été organisée à l'initiative du SCAOIP sous la forme d'une journée de rencontre entre 400 professeurs principaux des classes de terminale et enseignants universitaires. L'offre de formation déclinée sous le format LMD ainsi que la politique de recherche de l'Université a ainsi été présentée à un public demandeur, grâce à un partenariat fort avec le Rectorat (CSAIO). Ces rencontres ne s'étaient pas tenues depuis 10 ans. L'opération est appelée à se renouveler en 2009.

Le dispositif d'orientation active par l'université de La Réunion, à l'instar d'une soixantaine d'universités métropolitaines, s'est mis en place à titre expérimental dès la rentrée 2007 dans la *procédure d'orientation active à destination des lycéens en classe de terminale*. Cette opération a été réalisée en étroite collaboration avec le SAIO et les chefs d'établissements. L'analyse des informations recueillies sur la base des avis et recommandations émises par les professeurs principaux, les proviseurs et les enseignants universitaires permet de dresser un premier récapitulatif selon le nombre de vœux traités par lycée, le pourcentage des vœux par grands domaines de formation et celui des recommandations (favorable, réservée ou défavorable) émis par les responsables pédagogiques de l'université.

695 dossier traités : 64.3 % de recommandations favorables, 21.2 % réservées, et 14.5 % défavorable.

Cette opération lourde car tardivement mise en œuvre sur la base d'une procédure papier a toutefois eu pour avantage de bénéficier d'une première expérience lorsqu'il s'est agi pour l'Université de s'engager plus avant, mais toujours par anticipation sur l'obligation légale de traiter les dossiers des candidats à l'inscription dans une filière universitaire, pour la rentrée 2007/2008. Grâce à ce recul, il a été plus aisé d'assurer pour le compte de l'Université le pilotage du dispositif 2007/2008. Membre du **Comité de Pilotage Orientation Active** initié par le Recteur de l'Académie, le SCAOIP a coordonné la mise en œuvre du portail admission post-bac (mise en ligne de l'offre de formation, formatage des recommandations, initialisation des codes d'accès pour les référents pédagogiques de L1 chargés d'examiner les candidatures, etc...). En 2007/2008, l'immense majorité des filières a accepté de s'engager (à l'exception des filières Economie, MES, Espagnol).

4508 dossiers ont été analysés par le SCAOIP. Sur ces 4508 lycéens inscrits, 51% ont obtenu une recommandation favorable à leur inscription à l'Université, 24% ont eu un avis réservé, 15% ont eu un avis défavorable (10 % des dossiers incomplets)

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

L'objectif de ce premier semestre 2008 est de repérer le nombre réel de primo inscrits et de savoir si les recommandations émises à l'aide de ce portail ont été en majorité, ou peu, suivies. C'est ce premier travail qui permettra de savoir si ce dispositif répond aux attentes des lycéens. Le SCAOIP étudiera les résultats d'examen du premier semestre dès que connus. Les éléments d'analyse ainsi dégagés seront communiqués à la communauté enseignante, ils permettront d'élaborer des stratégies nouvelles en matière d'aide à la réussite en première année de licence. Le dispositif est appelé à se renforcer, rendu obligatoire par la loi LRU, toutes les filières devront participer. L'accompagnement des lycéens en L1 doit de plus, selon les récentes instructions ministérielles, s'individualiser, nécessitant des moyens supplémentaires.

La documentation En 2006, le SCAOIP a dirigé l'édition et la diffusion d'une plaquette annuelle synthétique de l'offre de formation globale de l'Université : 10 000 exemplaires destinés à l'ensemble des partenaires locaux -lycées, CIO, réseaux Centre Information Jeunesse, Services Jeunesse et Education des Mairies, associations de Jeunesse- et distribués lors des manifestations. 2007 a vu apparaître la version anglaise, diffusée auprès des partenaires institutionnels dans le Grand océan Indien. L'espace documentaire a été remanié en cours d'année, mettant davantage en évidence le secteur « études » et celui de « l'insertion professionnelle ». L'espace multimédia a été doté d'un poste informatique supplémentaire avec accès Internet, portant à six le nombre de postes de travail offerts aux étudiants. Un certain nombre d'ouvrages mis à disposition du public font l'objet de prêts : la gestion devrait en être informatisée l'an prochain. En 2007/2008, le SCAOIP a fait l'acquisition d'un kiosque ONISEP/Enseignement Supérieur. L'université de La Réunion est devenue site pilote.

Le WIFI a été installé et les services proposés dans le cadre de l'accompagnement et le soutien pédagogique par l'usage des technologies de l'information et de la Communication (TICE) a été renforcé de façon importante notamment par l'organisation du C2I (certification en informatique) et du CLES (certification en langue).

Indicateurs

Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur :

- Nombre de réunions de coordination lycées université
- Nombre de lycéens aux journées portes ouvertes

Développer le tutorat : principales activités des tuteurs :

- Nombre de tuteurs (selon 4 destinations)
- Nombre d'accompagnements spécifiques pour les étudiants à « profil particulier »

2.1.2 Développer l'accompagnement et le soutien pédagogiques par l'usage renforcé des technologies de l'Information et de la Communication TICE

Les actions réalisées dans le cadre de ce contrat concernent des équipements pour le centre multimédia de l'Université pour les modules Régie Audio Vidéo et Technologies de l'Information et de la Communication. Dans le cadre de la structuration et l'utilisation de ressources pédagogiques, 765 ressources sont référencées et 112 cours dont l'enseignement est dispensé intégralement ou partiellement à distance. En ce qui concerne l'autoformation, on compte 1939 inscrits au C2I Certificat informatique et Internet (soit 47% des licences) et 496 admis soit 12% des inscrits. Les inscrits au CLES Certificat de Langue pour l'Enseignement Supérieur sont de 21 pour 12 admis. La mise en place de tuteurs informatique financés en partie par le Conseil général et l'Etat a permis aux étudiants d'accéder en accès libre aux ressources informatiques de l'établissement dans 17 salles prévues à cet effet. Le portail étudiant permet la diffusion d'informations. C'est un outil très apprécié que les étudiants se sont appropriés, on compte 78218 pages demandées et 116454 connexions. En ce qui concerne le Bureau Virtuel, 10416 comptes ont été créés (9174 étudiants et 1242 personnels). La pérennisation de cet outil est en danger car le financement des licences a un coût important pour lequel des financements sont à trouver.

Serveur TICE

- Ressources Pédagogiques ou Learning Objects Repository (LOR): tice.univ-reunion.fr*
- Cours et Evaluations sur Moodle (tice.univ-reunion.fr/elearning)*
- Maison des Langues (<http://maisondeslangues.univ-reunion.fr/>)*
- Outil de réservation pour les tutorats études sciences et lettre (<http://tice.univ-reunion.fr/conferences/ResaForm/>)*
- Enquête et évaluation des enseignements (<http://tice.univ-reunion.fr/evaluation/admin/>)*
- Gestion des articles d'une conférence (<http://tice.univ-reunion.fr/conferences/idd2009/>)*
- IUT Genié Bio (<http://iut-geniebio.univ-reunion.fr/>)*
- Génie Urbain Tampon (<http://gue.univ-reunion.fr/>)*

Indicateurs

Mise en place d'un service TICE :

- Nombre d'enseignants formé aux TICE
- % d'enseignements numérisés et mis en ligne
- Nombre de formations à distance
- Taux d'utilisation de l'espace numérique de travail par les étudiants. Nombre de connexions à l'ENT
- Nombre de postes d'ordinateurs dédiés aux TICE
- Nombre de tuteurs TICE

Développer l'usage des TICE :

- Nombre d'enseignants impliqués dans des projets TICE
- Nombre d'étudiants candidats aux C2i et taux de réussite

2.1.3 Développer les passerelles

Les journées de réorientation - campus Nord et Sud : la journée « REBONDIR » ont pour vocation d'apporter aux étudiants de L1 une information exhaustive sur les possibilités de réorientation dès le 1^{er} semestre universitaire. En 2007, étaient réunis une vingtaine d'organismes de formation (dont la Chambre de Commerce) et les acteurs institutionnels de la mobilité (Conseil Général, ANPE, ANT et CNARM). Un courrier personnel d'invitation a été adressé à chaque étudiant de L1 issu d'un bac technologique ou professionnel, plus enclin à se réorienter car rencontrant en général davantage de difficultés d'intégration à l'Université.

En 2008, le SCAOIP a souhaité offrir aux étudiants des solutions de réorientation immédiate : Désireux de donner une nouvelle impulsion, seuls les organismes capables d'offrir une solution rapide aux étudiants « décrocheurs » ont été invités à participer. A l'occasion de cette journée « **une bourse aux BTS** » a été organisée grâce à un partenariat fort avec le Rectorat. Les responsables de BTS ont reçu en entretien les candidats. 16 étudiants reçus (majoritairement issus de bacs professionnels et technologiques) ont ainsi pu intégrer une section de BTS la semaine suivante.

Indicateurs

Nombre d'étudiants réorientés
avant la date butoir de réorientation
après avis de la commission de réorientation
vers les filières professionnelles
vers les formations post-bac

2.1.4 Favoriser l'accueil et l'insertion professionnelle

L'accueil et l'insertion professionnelle font parties des missions principales du SCAOIP service Commun d'Accueil et d'Orientation Professionnelle.

2.1.4.1 L'accueil et l'information du public

L'accueil au quotidien À titre indicatif, depuis la rentrée universitaire **2006/2007, 9 565 passages à l'accueil** ont été recensés, ainsi que **1 745 appels téléphoniques**. La fréquentation est rythmée par les périodes de rentrée universitaire (août à octobre) et par la période des réorientations de fin de premier semestre, des inscriptions aux concours, et des pré - inscriptions diverses : BTS, DUT, IAE. L'ouverture du portail unique d'inscription dans l'enseignement supérieur (admission post-bac) a entraîné une forte croissance de la fréquentation en **2007/2008, 11 217 passages à l'accueil** ont été recensés, ainsi que **2 330 appels téléphoniques**. Le **site Web** du SCAOIP a également fait l'objet d'une refonte.

Les journées portes ouvertes aux lycéens - Campus Nord et Sud. Elles correspondent à une réelle attente des lycéens et de leurs parents. Un effort particulier est porté par l'ensemble des composantes et services communs, également présents sur le Campus Sud, afin de faire bénéficier le public d'une information exhaustive sur l'ensemble de l'offre universitaire. A

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

noter toutefois, qu'en raison de la tenue du Salon des Etudes Post-Bac, la Journée Portes Ouvertes sur le Site du Moufia n'a pas été organisée en 2007. En 2008, l'Université ouvre ses portes aux lycéens de classes de terminale le jeudi 13 novembre sur le campus sud et le jeudi 20 novembre sur le campus nord. La programmation des conférences étant prévue le matin et l'après-midi, les élèves auront cette année la possibilité d'assister à la présentation de plusieurs domaines de formation. Afin de rendre l'organisation de ces journées plus efficiente, le programme a été établi en concertation avec les responsables des UFR, responsables des présentations pédagogiques de ces journées. Nous avons souhaité connaître par avance les flux de lycéens attendus par grands domaines de formation. Les lycéens, individuellement destinataires du programme des journées, doivent faire connaître leur projet à leurs professeurs principaux. Cette anticipation permettra une meilleure organisation des conférences pédagogiques. Les enseignants accompagnateurs sont conviés à participer à une conférence de présentation générale de l'Université (politique de recherche, offre de formation, mobilité européenne, dispositif d'orientation active) le matin.

Les journées d'accueil à l'université : l'Opération Campus Futé Traditionnellement organisées par composante, elles se déroulaient à partir du 20 août et commençaient par une matinée de présentation institutionnelle assurée par le Président de l'Université, les Vice - Présidents, les Directeurs d'UFR, et également par les élus (Conseil Régional, Département, Maires). Les services communs y dispensaient une information visant à faciliter l'intégration des futurs étudiants. Les associations étudiantes sont également représentées. L'après-midi est consacré à une présentation purement pédagogique : programme de cours, contenus des enseignements, organisation des TD. Ce concept a prévalu jusqu'en 2007. A la rentrée 2008, désireux de rendre ces journées plus efficaces, le SCAOIP a pris l'initiative de proposer à l'ensemble des Services Communs de revoir complètement le concept. Ainsi avec « **Campus Futé** », les nouveaux étudiants pouvaient découvrir en une journée à l'aide d'un parcours ludique et d'un « passeport » tous les services essentiels au bon déroulement de leur cursus. Un parcours était proposé au départ du SCAOIP pour découvrir les différents services, valider leur carte d'accès à la bibliothèque universitaire, activer leur compte e-mail, acquérir la carte culture, le Pass' Sport, découvrir les services proposés par la médecine préventive, etc. Cette opération a connu un vif succès.

La représentation de l'Université lors des forums régionaux ou internationaux : Salon des études post-bac organisé à St Denis en 2006 et 2007 à l'initiative d'une association étudiante. En 2006, le Salon a attiré 7 000 visiteurs en trois jours : l'université, dans toutes ses composantes, y était largement représentée, le SCAOIP en a assuré la coordination. Il s'est associé à l'ONISEP pour y tenir un stand d'information et d'orientation de 36 m² ; Six Conseillers d'Orientation Psychologues y assuraient des entretiens individuels d'orientation. L'expérience de 2007 fut moins probante en raison du choix de la date trop tardive du salon. Il n'a concerné que les élèves de Première, ceux de Terminale ayant déjà achevé leurs vœux en raison de la fermeture du portail d'admission Post Bac. **Carrefour jeunes** (Commune du Tampon), **Journées portes ouvertes dans les lycées**, **Salon international des études supérieures de l'île Maurice** : 89 exposants, dont une soixantaine d'universités étrangères (Grande-Bretagne, Irlande, Afrique du Sud, Inde, Chine, Australie...) et françaises (Montpellier, Paris VI), 13 000 visiteurs. Une conseillère d'orientation et deux agents du service y ont participé. Nous avons renouvelé notre participation en 2007 et en 2008. La dernière participation se révèle moins concluante, les lycées français de Maurice n'y participant pas. Le SCAOIP et les RI se rendront donc auprès des lycéens français de Maurice pour promouvoir la carte des formations de l'Université en novembre 2008.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

L'aide à la réussite : le tutorat Les financements de l'Etat et du Conseil général ont permis le recrutement de 150 tuteurs répartis sur l'ensemble des composantes. Indemnisés sous forme de « bourse de tutorat », à hauteur de 1000 euros pour 120 heures-année, les étudiants confirmés assuraient un **tutorat soit pédagogique, soit d'épanouissement** (TICE, Sport, Culture, Bibliothèque, Médecine Préventive, SCAOIP...) aux bénéficiaires des néo-inscrits. Le dispositif a fonctionné jusqu'au 1^{er} semestre universitaire 2006/2007. En 2007, les financements ont permis de recruter pour le deuxième semestre 2007/2008 105 tuteurs. L'Université a dû reconsidérer le financement de cette opération sur des crédits Etat (Réussir en Licence) pour le premier semestre 2008/2009.

2.1.4.2 L'aide à l'insertion professionnelle

Pour assurer un tel objectif, deux conditions sont nécessaires, la première est le renforcement du partenariat avec le monde économique, la seconde consiste à vérifier l'adéquation des diplômés formés à l'université et le marché de l'emploi. Pour cela l'OFIP, l'Observatoire des formations et de l'insertion professionnelle, a été créé en 2006.

Le renforcement du partenariat avec le monde économique Plusieurs actions contribuent au renforcement du partenariat avec le monde économique et associent différents services de l'université tels que le SUFP Service Universitaire de la Formation Professionnelle, la cellule de collecte de taxe d'apprentissage et tout particulièrement le SCAOIP. Le développement de la Validation des Acquis et des Expériences (cf. point 2.3.6), les visites guidées du campus, initiées en 2007 et destinées à mieux faire connaître l'université aux chefs d'entreprises et nouer des relations pouvant déboucher sur des partenariats, le développement du PTU et les activités qui le caractérisent en font désormais un véritable lieu d'interface entre l'université et les entreprises.

Le développement de l'offre de stages hors - cursus permet d'offrir aux étudiants la possibilité d'effectuer un stage hors - cursus, dit de « découverte de l'entreprise ». A ce titre, en **2006/2007, 220 conventions de stages** ont été signées cette année à l'université avec **65 entreprises partenaires** oeuvrant essentiellement dans le secteur tertiaire. Les étudiants de L3 sont les plus demandeurs (37%). L'analyse par origine disciplinaire atteste que les étudiants de droit et économie sont les plus intéressés (55 %). En revanche, une faible attractivité est constatée pour les étudiants de la filière Sciences (6 %) sur laquelle il convenait de se pencher (offre insuffisante dans les entreprises de ce secteur?). **301 conventions de stages ont été signées en 2007/2008.** L'augmentation du nombre de conventions est le fruit du travail effectué par les guides en entreprise et les retombées du forum des métiers et de l'insertion professionnelle du 27 mars 2008. Les étudiants en Master ont été plus nombreux à se positionner sur des stages non obligatoires. La part des scientifiques a connu une légère augmentation. Un suivi qualitatif des stages a été initié, grâce notamment à un questionnaire de fin de stage. La finalisation du site web est en cours, lequel permettra aux entreprises la mise en ligne de leurs offres de stages et aux étudiants celle de leur CV.

Le métier du mois, initié en 2007, est une procédure qui propose aux étudiants de découvrir un métier original auquel ne songent pas forcément les étudiants et décline le cursus nécessaire pour acquérir les qualifications requises. Il fera l'objet d'animation et de présentation par les professionnels dans le courant du second semestre universitaire.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Les conventions de partenariat ont été signées avec les représentants de la Police Nationale, la Gendarmerie, l'Armée de Terre, l'ANT qui assurent une **permanence** mensuelle au SCAOIP (nord et sud). De même, la signature de la convention de partenariat avec la Jeune Chambre Economique de la Réunion a permis la réalisation de speed-dating en juillet 2008. D'autres actions sont en cours de programmation.

Les ateliers de techniques de recherche d'emploi : la convention liant le SCAOIP et l'ANPE n'a pas été reconduite par notre partenaire. Néanmoins, les Conseillères d'Orientation aident au quotidien les étudiants dans leur démarche individuelle de recherche d'emploi ou de stage : aide à la rédaction de lettres de motivation et élaboration de CV.

Le certificat d'insertion professionnelle a été initié en 2007. Organisé par le SUFP en étroite concertation avec le SCAOIP, il est destiné à un public en situation d'échec avéré à l'université (doublant, voire triplant) : il a pour but d'aider ces étudiants à réfléchir à un projet professionnel, à le mettre en forme et à le valoriser. Dans sa deuxième version, il comporte un stage assimilable aux stages hors - cursus de découverte professionnelle.

L'UE libre « aide à l'insertion professionnelle », a été initiée en 2007 ; elle est destinée aux étudiants désireux d'acquérir les techniques de recherche d'emploi, après une réflexion autour du projet personnel et professionnel. La finalité de l'UE est de faire participer les étudiants aux séquences de speed-dating stage - emploi organisées par le SCAOIP (Forum des Métiers et de l'Insertion professionnelle et Training Job Kfé).

Le forum des métiers et de l'insertion professionnelle : Il a pour but d'amener les étudiants à rencontrer des professionnels. En 2006/2007, le secteur de la fonction publique était très fortement représenté. L'effort de prospection devait impérativement être accru en direction du secteur privé, sous représenté. En avril 2007, grâce à un travail important de prospection (mailing élargi), 45 nouvelles entreprises privées ont répondu présentes. Certaines, comme la GTOI, HOLCIM, Crédit Agricole..., sont très importantes et recrutent régulièrement. Les entreprises nouvelles ont accepté d'offrir des stages hors cursus, nous permettant ainsi de conforter notre offre. Les profils des étudiants ont convaincu les chefs d'entreprises qui ne s'attendaient pas à trouver des jeunes aussi motivés et polyvalents. Ils ont d'ailleurs pu tester 64 d'entre eux dans des domaines variés (environnement, commerce et distribution, secteur tertiaire...) lors de « speed dating » professionnels, concept innovant initialisé à l'occasion de cette manifestation. Autre nouveauté, l'espace d'accompagnement à l'emploi pour une orientation optimale et particulièrement le point conseil CV animé par des professionnels a connu une fréquentation très importante. L'édition d'avril 2009 consacrera **l'ouverture à l'international** : le démarchage des entreprises étrangères à fort potentiel de recrutement est en cours, il couvre le grand Océan indien. Un speed-dating international sera organisé, les étudiants y ayant été formés par avance dans un module « langue anglaise » qui sera ajouté à l'UE Libre « projet professionnel ».

Le Training Job Kfé : A l'issue du Forum des Métiers, le SCAOIP a été sollicité par la Jeune Chambre Economique de la Réunion pour décliner en faveur de ses étudiants l'opération nationale le TJK : après deux séquences de deux heures de coaching par des chefs d'entreprises, les étudiants participent à un speed - dating stages - emploi. Le choix s'est porté sur les étudiants candidats à une inscription en Licence Professionnelle en recherche de terrain de stage dans les domaines de l'environnement, de la communication, de

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

l'informatique et de l'immobilier. Une convention de partenariat finalise cette coopération avec la JCE.

La déclinaison des orientations nationales : L'actualité liée au champ de compétences du service a été particulièrement riche durant les années universitaires 2006/2007 et 2007/2008 : la promotion de l'égalité des chances et l'orientation active représentent deux chantiers importants dont le SCAOIP a été la cheville ouvrière.

L'opération « promouvoir l'égalité des chances à l'université » En 2006/2007, le projet présenté par l'Université de La Réunion a été classé numéro 1 au niveau national dans le cadre de l'appel à projet lancé par M. Azouz BEGAG, Ministre Délégué à la Promotion et à l'égalité des chances et Monsieur François GOULARD, Ministre de l'Enseignement Supérieur. L'université de La Réunion a bénéficié d'un financement d'actions destinées à établir une relation privilégiée avec **240 lycéens de classe de terminale** de deux lycées réunionnais et les étudiants inscrits en L1 et originaires de ces mêmes établissements (environ 80) : Le budget affecté au SCAOIP s'élève à **167 200 euros** répartis sur 17 actions. Il représente 71% de l'enveloppe globale attribuée à l'université pour la conduite du projet. Deux axes de travail ont été dégagés par l'équipe du SCAOIP : « *Des lycéens à l'université* », « *Des étudiants dans les lycées* » - ayant pour objectif commun de confronter les représentations des lycéens et celles des étudiants sur la vie à l'université afin d'en dégager un « mode d'emploi » et découvrir les modes d'approche du savoir à l'Université : présentation de filières, tutorat d'orientation, parrainage... : confronter les représentations des lycéens et celles des étudiants sur la vie à l'université et le savoir disciplinaire, se rendre compte de la façon dont se déroule un cours et avoir un échange avec l'enseignant et des étudiants à l'issue du cours observé : assurer un accueil privilégié et encadré par des tuteurs lors des journées d'accueil, des journées portes ouvertes et des forum, stages d'immersion... Les étudiants de L1 originaires des deux lycées, ajournés aux examens, ont été destinataires d'une invitation à venir rencontrer les Conseillères d'Orientation afin de redéfinir un projet d'études ou un projet professionnel.

Le Dispositif Réussir en Licence initié par Mme La Ministre Valérie PECRESSE a trouvé sa déclinaison sur le mode suivant : recrutement de 102 tuteurs d'accompagnement pédagogique et d'épanouissement et le recrutement de guides en entreprises.

Création de l'OFIP l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle Historique L'observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle (OFIP) de l'Université de La Réunion a été créé en 2006, dans le cadre du contrat quadriennal de l'établissement. Pour la mise en place de cette nouvelle structure de l'Université, un chargé de mission à l'Insertion professionnelle a été nommé. L'objectif de l'OFIP est de fournir des moyens de définition et de synthèse d'indicateurs, concernant l'insertion professionnelle et les formations. L'insertion professionnelle est à ce moment là destinée à devenir l'une des missions des Universités, dans le cadre de l'élaboration de la loi LRU. Il a donc semblé important de se doter en interne d'un organe permettant la synthèse d'indicateurs du domaine et leur diffusion à la communauté universitaire. Par ailleurs, il a été convenu lors de sa création d'une implantation sud, les missions restant naturellement à l'échelle de l'établissement.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

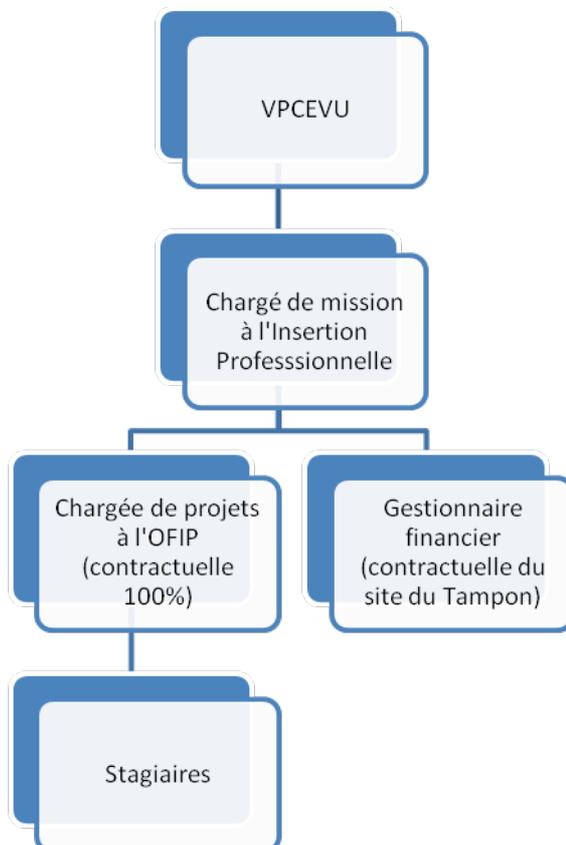
Structuration/localisation Lors de sa création fin 2006, l'OFIP a été positionné sur le campus universitaire du Tampon, d'abord sans localisation fixe, puis, dans le cadre d'une mutualisation de moyens avec l'UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement, hébergée par cette composante. Au démarrage de la structure, l'OFIP a fonctionné en relation avec les ressources humaines suivantes :

- *Le VPCEVU*
- *Le chargé de mission à l'Insertion Professionnelle*
- *Une contractuelle à 30% sur budget OFIP*
- *Une contractuelle à 20% sur budget du site du Tampon (100%)*
- *Une stagiaire (2 mois)*

Compte tenu du développement des missions de l'observatoire et de la nécessité d'augmenter les ressources, il a été convenu d'un budget de 20k€/an pour les observatoires de l'Université, c'est-à-dire l'OFIP et l'OVE, Observatoire de la Vie Etudiante dont l'activité devait être relancée par la nomination d'une chargée de mission. Cette dotation a permis d'augmenter le volume horaire contractuel pour les deux observatoires, et l'équipe s'est restructurée de la manière suivante :

- *Le VPCEVU (ponctuellement)*
- *Le chargé de mission à l'Insertion Professionnelle*
- *Une chargée de projets OVE/OFIP (contractuelle à 100%)*
- *Une contractuelle à 20% sur budget du site du Tampon (100%)*
- *Ponctuellement des stagiaires*

La structuration opérationnelle de l'OFIP est indiquée sur la figure suivante, le personnel permanent de la structure ayant un rôle central d'animation, de gestion et de coordination en lien avec le chargé de mission et les stagiaires.



UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Budget Comme indiqué précédemment, la dotation budgétaire allouée aux observatoires de l'Université OVE/OFIP en 2007 était de 20k€ ; cette dotation est restée la même pour l'année 2008. Pour l'année 2007, une dotation complémentaire de 7k€ a été allouée par l'université pour pouvoir maintenir le support budgétaire contractuel ; de même pour l'année 2008, une dotation complémentaire de 10k€ a été attribuée. La part liée à la masse salariale a considérablement augmenté pour l'année 2008 ; celle-ci n'incluant la charge associée qu'au personnel contractuel à 100% ; la gestionnaire des finances intervient sur l'OFIP, mais a pour mission principale la gestion du site du Tampon. Elle est financée sur le budget du site. Par ailleurs, pour les années 2007 et 2008, la dotation budgétaire de l'OFIP a été augmentée, la première année par un apport de 7k€ du SCAOIP et la deuxième année par un apport de 10k€ provenant de la dotation du ministère liée au plan réussir en Licence. Sans ces apports, il aurait été impossible de maintenir le personnel à 100%, opérateur central de l'OFIP. Il est aussi à noter, que compte tenu de la mise à disposition par l'UFR SHE d'un bureau pour accueillir l'OFIP, ce personnel intervient également à l'UFR SHE, essentiellement pour ce qui concerne les actions de communication.

Missions La mission principale de l'OFIP est de mettre à disposition de la communauté universitaire des indicateurs de l'évolution de l'offre de formation, des flux étudiants, des taux de réussite mais également de l'évolution de l'insertion professionnelle des étudiants. Il s'appuie pour cela sur des enquêtes menées au niveau de la population étudiante et sur les diverses prospections menées par les acteurs des formations de l'Université de La Réunion.

Les indicateurs synthétisés par l'OFIP visent à :

- *Favoriser la maîtrise et la gestion de l'offre de formations*
- *Observer et promouvoir l'insertion professionnelle des étudiants*

Le détail de ces deux points est proposé dans la suite.

Volet maîtrise et gestion des formations

Ce volet peut s'articuler autour de trois axes de travail, permettant une meilleure lisibilité et un suivi des différentes formations de l'Université.

AXE « DEVELOPPEMENT DES FORMATIONS » Cet axe de travail a pour objectif, au travers de réflexions et d'observations, de permettre une prise de recul par rapport aux formations proposées dans le cadre de la réforme LMD afin d'en améliorer leur articulation et également de mettre en évidence les futurs projets à proposer par l'établissement. Il convient pour cela de mener:

- *Des analyses sur les contenus des formations*
- *Des réflexions sur les passerelles entre les cursus et possibilités de poursuite d'étude*
- *Une réflexion sur les débouchés professionnels*
- *Une Assistance aux porteurs de projets, notamment par l'édition d'un guide des formations (LMD) à usage des enseignants (montage de formations, recommandations, etc.).*

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

AXE « LISIBILITE DES FORMATIONS » Ce deuxième axe de travail vise à rendre plus claire et synthétique l'ensemble de l'offre de formation de l'Université, afin d'en augmenter l'attractivité et de proposer aux étudiants une lecture plus aisée des parcours leur permettant de mener à bien leur projet d'étude et d'insertion professionnelle. Au titre des actions à soutenir dans cette optique, on peut proposer

- *La conception harmonisée d'outil de communication de l'offre de formation de notre université (Fiches de synthèse des formations, plaquettes, affiches)*
- *La valorisation en ligne des formations sur notre site Web*
- *L'édition d'un guide des formations (LMD) à usage des étudiants (organisation des formations, parcours, débouchés, statistiques, etc.)*

AXE « SUIVI DES FORMATIONS » Ce dernier axe vient en soutien aux deux précédents en fournissant des données statistiques permettant d'appréhender les orientations et les évolutions des parcours des étudiants tout au long de leurs études. Ceci se concrétise par le soutien aux actions suivantes:

- *Suivis de cohortes (pourcentage de réussite et autres indicateurs)*
- *Analyse des flux d'étudiants au niveau des domaines, mentions, spécialités parcours, et Unité d'enseignement*
- *Observation des parcours des étudiants à partir d'enquêtes ciblées*

Volet insertion professionnelle des étudiants

L'insertion professionnelle des étudiants est importante dans la mesure où l'une des finalités première des études est la concrétisation d'un projet professionnel et personnel. C'est pourquoi il convient de synthétiser des informations permettant de mieux identifier les parcours favorisant l'insertion professionnelle des étudiants et d'encourager les possibilités de rencontres entre les étudiants et les employeurs potentiels. Deux axes de travail semblent donc se distinguer, le premier fournissant des données concernant l'insertion professionnelle effective des étudiants et le second améliorant l'interaction monde professionnel / étudiants.

AXE « SUIVI DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE » A ce niveau, il est important de se focaliser sur l'observation de l'insertion professionnelle des étudiants aux niveaux L, M et D, afin de dégager des indicateurs synthétiques. Ces derniers serviront de point de repère et permettront de dégager les pistes de travail pour des améliorations. Pour ce faire, il semble important mettre en oeuvre :

- *Une synthèse des indicateurs sur le placement des étudiants*
- *Une synthèse des listes d'employeurs et des domaines*
- *Des synthèses sur les types d'emplois occupés*
- *Des études de l'évolution des données sur moyen et long terme*

AXE « INTERFACE ETUDIANTS/MONDE PROFESSIONNEL » Comme indiqué en préalable, favoriser l'insertion professionnelle nécessite une interaction forte entre les mondes professionnels et universitaires ; c'est pourquoi il apparaît intéressant de soutenir et inciter :

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

- *La réflexion sur la traduction des formations en termes de compétences et la mise en œuvre d'un guide des compétences (LMD) à usage des étudiants et des entreprises*
- *Les communications avec le monde professionnel (prospection de l'évolution des métiers et des besoins)*
- *La proposition de dispositifs et d'outils assurant l'interface Etudiants/Professionnel*

LES ACTIVITES DE L'OFIP EN 2007-2008

Réalisation d'études statistiques Une des missions de l'OFIP est de mettre à disposition de la communauté universitaire des indicateurs sur l'Offre de formation, sur le parcours des étudiants ou encore sur les taux de réussite.

Durant cette année universitaire, 3 études majeures ont donc été menées.

Evolution des inscrits et des lauréats de 2001 à 2004 Avant la création de l'OFIP en 2006, aucune étude statistique n'avait été réalisée. Nous avons donc commencé notre travail avant la réforme du LMD afin d'avoir des données exhaustives sur différentes périodes. Cette 1ère enquête a donc été réalisée sur 4 ans de 2001-2004.

Les actions entreprises :

Réalisation d'un tableau récapitulatif du nombre d'inscrits et de lauréats par filière et par niveau, à partir des données extraites d'apogées sur apogée stats, réalisation et analyse de graphes pour rendre les évolutions visibles.

Réalisation d'un bilan semestriel pour les formations situées sur le site du Tampon. Le campus du Tampon a été pris comme lieu d'études dans un premier temps, compte tenu de la proximité, avant généralisation à tout l'établissement. Des statistiques ont été réalisées sur 2 années universitaires consécutives : 2006-2007 et 2007-2008. L'objectif était de rendre compte du pourcentage de réussite selon différents critères :

- nombre total d'inscrits
- nombre d'étudiants présents aux examens
- nombre d'étudiants ayant une moyenne au dessus de 3

Ces données constituent un bilan semestriel pour chaque filière.

Les actions entreprises :

Centralisation des procès verbaux d'examens pour l'intégralité des filières

Dépouillement des données en fonction des critères citées ci-dessus

Elaboration d'un tableau récapitulatif regroupant les données dépouillées

Afin d'évaluer le niveau de chaque filière, nous avons également recensé le nombre d'étudiant ayant obtenu entre 7 et 8, entre 8 et 10, et entre 10 et 11

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Réalisation d'une étude à travers un questionnaire afin d'observer le parcours des étudiants

Jusqu'à présent aucun suivi centralisé des étudiants ayant fini leur cursus n'avait été réalisé. C'est une des missions de l'OFIP. Cette première enquête concerne en effet tous les étudiants ayant obtenu leur master ou leur licence professionnelle en 2006-2007, sur l'intégralité de l'Université de La Réunion. L'objectif est de d'observer le parcours de ces étudiants pour voir s'il est en adéquation avec leur objectif professionnel, 6 mois après l'obtention de leur diplôme. A ce jour, nous réceptionnons encore les questionnaires. A noter que la totalité des étudiants ont été réceptifs à notre enquête, une grande majorité nous ayant déjà répondu. Le dépouillement s'opérera une fois le recensement des questionnaires effectués.

Les actions entreprises :

Elaboration d'un questionnaire sur des critères ciblés, réception auprès du Centre de Ressource Informatique de l'établissement d'un listing regroupant tous les étudiants ayant obtenus leur diplôme. A partir de cette liste, identification des coordonnées de ces étudiants grâce à leur numéro via le logiciel apogée, Contact avec les responsables pédagogiques des différentes filières de M2 afin d'obtenir les adresses mails de ces étudiants, contact par mail et téléphone avec tous les étudiants concernés pour leur administrer le questionnaire. Réception des questionnaires.

Réalisation d'une revue annuelle des observatoires Afin de rendre publique ces différentes enquêtes menées, nous réalisons annuellement une revue regroupant ces chiffres mais aussi des articles sur l'actualité des différents services de l'Université de La Réunion. Il est ainsi proposé à chaque service d'apporter leurs contributions sous la forme d'une communication de 6 à 10 pages ; l'objectif est de renseigner la communauté universitaire sur les différentes actions qui sont menées en relation avec la vie étudiante, les formations et l'insertion professionnelle.

Cette revue se compose de 2 parties : une partie sur un thème donné, une seconde partie sur l'actualité des services. Le 1^{er} numéro s'articulait autour du système avant le LMD. Le second, en cours de réalisation, a pour thème le système LMD.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Sommaire – 1 ^{er} numéro	Sommaire – 2 ^{ème} numéro
<p>Informations et Indicateurs</p> <p>L’Observatoire des Formations et de l’Insertion Professionnelle (OFIP)</p> <p>L’Observatoire de la Vie Etudiante (OVE)</p> <p>La Validation des Acquis et de l’Expérience (VAE) et</p> <p>La Validation des Acquis Professionnels (VAP)</p> <p>L’accueil des étudiants handicapés 1</p> <p>Evolution des inscrits et des lauréats à l’Université de</p> <p>La Réunion avant passage au LMD (années 2001 à 2004)</p> <p>Les Services Universitaires</p> <p>La politique de tutorat à l’Université de La Réunion</p> <p>La DASE: «facilitateur des parcours étudiants»</p> <p>La politique de prévention de la Santé</p> <p>Le développement des activités culturelles</p> <p>Les perspectives à l’international pour l’étudiant à l’Université de La Réunion</p> <p>Le SUAPS, à l’interface du sport et de l’Université</p> <p>Remerciements</p> <p>Coordonnées des services</p>	<p>Les système LMD</p> <p>1) Présentation du système LMD</p> <p>Pourquoi ? les textes de références</p> <p>Qu’est ce que c’est ?</p> <p>Quels sont les principes qui régissent l’organisation des études ?</p> <p>2) L’offre de formation à l’Université de La Réunion</p> <p>Détail de l’offre de formation en Licence et Master</p> <p>3) Carte des formations et système LMD à la FLSH</p> <p>4) Réussir en Licence : Piste de réflexions</p> <p>5) Evolution des inscrits et des lauréats à l’Université de La Réunion après passage au LMD (2005-2007)</p> <p>6) Les Unités d’enseignement libre, une opportunité à saisir !: UEL Santé et engagement personnalisé</p> <p>Vie Universitaire</p> <p>1) L’IUFM de La Réunion :</p> <p>a. Présentation</p> <p>b. Observatoire des modalités de recrutement et de formation (OMRF) à l’IUFM de la Réunion</p> <p>c. Les résultats aux concours</p> <p>Concours Professeur des Ecoles (2000-2007)</p> <p>Concours du Second Degrés (2003-2007)</p> <p>d. Profil universitaire et réussite à l’IUFM de la Réunion</p> <p>Caractéristique scolaire des PE</p> <p>Comparaison des taux de réussite par filière d’origine</p> <p>2) Le C2i et les TICE en Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH) : état des lieux et enjeux</p>

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Les actions entreprises : Définition d'un thème pour la revue, diffusion d'un appel à communication dans tous les services de l'Université, à l'attention des directeurs et des responsables administratifs, relance par téléphone et mail auprès de ces derniers. Une fois les contributions validées, réception dans un premier temps d'un résumé de chaque article et du titre de ce dernier, puis réception de l'article en entier. Réalisation en interne de la mise en page sous le logiciel In Design, de même pour la création du titre et la couverture. Sollicitation d'une entreprise extérieure pour l'impression de la revue – 300 exemplaires. Diffusion de la revue dans tous les services de l'Université, dans les universités de France à l'attention du Président, dans les Ministères. Tous les travaux réalisés dans le cadre de l'OFIP sont mis en ligne sur le site internet de ce dernier : <http://www.univ-reunion.fr/universite/obs/ofip.html>

Relationnel extérieur, partenariats Pour l'année 2008, l'OFIP a souhaité se faire connaître des autres organismes du même type ; c'est en ce sens qu'une convention a été proposée à la présidence pour intégrer le réseau des Observatoires de France, RESOSUP. Par ce biais, l'OFIP pourra se faire connaître au niveau national et échanger avec les structures ayant plus d'expérience ; une mutualisation des méthodes et des expériences pourra être effectuée, ce qui va accroître encore la précision des données de l'OFIP. Ce fonctionnement a déjà fait ses preuves, notamment pour la définition du questionnaire concernant l'insertion professionnelle, proposé plus haut, calqué sur un modèle national. L'observatoire s'est mis en relation avec l'Observatoire de la Vie Etudiante de l'Université de Bourgogne, pour l'élaboration de ce questionnaire. Une deuxième démarche essentielle a été entreprise ; il s'agit d'une première prise de contact avec l'OREF (Observatoire Régional Emploi/Formations) dont le rôle est la synthèse d'indicateurs et la gestion prévisionnelle emploi/formation à l'échelle de La Réunion. Un projet de convention commune avec la Région est actuellement en préparation et sera proposé à la présidence de l'Université dans les prochains mois. Cette étape permettra à l'OFIP de se faire connaître sur le département et de diffuser ainsi ses indicateurs.

indicateurs

Suivi de cohortes de diplômés par l'observatoire de l'insertion professionnelle :

Nombre d'étudiants ayant trouvé un emploi à l'issue de leur formation de licence et master professionnels

- au bout de 6 mois
- après un an

Adoption d'une charte des stages

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

Renforcement du forum de l'insertion et des métiers

Mise en place du bureau des stages :

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3
- Comptabilisation des stages hors laboratoire

2.2 *Une carte des formations adaptées aux besoins économiques et sociaux*

2.2.1 *Consolider et maîtriser l'offre de formation dans le cadre du LMD*

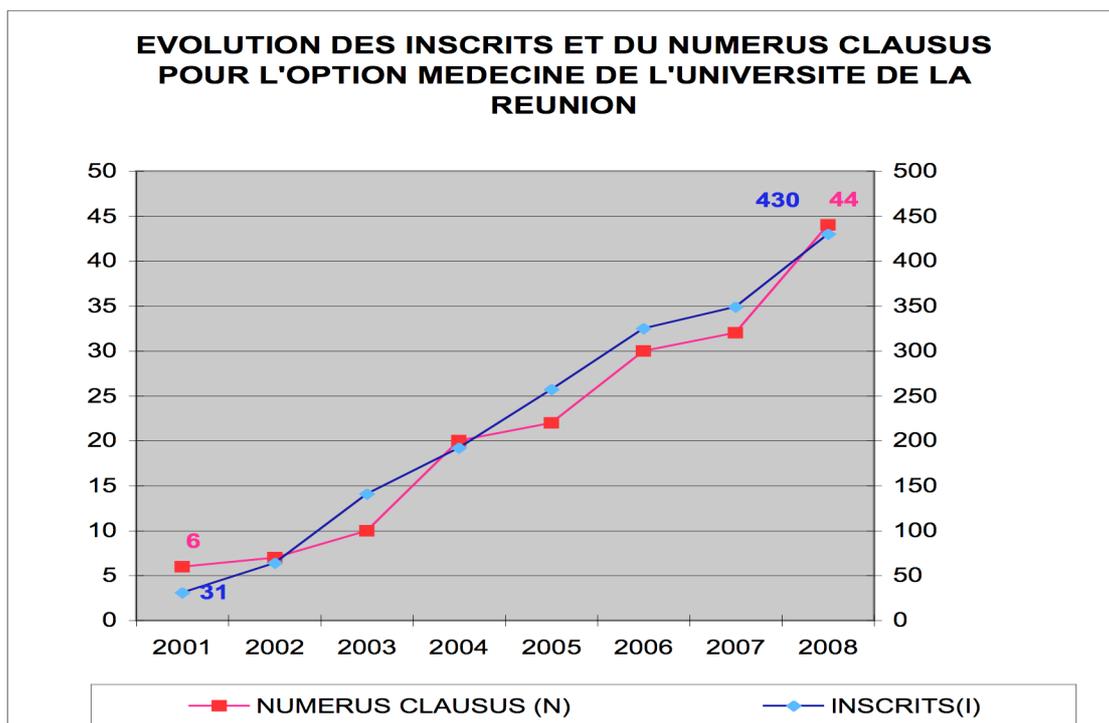
2.2.2 *Développer la professionnalisation*

L'offre de formation de La Réunion couvre de larges domaines d'activités et s'est tournée durant ce contrat quadriennal vers davantage de professionnalisation. En effet, celle-ci constitue un enjeu stratégique majeur pour l'université de La Réunion en raison de la spécificité du contexte économique et social réunionnais et d'une majeure partie de la population estudiantine en attente d'une filière courte et professionnalisante. Le dispositif LMD, complètement installé en 2006, consacre cette orientation puisque désormais la majorité des diplômes de niveau Master sont à caractère professionnel.

Durant ce contrat, l'Université de La Réunion a obtenu l'ouverture de 4 nouvelles licences professionnelles, portant leur total à 8 ou 9 si la licence professionnelle Agriculture et développement durable en milieu tropical et insulaire est habilitée prochainement. L'élargissement raisonné de l'offre de formation a pris différentes formes, telles qu'en 2005, la création et ensuite la poursuite de la structuration d'une 4^{ème} UFR, intitulée Sciences de l'Homme et de l'Environnement localisée sur le site du Tampon, l'adhésion en 2006 au GIP UNJF, université Numérique Juridique Francophone, l'intégration de l'IUFM de La Réunion préparée en 2006-2007 et réalisée au 1^{er} janvier 2008.

En matière d'élargissement de l'offre de formation, un défi important est la création d'un CHU à La Réunion. Plusieurs avancées significatives ont été réalisées dans cette direction, notamment par l'accroissement important du numerus clausus en PECM1. Depuis 2007 et dans la perspective de la création d'un Centre Hospitalier Universitaire, une Commission Transversale Hospitalo-Universitaire a été mise en place en partenariat avec le CHR de La Réunion avec lequel une convention cadre est en cours de signature.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009



L'IUP génie civil a ouvert en 2005 au Sud (et a été refondu depuis dans le système LMD) et l'IAE dont la réfection du bâtiment principal a été terminée en 2006 a lui aussi élargi sa palette de formation.

Les activités de formation continue ont connu également un véritable essor. L'université a également mis en place plusieurs diplômes universitaires notamment dans le domaine de la santé et d'un DU « insertion professionnelle » destiné aux étudiants de L1 en situation d'échec.

L'IUT historiquement présent sur le site de Saint Pierre est depuis 2007 également présent sur le site de Saint Denis dans les nouveaux Bâtiments du PTU « Parc Technologique Universitaire ». La création de deux nouveaux départements d'IUT « Génie biologique » et Télécommunications et réseaux » porte à 4 le nombre total de Départements. Parallèlement, les bâtiments destinés à accueillir ces deux nouveaux départements ont été livrés en 2006.

Un pas important en direction de la professionnalisation a été effectué avec pour la première fois à La Réunion et dans les départements d'outre-mer par l'ouverture de formations d'ingénieurs. L'ESIDAI, Ecole Supérieure d'Ingénieur en Développement Agroalimentaire Intégré, habilitée en 2005 a ouvert ses portes en 2006. Elle est installée depuis 2007 sur le nouveau site du PTU.

Le Département ESIROI-STIM qui porte la spécialité Service des Télécommunications, de l'Informatique et du Multimédia de l'ESIROI, habilitée en 2008 sous le nom de projet ESSIT-OI, accueillera ses premiers étudiants en septembre 2009 dans le nouveau bâtiment du PTU en attendant qu'un bâtiment spécialement dédié, soit construit.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

L'ESI-CODE, Ecole Supérieure d'ingénieur en Construction Durable et Environnement est un projet en cours d'instruction avancée. Il se monte en partenariat avec la chambre de commerce et d'industrie de La Réunion.

Indicateurs

Evaluer, durant l'habilitation, la lisibilité des différents parcours :

- Nombre d'étudiants par spécialité ou parcours
- Analyse des moyens ou potentiels enseignants par spécialités ou parcours
- Nombre de réorientation ou de changements de parcours opérés au sein d'un même domaine
- Evaluation des formations
- Taux de réussite en licence par domaine
- Taux de réussite en master par domaine

Développement de l'outil des diplômes Profètes, harmonisation de la lisibilité des diplômes pour l'ensemble des composantes :

- Pourcentage de l'offre de formation décrite et mise en ligne
- Nombre de licences professionnelles

2.2.3 Conforter la création de l'école interne d'ingénieurs à compétence pluridisciplinaire

L'ESIDAI, Ecole Supérieure d'Ingénieur en Développement Agroalimentaire Intégré, Le Département ESIROI-STIM qui porte la spécialité Service des Télécommunications, de l'Informatique et du Multimédia habilitée en 2008 sous le nom de projet ESSIT-OI sont des départements d'une Ecole interne Supérieure d'Ingénieurs Réunion Océan Indien l'ESIROI créée en 2007. La future ESI-CODE, Ecole Supérieure d'ingénieur en Construction Durable et Environnement y trouvera sa place dès sa création.

Indicateurs

Suivre les recommandations de la CTI :

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

Poursuivre la réflexion sur la filière informatique et télécommunications :

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

2.2.4 Préparer aux métiers de l'enseignement

Voir bilan IUFM Annexe 1

Indicateurs

Améliorer l'adéquation entre les cursus de licence et les programmes des concours :

- Cours d'adaptation aux programmes des concours de l'enseignement

Améliorer la sensibilité des étudiants aux métiers de l'enseignement :

- Nombre de stages en EPLE

Développer la maîtrise des langues :

- Nombre de candidats au CLES et taux de réussite

2.2.5 Préparer l'insertion professionnelle des chercheurs

Les Doctoriales® Depuis la création de l'E.D.I « Ecole Doctorale Interdisciplinaire » les doctoriales ont été organisées depuis 2001 tous les deux ans. En effet, le nombre d'étudiants pouvant participer chaque année (30 à 35) ne permet pas d'atteindre une taille critique. Pour des raisons de saine gestion, les doctoriales ont été organisés en 2001, 2003, 2005, et 2007.

Doctoriales 2001 L'Ecole Doctorale Interdisciplinaire a organisé les premières Doctoriales sur le Site Universitaire du Tampon, du 25 mars au 30 mars 2001. Cette manifestation, la première d'envergure gérée intégralement par l'Ecole Doctorale, a bénéficié à la fois du soutien du Ministère de la Recherche et de celui du Conseil Régional de la Réunion. Son objectif repose sur une des missions essentielles des écoles doctorales, à savoir faciliter l'insertion professionnelle des Docteurs des Universités. Ainsi, une soixantaine de doctorants de l'Université a été mobilisée au Tampon pour tisser des liens entre le monde de la recherche universitaire et le monde de l'entreprise. Leurs activités principales ont été consacrées aux thématiques suivantes :

- une découverte du monde socio-économique et de l'entreprise
- une initiation au travail en équipes sur des projets innovants,
- des visites avec rencontre personnel orienté vers le secteur public ou vers le secteur privé

Doctoriales 2003 Pour les Doctoriales 2003, la nouveauté a résidé dans la dimension internationale de cette manifestation. D'une part, ces Doctoriales furent organisées à l'île Maurice, ce qui a permis à chacun de mieux cerner les mécanismes sur lesquels se fonde le dynamisme de l'économie mauricienne. D'autre part, au niveau des Doctorants qui participèrent à cette manifestation, l'accent fut mis sur la constitution de réseaux internationaux de collaboration. A cette fin et autour du noyau dur constitué par les doctorants de l'Université de la Réunion, ont été invités des doctorants de la zone Océan Indien (Maurice, Madagascar), intéressés par les thématiques spécifiques à l'Océan Indien :

- 50 étudiants de l'Université de la Réunion
- 15 étudiants de l'Université de Maurice
- 10 étudiants de l'Université de Madagascar

Doctoriales 2005 Les Doctoriales de 2005 se sont déroulées sur l'île de la Réunion, au Centre d'altitude d'accueil de la Commune du Port, situé à Dos d'Âne. Un recentrage sur l'île de la Réunion avait été favorisé dans la mesure où l'Ecole Doctorale Interdisciplinaire avait participé à l'organisation des journées doctorales de l'Ecole Doctorale de Madagascar (Antananarivo, Antsiranana, Mahajanga, Toamasina, Toliara), l'University of Mauritius, et des représentants de la Réunion. Bénéficiant de l'émergence de la création d'entreprises de nouvelles technologies, les Doctoriales ont permis le renforcement des liens avec la Technopole de la Réunion (NPCUBE, Pipangai Production,...). C'est plus spécialement le concept de création d'entreprises innovantes qui a été le fil rouge de cette semaine.

Doctoriales 2007 Les Doctoriales ont été organisés à Mayotte. Dans le cadre du Plan Quadriennal 2006/2009, un double objectif était mis en avant : aider à l'émergence d'un Pôle

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Universitaire à Mayotte et favoriser la création d'un PRES Océan Indien regroupant la capacité de recherche sur les territoires réunionnais et mahorais. L'organisation des doctoriales à Mayotte a contribué à un rapprochement entre les représentants de la recherche des deux îles. Pour les étudiants, en dehors des séquences habituelles des doctoriales, deux axes d'insertion ont été privilégiés : les collectivités locales et la création d'entreprise, c'est pourquoi dans les témoignages ou les jurys des différentes journées des représentants de ces deux secteurs ont plus particulièrement été sollicités.

Les quatre Doctoriales ont été entièrement autofinancées par l'E.D.I sans recours à un financement interne. Les principaux bailleurs de fonds ont été globalement :

- Le Ministère de la recherche (réponse à l'appel de projet obtenu sans aucune navette sur les quatre organisations)
- Les Collectivités locales (Conseil Régional de la Réunion, Collectivité Départementale de Mayotte)
- Les entreprises du secteur privé : France Télécom, la BRED, la Technopole Réunion pour citer les collaborations les plus fortes.

Les prochaines Doctoriales se dérouleront en Mai 2009 sur l'île de La Réunion. Les Universités de la zone Océan Indien (Madagascar, Maurice) seront invitées.

Deux partenaires de poids viendront renforcer la structure des principaux soutiens :

- QUALITROPIC : Pole de compétitivité Agro-nutrition en milieu tropical
- REUNION MUSEO : Gestionnaire des deux musées les plus importants de la Réunion (Stella Matutina et la Maison du Volcan)

En dehors du séminaire « Doctoriales », 3 modules de professionnalisation sont mis en place.

○ **Rencontre Entreprises :**

Cette formation dispensée en fin de 1^{ère} année de thèse permet aux jeunes doctorants de rencontrer et d'échanger avec des chefs d'entreprise et des docteurs nouvellement employés. L'objectif étant de proposer une première approche de l'insertion professionnelle d'un jeune salarié docteur au sein de l'entreprise ;

○ **Entreprenariat - Création d'activités libérales.**

La rencontre et les échanges s'effectuent avec de jeunes entrepreneurs de formation doctorale créateurs d'entreprises. En moyenne un à deux docteurs par an issus de l'E.D.I. ont créé une entreprise (CARMEILLE Amandine 2004 - DECES 2005 - MOREAU 2006 - PRAENE 2007). Leurs témoignages permettent d'ouvrir cette possibilité à nos doctorants.

○ **Valorisation de la thèse - Trouver un emploi**

Suite à la mise en place du « nouveau chapitre en 2004 et 2005 » et devant le poids financier et logistique d'une telle organisation, nous avons décidé de mutualiser la formation de 3^{ème} année de thèse mise en place dans le cadre des formations moniteur CIES. Une convention a été signée afin de mutualiser les coûts. Cette formation dont les

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

objectifs et la méthodologie sont proches du programme « valorisation de la thèse » mis en place en 2004 et 2005 est plus en phase avec les ressources financières de l'E.D.I., mais aussi du tissu de consultants et de « Mentors » présents à La Réunion.

Indicateurs

- Insertion professionnelle des docteurs après 3 ans
- Organisation de Doctoriales (1 toute les 2 ans)
- Nombre de séminaires thématiques liés à l'entreprise ou au monde du travail

Renforcer la coopération EDI-CIES :

- Nombre de stages organisés en commun

2.2.6 Développer la formation continue

Le Service Universitaire de Formation Permanente (SUFP) de l'université de La Réunion existe sous sa forme actuelle depuis 1986. Ses principales missions consistent en :

- l'accueil, l'information et le conseil dans le domaine de la formation permanente,
- la conception et la création de formations,
- la validation des acquis professionnels.

Le SUFP exerce ses missions auprès d'un large public puisqu'il s'adresse aux entreprises, aux individus et aux financeurs. Près de 40 formations de Bac à Bac+5 sont proposées dans des domaines aussi divers que l'apprentissage des langues, le droit, la communication, la médecine, l'environnement et l'aménagement, la gestion et le management des entreprises, la pédagogie, la psychologie, l'informatique, la préparation aux concours... Pour gérer cette activité, le service est composé de 17 collaborateurs.

2.2.6.1 Mettre en place un observatoire des secteurs clés du marché du travail et des besoins en matière de formation continue

L'ambition de l'observatoire mis en place est de répondre au triple constat bien connu de la formation professionnelle à La Réunion, complexité de l'offre et diversité de la demande, cloisonnement sectoriel de l'offre et de la demande, conformité de l'offre à la demande, en créant un espace permettant d'accueillir des opérateurs de l'emploi :

- Les représentants des milieux professionnels : Maison de l'emploi, OPCA,...
- Les services d'orientation et d'information des publics : SCAOIP, ANPE, CARIF OREF ...
- Les dispensateurs de formation : l'Université, le GIP...

Le but est de créer un réseau susceptible d'établir une veille proactive de l'emploi, de nouvelles relations avec les professionnels (information, conseil, ingénierie,...), et de proposer une offre sur mesure. L'objectif de l'observatoire est de calibrer et cadencer des besoins. Les moyens matériels et humains sont mis à la disposition de l'Espace Professionnel par l'Université (un bureau) et par la Maison de l'Emploi (un poste de coordonnateur).

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

2.2.6.2 Le renforcement de l'accueil, de l'accompagnement et du suivi individualisé des parcours des adultes en reprises d'études

Les actions mises en œuvre concernent la formation des acteurs (stagiaires et responsables pédagogiques) :

- Bilan de compétences
- Présentation et argumentation professionnelle
- Dispositifs de formation continue

Ces actions de formation se sont déroulées lors des événements tels que les Journées portes ouvertes. De plus, afin de faciliter l'accès aux études universitaires nous avons adhéré au consortium Pégasus. Ce DAEU à distance permet aux adultes de reprendre leurs études de façon individualisée.

2.2.6.3 La Validation des Acquis et des Expériences (VAE)

- Formation des personnels à la VAE et à l'accompagnement : deux sessions de formation ont été réalisées avec un consultant externe afin de constituer une équipe d'accompagnateurs en interne.
- Formation de la responsable VAE et accompagnement pour la conception et mise en œuvre des référentiels de compétences par un consultant externe.
- Création de procédures de traitement des dossiers VAE en partenariat avec les composantes et de documents de promotion à destination des personnels et des enseignants.
- Participation à des conférences et des sessions de formation de la Conférence des Directeurs de Formation Continue pour le personnel.
- Formation des jurys au dispositif VAE

Un Diplôme Universitaire d'Accompagnement à la VAE à été mis en place.

2.2.6.4 L'alternance

Les formations ouvertes en contrat de professionnalisation se sont multipliées. Il s'agit pour le moment de Licences Professionnelles. Des dispositifs d'accompagnement spécifiques ont été mis en place en partenariat avec le SCAOIP afin de permettre :

- une meilleure connaissance du milieu professionnel et du dispositif du contrat de professionnalisation,
- la mise en œuvre d'une stratégie de recherche d'entreprise : formation à la présentation de soi et à l'argumentation, création et mise à disposition de bases d'entreprises,
- organisation d'entretiens de simulation d'embauche (speed dating) en partenariat avec la Jeune Chambre Economique,
- emploi d'une chargée des relations entreprises pour l'amélioration des relations entreprises - Université.

2.2.6.5 L'Océan Indien

Le développement d'actions de formation dans l'Océan indien s'est intensifié au cours du Contrat. Les formations suivantes ont été délivrées :

- Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires A à Mayotte
- Diplôme Universitaire Juridique de Base à Mayotte
- L3 Etudes Territoriales Appliquées à Mayotte en partenariat avec l'université de Strasbourg
- Diplôme Universitaire de Coaching à l'île Maurice (en cours)
- Formation informatique des magistrats de la Cour Suprême de Madagascar

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Indicateurs

Elargir l'offre de formation continue diplômante :

- Nombre de candidats à une formation continue diplômante
- Nombre d'entreprises pour lesquelles l'Université a organisé des formations diplômantes.
- Nombre d'adultes en reprise d'études

Développer la VAE :

- Nombre de diplômes accessibles par la VAE
- Nombre de candidats à la VAE

Développer l'apprentissage :

- Nombre de diplômés par la voie de l'apprentissage

Rayonner dans l'océan Indien :

- Nombre de formations ouvertes dans la zone Océan Indien

2.3 La modernisation de la politique documentaire

Le service commun de documentation (SCD), qui gère quatre sites et coordonne l'activité d'une douzaine de bibliothèques associées, est une composante essentielle de l'université de La Réunion ; il contribue à son rayonnement dans l'océan Indien et joue un rôle important dans la réussite des étudiants.

Les bâtiments *Rappel des engagements. Après l'ouverture en 2002 de la nouvelle bibliothèque universitaire Droit-Lettres, cette période contractuelle verra l'accroissement des surfaces du SCD avec l'ouverture en automne 2006 de deux nouveaux bâtiments : la bibliothèque universitaire de sciences sur le campus du Moufia (2 699 m²) et la bibliothèque du Tampon (3 036 m²). L'extension de la bibliothèque de l'IUT de Saint-Pierre, intégrée en septembre 2005, sera réalisée en 2007.*

Les trois bibliothèques ont été ouvertes dans le respect des calendriers annoncés : août 2007 pour la bibliothèque du Tampon et novembre 2007 pour celle des sciences et techniques. Le déménagement programmé des services universitaires occupant partiellement le rez-de-chaussée de la bibliothèque Droit-Lettres a été l'occasion de revoir en profondeur l'ensemble de l'espace accueil de la bibliothèque en termes d'aménagement et de fonction.

Le financement de la réhabilitation des espaces libérés, initialement prévu sur des crédits du Contrat de plan Etat-Région, doit encore être figé.

Les services aux publics : *Rappel des engagements. Afin d'améliorer l'accueil et les services, deux enquêtes seront réalisées auprès des usagers : l'une en 2006 à la bibliothèque universitaire Droit-Lettres et l'autre en 2007, après la livraison des nouveaux bâtiments. Les horaires d'ouverture hebdomadaire (60 heures sur le campus nord et 55 heures sur le site du Tampon) seront maintenus grâce au recrutement de moniteurs-étudiants. Les formations à la recherche documentaire existant au niveau L1 seront intégrées dans les maquettes LMD et de nouvelles formations seront mises en place pour tous les niveaux dans chaque cursus. Des supports de formation seront également réalisés. Le service de renseignements*

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

bibliographiques sur place sera renforcé et un service de référence en ligne sera créé afin de mieux accompagner les étudiants vers l'autonomie documentaire.

1 - Enquêtes de public : La première enquête de public au SCD a été conduite en 1996 et n'avait jamais été reconduite depuis. Le très fort développement quantitatif et qualitatif de l'Université de La Réunion et l'impact de cette croissance sur les structures documentaires rendait indispensable de disposer d'une photographie actualisée des publics, de leurs besoins et de leur appréciation de l'offre.

L'ouverture de deux nouvelles bibliothèques en 2007 ainsi que la plus modeste extension de la bibliothèque de l'IUT était de ce point de vue une occasion très favorable.

Devant l'absence de proposition commerciale sur l'île, le choix a été fait en juin 2007 de construire en interne une enquête volontairement lourde qui a cependant été présentée à la cellule Etudes et recherches de la Bpi pour avis et correctifs. Cette enquête administrée pendant deux semaines par 12 moniteurs étudiants dans les quatre bibliothèques du SCD a permis de compiler 730 questionnaires. La restitution, via le logiciel Sphinx, n'est pas encore totalement achevée, mais les principaux enseignements en ont été tirés et doivent être présentés en Conseil de la documentation.

Un des objectifs principaux de l'enquête étant sa reproductibilité, au moins partielle, une deuxième enquête est d'ores et déjà programmée en 2010.

Parallèlement, le SCD de l'Université de La Réunion a participé aux premières réunions d'information sur l'utilisation de Libqual+ en France. L'enquête est là encore programmée pour la période de mars-avril 2009.

2 - Horaires d'ouverture : Les deux bibliothèques de Saint Denis, Droit-Lettres et Sciences proposent 60 heures d'ouverture hebdomadaire, la bibliothèque du Tampon étant à 54 heures hebdomadaires (55 heures indiquées par erreur dans le Contrat) et celle de l'IUT oscillant entre 40 et 50 heures par semaine.

Ces horaires ont été maintenus et même développés grâce au recrutement de moniteurs étudiants répartis comme suit : 4 en bibliothèque des sciences et du Tampon, 3 en bibliothèque Droit-Lettres et un à l'IUT.

Malgré l'extension des surfaces, il n'a pas été possible de bénéficier des créations de postes de magasinage souhaitées initialement. Les choix d'aménagement et d'implantation des postes d'accueil du public faits dans les différentes bibliothèques ont dès lors dû être revus en profondeur pour en diminuer le nombre (4 à 2 par exemple en bibliothèque des sciences).

Cette politique, conjuguée à la poursuite des rééquilibrages de personnels entre la bibliothèque Droit-Lettres et les autres sections, a permis de maintenir le volume horaire hebdomadaire de service public des agents à un niveau compatible avec le plein accomplissement du travail interne.

- Bibliothèque des sciences : un poste d'assistant, un poste de magasinier en chef et un moniteur étudiant en plus en 2007, un poste de BAS en 2008.
- Bibliothèque du Tampon : un poste de magasinier en 2006, un poste de technicien audiovisuel et informatique ITRF catégorie B et un moniteur étudiant de plus en 2007.

En 2007, une nouvelle organisation du service public en bibliothèque Droit-Lettres a permis d'élargir les horaires d'ouverture de la salle recherche Océan indien de 9 à 8 heures le matin et de les porter à 50 heures par semaine.

En 2008 : les horaires de cette même salle sont élargis en soirée jusqu'à 19 heures pour aligner son ouverture sur les 60 heures. La même démarche est suivie à la bibliothèque du Tampon qui est désormais ouverte 60 heures par semaine.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

La position excentrée des deux campus, leur clôture, les horaires des enseignements et les résultats de l'enquête de publics ne semblent pas a priori plaider pour une extension forte des horaires. Plusieurs axes de travail doivent cependant être suivis :

- Amélioration des horaires de la bibliothèque de L'IUT : jusqu'en 2007, l'ouverture de cette bibliothèque intégrée a été dépendante de la présence ou non de la seule titulaire en fonction. L'arrivée pour 4 ans en 2007 d'une enseignante du primaire en reconversion professionnelle a permis la stabilisation du service. L'objectif est désormais de passer aux 60 heures hebdomadaires.
- Amélioration des horaires de l'IUFM : les deux médiathèques de l'IUFM seront intégrées sous forme de section au SCD au 1^{er} janvier 2009. Celle du Sud au Tampon est déjà physiquement intégrée à la bibliothèque universitaire, celle de Saint Denis sur le site de Bellepierre est actuellement ouverte 48h30 par semaine et là encore un élargissement des horaires sera fait.

3 - Service public : Cette politique de transfert et de développement des équipes, conditions essentielles de toute politique d'amélioration des services aux usagers, a été menée essentiellement par le biais de redéploiements internes. La refonte partielle de l'organigramme de la bibliothèque Droit-Lettres et la remise à plat du service public en ont été le prolongement. Un projet de refonte du dispositif de service public a été mené en deux phases (septembre-décembre 2007 et février-mai 2008) avec l'aide d'un conservateur de la BNF, recruté contractuellement sur budget propre. A partir du travail de refonte du règlement intérieur et de remise à plat des modes d'emplois des banques, ce projet Qualité du service public a eu pour ambition de casser la séparation des fonctions par catégorie en service public (opérations de Prêt-retour pour les magasiniers et de renseignement bibliographique pour les personnels des catégories A et B). Cette séparation était matérialisée dans les espaces par l'existence de banques séparées. En remettant volontairement au centre l'utilisateur, il s'agissait de confronter les pratiques des usagers à la logique de structuration du service public et, dès lors, d'adapter le dispositif, tant spatialement qu'intellectuellement. Ce projet est encore loin d'être achevé : formation des agents, notamment celle des magasiniers, aménagements physiques des banques devant être menés au bout (cf. infra), rédaction des modes d'emploi des banques pour l'ensemble du SCD et leur mise à disposition en ligne. Le remplacement de la banque de Prêt-retour et de renseignements a été effectué en juin 2008.

Le projet de mise en place d'un service de renseignements en ligne n'a pas encore été finalisé. Les départs du contractuel chargé de l'administration du site Internet du SCD et de ce projet et celui de l'ingénieur informaticien mis à disposition du SCD par le CRI ont causé un retard cumulé de presque une année sur le projet de refonte du site Internet du SCD. Dès lors, la priorité aura été de mener à bien, en lien avec la cellule TICE, l'implantation du nouveau CMS (CMS Anyware). L'objectif de proposer un service spécialisé de Renseignement Documentaire (du type « Librarian service ») pour aider et conseiller individuellement les usagers dans leurs démarches de recherche d'information est cependant maintenu pour 2009.

4 - Aménagement des espaces : L'ouverture des deux nouvelles bibliothèques, conjuguée à une nette augmentation des crédits documentaires (de 25000€ à 50000€ pour les monographies de sciences entre 2006 et 2008 par exemple) permettant d'actualiser des collections parfois vieillissantes a très clairement permis de refonder l'image du SCD auprès de ses publics, étudiants bien évidemment mais également enseignants-chercheurs.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

La bibliothèque Droit-Lettres, plus ancienne, est caractérisée par la très mauvaise articulation entre les deux tranches et un important travail de redéploiement des collections y a été mené. Il a porté dans un premier temps sur les collections de périodiques et de monographies du secteur Droit (2006) puis celles des secteurs économie, gestion, sciences sociales et généralités en 2008.

Les principaux objectifs étaient :

- Lisibilité des collections en retrouvant autant que faire se peut la linéarité des cotes CDU, en actualisant systématiquement la signalétique et en distinguant concrètement les supports (rayonnages bas pour les périodiques, rayonnages hauts pour les monographies).
- Actualisation des collections par la mise en magasin ou au pilon des ouvrages périmés et la mise en magasin des titres de périodiques morts et des collections lacunaires. Un objectif secondaire du processus est de permettre l'insertion des nouveautés dans des rayonnages devenus pleins dans de nombreux secteurs.

Ce travail doit être poursuivi au premier semestre 2009 pour les collections de deuxième étage : langues et littératures, tourisme, histoire-géographie. Il passera notamment par l'installation préalable en novembre 2008 d'un deuxième compactus dans le magasin saturé de la bibliothèque Droit-Lettres.

5 - Formation à la recherche documentaire :

Formations dans les maquettes Les objectifs quantitatifs ambitieux du contrat quadriennal ne seront que partiellement atteints. Si les formations au niveau du L1 incluses dans les maquettes des UFR de Droit-Economie, des Sciences humaines, des Sciences de l'homme et de l'environnement et de l'IUT ont été maintenues, il n'a pas été possible de convaincre la faculté des Lettres et sciences humaines de l'intérêt de la démarche. Les effectifs de cette composante, la plus importante de l'établissement, n'ont pas permis par ailleurs d'envisager de construire une offre de formation interne au SCD. En terme d'heures de formation par étudiant, le dispositif MTU a été également réévalué à la baisse en 2007 et le choix fait en 2002-2003 d'une formation systématique à l'utilisation des bases de données recherche a été abandonné. Cette révision a permis de concentrer la formation sur les fondamentaux définis préalablement :

- Connaître la bibliothèque et ses différents services
- Savoir utiliser le catalogue informatique de la bibliothèque
- Savoir identifier et utiliser un document
- Savoir utiliser les ressources en monographies
- Savoir utiliser les ressources en périodiques
- Savoir utiliser les ressources documentaires de la Bibliothèque électronique
- Savoir formuler son besoin en information
- Savoir citer ses sources d'informations : la référence bibliographique

Un chantier de refonte des supports de formation a été mené de manière systématique en 2007 (sciences et techniques) et 2008 (droit, économie et MES) et l'ensemble de ces supports sont désormais disponibles dans la base Modus (plate-forme Moodle).

Si l'adéquation entre les besoins immédiats ou à moyen terme des étudiants et leur formation à la recherche documentaire a été recherchée, d'autres facteurs entrent en compte dans la réévaluation du dispositif :

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

- Introduction du C2I : le certificat Informatique et Internet est coordonné à l'Université par la Cellule TICE mais les modalités d'administration dépendent des UFR ce qui a pu occasionner des disparités rendant impossible son adossement à la formation MTU.
- Réussir en licence : en 2007, le SCD n'est pas parvenu à généraliser la MTU dans le cadre de la réponse réunionnaise au plan Réussir en licence. Cette nécessité semble par contre avoir été comprise depuis et deux facultés ont d'ores et déjà complètement refondus leurs dispositifs de formation méthodologique en L1 dans le cadre des habilitations de formation.

Enfin, compte tenu des différences d'investissement des composantes, le développement de la MTU documentaire est passé jusqu'en 2007 par un recours massif et systématique aux agents A et B du SCD. Si cette participation est indispensable, elle ne peut en aucun cas être faite au détriment du travail interne et la quasi paralysie de certains services entre septembre et novembre devait impérativement être revue.

Les formations à la carte Elles sont destinées à des publics très variés. Leur but est de familiariser les usagers (étudiants, professeurs, chercheurs, personnel de l'Université) à l'utilisation des diverses ressources de la bibliothèque (ressources traditionnelles, utilisation du catalogue du SCD, bibliothèque électronique). Elles sont réalisées sur demande du corps enseignant ou de l'administration. Ce sont des formations profilées.

Quelques exemples de formations mises en place :

- Etudiants de la Maîtrise MSG2 (IAE)
- Etudiants du DEUG 1 de Lettres modernes
- Etudiants de la Licence InfoCom
- Etudiants de la Licence Biologie
- Etudiants de la Licence Mécanique

La formation des doctorants Depuis 2001, le SCD collabore avec l'Ecole Doctorale Interdisciplinaire dans le cadre de la journée « Recherche et Bibliothèque ». Depuis 2003, des séquences de formation profilées à l'utilisation des différents titres de la Bibliothèque électronique ont été mises en place. En juillet 2008 a été créé un nouveau service transversal au SCD intitulé « Services aux usagers » et confié à un conservateur. C'est dans le cadre de ce service qu'une réflexion sur l'offre de formation est désormais menée. L'axe principal de travail est la formalisation d'une offre à la carte renouvelée et actualisée, destinée principalement aux publics des niveaux M et D ainsi qu'aux enseignants-chercheurs. Cette offre devra associer les formations en présentiel indispensables et des formations en ligne utilisant la palette la plus large possible des possibilités offertes par les technologies de l'information. Cette offre doit être présentée en 2009 pour une mise en place au moins partielle dès la rentrée universitaire 2009-2010.

Les collections *Rappel des engagements. Un plan de développement des collections sera rédigé, en collaboration étroite avec les enseignants-chercheurs, afin de formaliser les nouvelles orientations de la politique documentaire dans le cadre du LMD et la répartition des fonds entre les deux campus ainsi qu'avec l'IUFM et les partenaires locaux. Le SCD conduira en liaison avec l'Ecole Doctorale Interdisciplinaire un projet de numérisation des thèses soutenues à l'Université de La Réunion. L'enrichissement des collections imprimées se poursuivra en tenant compte de l'ouverture des nouvelles surfaces et dans le cadre du réseau de coordination des acquisitions, qui sera étendu à toutes les disciplines. La documentation en ligne sera développée sur la base d'un financement faisant intervenir les différentes*

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

composantes. Des fonds et des espaces multimédia seront créés dans les nouvelles bibliothèques des sciences et du Tampon. La bibliothèque spécialisée « Espace océan Indien » sera enrichie en coopération avec les partenaires locaux et régionaux par des achats de livres édités dans des pays voisins. Un plan de conservation partagée des périodiques ainsi qu'une politique de reliure des fonds de périodiques et de monographies seront mises en oeuvre.

1 - La politique documentaire Axes essentiels du Contrat quadriennal 2006-2009, les objectifs de modernisation et de formalisation de la politique documentaire du SCD ne sont en 2008 que partiellement atteints. Le SGO (Schéma Général d'Organisation rédigé en 2005 par le groupe de travail Politique documentaire) a constitué le premier document synthétique de politique documentaire. Il a été refondu et réactualisé en 2007 sous la forme d'une charte des collections.

Parallèlement, le groupe de travail Politique documentaire a finalisé la structure des plans de développement des collections vierges. Le planning de rédaction des différents plans de développement n'a pu être respecté en raison des nombreux changements de postes et des chantiers de construction. Bibliothèque Droit-Lettres : départ à la retraite du conservateur responsable de la section et du secteur documentaire Lettres-Sciences humaines. Son remplaçant a été positionné comme responsable de la coordination de la politique documentaire pour l'ensemble du SCD et le secteur d'acquisition Lettres et Sciences humaines confié à un bibliothécaire. Bibliothèque du Tampon : le travail de rédaction sur les secteurs propres au campus Sud (Staps, génie civil) a repris en 2008 et est en cours de finalisation après deux années de préparation puis de suivi de l'ouverture du nouveau bâtiment. Bibliothèque des sciences : changement de responsable en janvier 2007 suite à un départ à la retraite en septembre 2007. Salle Océan indien : le travail a été interrompu au profit des évolutions de la base bibliographique et suite à la mutation d'un bibliothécaire en bibliothèque des sciences. Les premiers PDC rédigés, en droit et en économie, seront présentés au dernier conseil de la documentation de 2008 mais il est vraisemblable que certains PDC en sciences et en littérature ne soient pas finalisés durant l'actuel Contrat quadriennal.

Indicateurs : La production d'indicateurs fiables, compréhensibles et reproductibles dans le temps et l'espace est un élément fondamental de formalisation de la politique documentaire. A cet égard, il dépasse très largement le seul cadre de l'enquête ESGBU ou des rapports d'activité. Le souci de la direction de disposer d'un référentiel est ainsi partagé par les responsables de secteurs documentaires qui en font souvent un préalable à la réflexion sur la politique documentaire. Ce référentiel sera finalisé en décembre 2008. Différents problèmes, informatiques, de personnel, de structure ou autres, seront ensuite traités début 2009 afin de parvenir en 2010 à une production chiffrée homogène et crédible pour l'ensemble du SCD.

Dewey : Un groupe de travail a été constitué en 2008 pour évaluer les conditions et le calendrier d'un éventuel basculement en classification Dewey et un rapport de synthèse a été rendu en juin 2008.

La coordination et la formalisation de la politique documentaire seront relancées dans cette perspective.

2 - Les acquisitions de monographies Les objectifs du contrat quadriennal d'actualiser et renforcer les collections fondamentales, non pour prétendre à l'encyclopédisme mais pour offrir, notamment aux jeunes chercheurs, éloignés d'autres ressources documentaires

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

importantes, une assise cohérente à la poursuite de leurs travaux d'une part et de poursuivre la remise à niveau des fonds et maintenir une politique d'exemplaires multiples forte dans un contexte réunionnais marqué par un fort taux de boursiers (50%) et une carte documentaire fragile d'autre part ont été une constante de ces deux dernières années. Cela s'est traduit par une augmentation générale des budgets documentaires d'ouvrages français et étrangers de l'ensemble des succursales et ce alors même que la table sur le prix public de vente des ouvrages est passé de 10 à 15% en 2007.

	2006	2007	2008 (en cours)
Secteur Lettres et sciences humaines	36 452	50 410	46 609
Secteur Droit-économie	34 966	52 034	60 000
Salle Océan indien	14 543	17 536	19 000
Bibliothèque du Tampon	40 709	55 742	58 000
Bibliothèque des sciences	31 756	48 269	56 000
Bibliothèque de l'IUT	26 475	29 086	37 891
Total	184 901	253 077	277 500

L'augmentation des budgets se traduit mécaniquement par une hausse du nombre de titres et d'exemplaires acquis (6800 en 2006, 9500 en 2007) mais également par une accélération sensible des refoulements en magasin et des pilons afin de proposer en salle des collections actualisées et pertinentes.

Le SCD en général et la salle Océan indien en particulier sont toujours confrontés à la difficulté d'identifier et de mettre en place des circuits d'approvisionnement en livres étrangers édités dans la zone Océan indien.

3 - Les acquisitions de périodiques Amorcée fin 2005 l'évaluation des titres de périodiques en sciences politiques, économie et gestion s'est poursuivie en 2006 en sciences humaines, sciences et certains secteurs des sciences sociales. Ce travail a été basé sur la confrontation des listes d'abonnements du SCD avec les listes d'abonnements de bibliothèques comparables d'une part et aux listes de références éditées par certains organismes (CNRS, FNSP par exemple) d'autre part. Cette évaluation a conduit à une redéfinition de l'offre (nouveaux abonnements, suppressions de titres, passage en magasin des titres morts, passage en salle des

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

titres vivants conservés en magasin, définition des politiques de reliure et de conservation en salle.) La validation systématique par les enseignants-chercheurs des listes ainsi constituées a été recherchée et obtenue afin de faire coïncider autant que possible l'offre et la demande.

La réévaluation quantitative et qualitative de la collection de périodiques s'est traduite par :

- Un transfert significatif des crédits depuis les périodiques papier vers les bases de données et les périodiques en ligne.
- Une diminution des budgets consacrés aux périodiques papier.
- Un maintien du développement de la collection de périodiques de l'IUT et du Tampon.

En l'absence de réévaluation de la collection de périodiques et de suppression des doublons entre supports papier et électronique (pour les publications à feuillets mobiles par exemple), l'augmentation naturelle des tarifs d'abonnements aux publications scientifiques aurait conduit le SCD dans une situation de blocage budgétaire.

Année	2007	2008	2009
Montant	376 000€	225 000€	200 000€

Depuis deux ans, le budget documentaire consacré aux abonnements de périodiques est donc maintenu autour de 200 000€. Les économies réalisées en désabonnant des revues scientifiques onéreuses peuvent ainsi être partiellement utilisées pour le développement des titres en français et des collections des sites de Saint-Pierre et du Tampon.

Les conditions actuelles de mise à disposition en accès libre de la collection sont encore trop hétérogènes et l'arrivée d'un nouveau responsable en septembre 2008 au service des périodiques doit permettre de remettre à plat plusieurs dossiers : mise à jour des états de collections dans le Sudoc et signalétique en salle.

4 – Les acquisitions de documentation électronique D'abord soutenu par l'UNR pour les abonnements aux bases de données de presse et l'achat de cédéroms, le budget consacré à la documentation électronique a été reporté intégralement sur budget propre dès l'année 2007. L'augmentation s'explique encore principalement par le basculement en e-only et donc le transfert des budgets depuis les périodiques papier vers la documentation électronique. Le différentiel de TVA (2.10% contre 8.5%) joue localement très fortement en faveur de ce type de choix. La question des délais de livraison ajoutant encore par ailleurs à l'intérêt du en ligne.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Année	2006	2007	2008	2009 (prévision)
Pourcentage du budget SCD consacré à la documentation électronique	5%	7%	15%	25%
Montant	67 705€	95 258€	189 000€	245 000€

Le développement continu de l'offre commerciale et les demandes d'enseignants chercheurs habitués dans leurs UMR ou leurs universités d'origine à bénéficier d'un nombre significatif de bases de données dans chacune des disciplines constitue un réel enjeu pour le SCD d'une petite et moyenne université pluridisciplinaire. Si l'augmentation de la part du budget consacrée aux dépenses documentaires est un objectif constant du SCD, le cofinancement de la documentation électronique doit passer à un stade supérieur. 2008 marque un réel infléchissement des pratiques avec la décision de co-financer en 2009 deux produits (ACS et Web of Science).

Deux axes de travail se dégagent maintenant en termes d'acquisition :

- L'achat d'archives et de documents de références (encyclopédies, corpus et dictionnaires).
- Le développement d'une collection de livres électroniques.

5 - Reliure et conservation Le souhait du SCD de relancer une nécessaire politique de reliure se heurte à la disparition des ateliers de reliure réunionnais. Le dernier en activité ayant annoncé sa fermeture pour décembre 2008. En l'absence de perspectives claires, une réévaluation des engagements du SCD doit être menée qui passera notamment par la relance d'un plan de conservation partagée des périodiques à l'échelle de l'île.

Ce projet, déjà lancé pour les titres Océan indien avec la Bibliothèque départementale est soutenu par la Drac. La réhabilitation programmée pour la fin 2009 de l'ancienne bibliothèque des sciences permettra d'allouer au SCD un magasin de 300 mètres carrés doté d'un compactus.

Le système d'information *Rappel des engagements. Un système d'information documentaire, destiné à s'intégrer ultérieurement dans le système global d'information de l'université, sera progressivement déployé. Le SCD fera l'acquisition d'un module de recherche fédérée. L'équipement informatique sera renforcé (remplacement du serveur de SIGB, implantation d'un serveur d'impressions sur chaque site, acquisition de postes informatiques supplémentaires destinés au public). La rétro-conversion des catalogues sur fiches et des fonds documentaires non catalogués permettra l'achèvement du catalogue unique de l'établissement.*

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Le choix a été fait en 2004-2005 de ne pas engager le SCD dans un projet global de réalisation d'un portail documentaire basé sur l'offre d'un prestataire et appuyé sur le SIGB AB6 distribué par la société GFI. Pour des raisons à la fois financières et organisationnelles, le SCD a privilégié un enrichissement brique par brique de son SID : SIGB d'un côté, CMS, recherche fédérée, projets de numérisation par ailleurs. Ce choix avait pour principal avantage de permettre des collaborations étroites et poussées sur tel ou tel dossier avec différents services de l'université, de gérer des calendriers hétérogènes et d'avancer dans le respect des moyens humains de l'établissement. Cette logique est encore celle en œuvre en 2008.

Si des réalisations concrètes prouvent que le choix fait était pertinent, un certain nombre de problèmes et de situations ont pu contrarier les engagements pris par le SCD. Si concevoir d'emblée le système d'information documentaire comme une brique du système d'information de l'université de La Réunion va de soi, traduire cette ambition dans les faits n'a pas été toujours simple et toutes les difficultés n'ont pas encore été surmontées.

Un manque de pilotage universitaire des projets liés à l'informatique documentaire, pédagogique et de réseaux n'a pas conduit les différents acteurs, SCD, CRI, cellule TICE, UNR, composantes à développer une culture de la collaboration a priori et très souvent les bons rapports individuels ou les insuffisances techniques ont été à la base des collaborations.

Le besoin d'un cadrage politique ou, dit autrement, d'une politique d'établissement encore plus forte et coordonnée a été renforcé dans la période de blocage institutionnel relatif des années 2007-2008.

En interne, la mise en chantier des engagements du SCD est passée au préalable par :

- La création d'un service transversal Bibliothèque électronique. Confié à un bibliothécaire initialement chargé de mission pour les thèses électroniques, ce service né en 2007 est pour le moment davantage un service de projets qu'un service de production (thèses en ligne, base pédagogique LOR, statistiques d'utilisation de la documentation électronique, CMS, accès distants, etc.). Il est composé en octobre 2008 d'un bibliothécaire, d'un BAS et d'un contractuel. Son périmètre ne couvre pas l'administration de la base bibliographique AB6 et son positionnement doit encore être travaillé.
- Le remplacement de l'informaticien du SCD. Mis à disposition par le CRI de l'Université, il ne souhaitait pas s'investir sur les chantiers du SCD et a préféré être affecté à d'autres fonctions au sein de l'Université. Le poste a été occupé transitoirement par un contractuel pendant 6 mois avant d'être confié à un assistant ingénieur le 1^{er} décembre 2007.

1 - L'infrastructure informatique.

Serveurs : La refonte générale de l'infrastructure matérielle du système d'information documentaire initialement planifiée en 2007 a finalement été effectuée en juin 2008. Cela est passé d'une part par le remplacement du serveur bibliographique Bull par un serveur IBM sous Linux et d'autre part par la refonte de l'ensemble des autres serveurs du SCD.

Déployés au fur et à mesure des besoins, ces différents serveurs souffraient d'une fiabilité faible occasionnant parfois des dommages importants. Dans le cadre d'un partenariat avec le CRI, ces serveurs ont été regroupés sur des lames et implantés dans un blade center sécurisé.

A cette occasion, la salle serveur du SCD a été traitée en profondeur par les services techniques de l'Université (redondance de climatisation et d'alimentation électrique).

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Postes publics : Parallèlement, le processus de déploiement de nouveaux postes publics a été poursuivi dans le cadre notamment du primo-équipement des bibliothèques de sciences et du Tampon.

- BU des sciences : de 2 à 39 postes. 12 autres postes sont par ailleurs disponibles dans une salle de formation.
- BU du Tampon : de 4 à 22 postes. 80 postes sont par ailleurs disponibles dans les salles informatiques de l'UFR situées au rez-de-chaussée de la bibliothèque.
- BU IUT : 4 postes publics
- Salle Océan indien : de 3 à 6 postes.

Serveurs d'impression : La société Blanche-Birger, fournisseur des solutions de photocopie pour le SCD, a finalement accepté de mettre en place en décembre 2007 un serveur d'impression fonctionnant avec le logiciel Watchdoc d'Archimed en bibliothèque Droit-Lettres.

Cette offre a été généralisée en mars 2008 à l'ensemble des espaces : bibliothèque des sciences, du Tampon, salle Océan indien et espace troisième cycle de la bibliothèque Droit-Lettres. En octobre 2008, seule la bibliothèque de l'IUT ne propose pas encore ce service.

2 - La base bibliographique

SIGB AB : 2007 aura été à tout point de vue une année riche pour le développement de la base AB6 avec l'implémentation de la version 6.1 du SIGB et de l'interface Sudoc V2.

Le caractère hétérogène des données locales, les insuffisances criantes du fournisseur et la volonté d'effectuer un véritable travail d'amélioration qualitative du catalogue ont conduit à mettre en place un chantier de grande ampleur sur l'ensemble de l'année 2007. La conversion finale a été réalisée en décembre 2007. Cette conversion a permis de considérablement augmenter la productivité théorique des catalogueurs.

Une licence Business Objects (BO) pour AB6 a été acquise en 2006.

Rétro-conversion et signalement des ressources bibliographiques : Un fonds documentaire d'environ 10000 documents jamais signalés dans le catalogue a été partiellement traité en 2007. Une première opération de tri a pu être faite ramenant le nombre de documents à traiter à 2800 (collections ou fascicules de périodiques en exemplaires multiples, collections des anciennes Presses de l'Université de La Réunion en exemplaires multiples, monographies déjà existantes dans les collections, ouvrages abîmés et obsolètes). Le traitement catalographique de ces documents est désormais en cours. La difficulté à pourvoir les postes de catégorie B au SCD de La Réunion conduit cependant à privilégier le catalogage des acquisitions courantes et celui de certains dons. En 2006-2007, le fonds de 1500 monographies du CIEP (Centre International d'Etudes Pédagogiques) a été intégré à la bibliothèque du Tampon et catalogué dans la base bibliographique.

Parallèlement, plusieurs bibliothèques associées ont revu leurs liens avec le SCD :

- UFR des sciences et techniques :

Dans le cadre de son déménagement sur le parc technologique universitaire de Saint Denis, le laboratoire IREMIA a versé la totalité de son fonds au SCD.

Les laboratoires Ecomar et Géosciences ont de leur côté souhaité ne plus avoir de dépôt d'ouvrages.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

- Esidai : la bibliothèque de l'Esidai (école d'ingénieurs en agro-alimentaire) a été mise sur pied en partenariat étroit avec le SCD. L'utilisation d'AB6 s'est imposée dès le début, générant un très important travail de formation.
- UFR Droit-économie et Lettres et sciences humaines : Le SCD a demandé et obtenu en 2007 de pouvoir gérer le circuit des commandes pour la documentation acquise via le PPF Documentation soit une somme de 15000€ par an permettant l'acquisition de la documentation niveau recherche pour l'ensemble des bibliothèques associées de ces deux composantes. Au fil des années, ce PPF est devenu l'unique source de financement de ces bibliothèques et le suivi des acquisitions permet au SCD de connaître précisément les commandes et d'assurer le service fait.

UFR Lettres : 4 des 5 bibliothèques associées de la Faculté des lettres et sciences humaines ont par ailleurs contractualisé via une convention avec le SCD le dépôt permanent des ouvrages acquis via le PPF. La totalité des ouvrages sont donc désormais catalogués.

UFR Droit-Economie : les deux bibliothèques associées utilisent AB6 pour le catalogage de leurs collections.

3 - Portail documentaire

CMS : Le portail documentaire a connu une évolution sensible en janvier 2008 avec l'ouverture du nouveau site Internet du SCD. Ce CMS, choisi dans le cadre de l'Université Numérique en Région (UNR terminée en décembre 2006), a été déployé avec beaucoup de retard. S'il offre de réelles améliorations par rapport au précédent logiciel, il n'est plus véritablement maintenu par son éditeur et obtenir des évolutions est extrêmement difficile. Dès lors, un changement de CMS passant par l'acquisition d'un outil libre choisi pour l'ensemble de l'Université semble s'imposer de plus en plus.

Ce CMS a toutefois déjà permis de mettre en œuvre un certain nombre de services en ligne : formulaires de PEB, de suggestion d'acquisition, lettres d'information, agenda, proposition de signets Internet, etc.

Numérisation des thèses : Ce dossier a été relancé en novembre 2006 par la nomination d'un chargé de mission Thèses en ligne. Il s'est traduit par la rédaction d'un rapport présenté d'une part en Conseil de la Documentation et d'autre part au Conseil Scientifique de l'Université qui a voté à l'unanimité la relance du projet et ses deux volets : l'adoption d'une plate forme Cyberthèses pour la conversion XML des thèses courantes de l'Université d'une part et la numérisation rétrospective des thèses papier d'autre part. Le projet est financé grâce à une subvention du Conseil régional. La fin de la crise institutionnelle de l'Université permet d'envisager la mise en route rapide du programme qui passera, dès la fin d'année 2008, par la modification de la charte des thèses et l'adhésion au dispositif Star de l'Abes.

Numérisation patrimoniale : Suite au rapport rédigé par l'Inspection générale des bibliothèques et l'obtention de la subvention du Conseil régional, un volet de numérisation patrimoniale a été prévu en partenariat avec les laboratoires de la Faculté des lettres et sciences humaines et plusieurs institutions culturelles réunionnaises (Bibliothèque départementales, DRAC, etc.). Ce projet doit encore être structuré.

Numérisation de documents pédagogiques : Un travail de mise à disposition des annales de sujets d'examens sous forme numérique, à partir de documents papiers ou déjà numérisés, a été mené en 2008. A l'issue du contrat quadriennal, les sujets d'examens des différentes filières (Droit-Economie, Lettres, Sciences, PCEM) sont accessibles pour les cinq années

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

antérieures. Ce travail s'est fait en lien avec la cellule TICE pour acquérir de nouveaux outils adaptés à une politique de développement de l'offre électronique : développement des plateformes LOR et MOODLE, par le service TICE, test d'un logiciel Jlab développé en interne pour le signalement des publications du laboratoire Iremia ; installation du logiciel ORI-OAI, pour la diffusion de l'ensemble des ressources électroniques, qu'elles relèvent du domaine de la pédagogie ou de la recherche. Ce dernier projet, dans le contexte national de développement d'archives ouvertes, doit être structuré dans le cadre du nouveau contrat quadriennal 2010-2013.

Documentation électronique : L'un des projets prioritaires du service Bibliothèque électronique aura été de reprendre le dossier des statistiques de consultation de la documentation électronique, laissé en jachère jusqu'en 2007.

Dans un contexte de développement de l'offre électronique à l'Université de La Réunion, de basculement vers une politique de e-only pour les périodiques et de modification profonde des pratiques des enseignants-chercheurs, il devenait pour le moins problématique de ne pas disposer d'indicateurs d'usages fiables, ne serait-ce que les statistiques fournies par les éditeurs. Ce travail, et la production des chiffres afférents, ont permis de constater la relative stagnation de la fréquentation entre 2005 et 2007 et le décalage important entre la réalité des pratiques et les moyens mis en œuvre. La question de la valorisation des ressources électroniques doit dès lors être revue et une politique de tests, d'achats, de communication et de valorisation plus ambitieuse est menée qui se traduit, notamment, par l'acquisition de nombreuses bases de données en 2007-2008 (Isi Web of science, Wiley-Blackwell, ACS, bases Jstor, bases Champion, etc.)

Le SCD a souhaité améliorer la lisibilité de son site en proposant une recherche documentaire qui fédérera les diverses ressources que sont les catalogues, les bases de données en ligne, les cédéroms, les thèses en ligne ou les documents numérisés. Ce projet a été entamé en 2008 et a conduit à la rédaction d'un cahier des charges pour l'acquisition d'un logiciel de recherche fédérée conjugué à un résolveur de liens OpenURL. Ces deux outils seront ouverts en 2009.

Le SCD a également cherché à développer l'accès distant aux bases de données. Longtemps réticent pour des questions de sécurité, le CRI a accepté de travailler sur ce dossier.

La mise en place en 2007 d'un serveur CAS a permis d'une part l'ouverture d'accès via le protocole d'identification Shibboleth et d'autre part l'installation d'une solution d'accès distants via reverse proxy (logiciel EZ Proxy). Ce dernier outil sera ouvert en novembre 2008 et permettra une valorisation renouvelée de la documentation électronique.

Indicateurs

Développer les formations à la recherche documentaire :

- Nombre d'étudiants suivant ces formations

Mise en place d'un service de référence en ligne

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

Développer la numérisation des thèses :

- Nombre de thèses numérisées

Développer la documentation en ligne :

- Part du budget consacré à la documentation en ligne

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Mise en ligne d'un système d'informations :

- Mise en place d'un module de recherche fédérée.

Mise en adéquation de la politique documentaire avec le LMD, la pédagogie et la recherche :

- Nombre d'acquisitions par sections :
 - o livres français
 - o livres étrangers
 - o périodiques
 - o base de données en lignes

2.4 Des conditions de vie attrayantes

2.4.1 Structurer la vie étudiante

En plus d'être un lieu de travail, l'université constitue un lieu de vie. Les étudiants comme les personnels y passent une grande partie de leur temps. Notre action s'est donc efforcé de rendre le campus plus agréable à vivre. Dans cette démarche, les partenaires tels que le CROUS, les mairies et les collectivités, mais surtout les étudiants, ont été associés et placés au cœur du dispositif de prise de décision sur toutes les questions relatives à la vie étudiante. L'accroissement des financements accordés aux associations témoigne lui aussi de cette nouvelle orientation. La diffusion d'information vers le public étudiant est donc devenue une priorité. La lettre mensuelle d'informations « Campus flash » à destination des étudiants et le portail étudiant ont été créés en ce sens. L'Observatoire de la Vie Etudiante OVE a été réactivé dès 2006. La livraison en 2009 de « l'espace vie étudiante », (700 m² de locaux réhabilités) marque aussi la place centrale accordée à la vie étudiante à l'université de La Réunion.

La mise en place du Bureau de la Vie Etudiante (BVE) et la nomination d'un Vice Président étudiant ont consacré cette nouvelle gouvernance des questions étudiantes. Les projets mis en place dans ce cadre sont nombreux :

- signature du contrat Apple On Campus,
- création d'une permanence au Bureau de la Vie Etudiante 4 h par jour, le recrutement d'un personnel administratif (vacataire),
- mise à jour du Portail Etudiant,
- mise en place de la charte de l'engagement étudiant, charte des associations étudiantes,
- création avec le service Communication de l'université d'un DVD de présentation de l'Université du Tampon destiné aux lycéens du SUD,
- création des UEL : engagement étudiant, association étudiante en partenariat avec les Affaires Juridiques.

Le confort et la sécurité du campus ont été renforcés. Dès 2007, un dispositif de vidéo surveillance a été installé sur le campus du Moufia, accompagné d'une amélioration du système d'éclairage extérieur. La présence de vigiles, jour et nuit, sur le campus Nord a été étendue sur le campus sud du Tampon. L'aménagement de l'entrée Ouest du Campus, la réfection des voies de circulation interne, l'aménagement futur de parkings (Moufia et Tampon) sont autant d'opérations qui améliorent la sécurité et le confort des usagers.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

L'université a mis l'accent sur le confort et la sécurité du campus mais également sur le service de médecine préventive, les activités sportives et culturelles.

Indicateurs

Mettre en place le BVE

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

Développer le portail étudiant :

- Nombre d'accès à ce portail

2.4.2 Développer la vie culturelle et sportive

Projet Art et culture 2006-2009

Faire émerger les talents sur le campus L'entité Université Art & Culture est chargée de développer une politique culturelle qui engage et intéresse l'ensemble de la communauté universitaire, étudiants et personnels. Cette politique doit permettre à un nombre croissant d'étudiants et de membres du personnel de devenir acteur de la vie culturelle et artistique. L'action du service s'inscrit dans la politique générale d'ouverture et de partenariat engagée par l'Université.

L'équipe du service assure la mise en oeuvre sur le campus d'**actions** qui visent à :

- . **Diffuser les savoirs en sciences humaines, sciences, lettres et arts**
- . **Donner envie au public de fréquenter les lieux de culture**
- . **Favoriser les pratiques culturelles**
- . **Développer les équipements culturels**
- . **Développer les échanges avec l'extérieur**

Comme tout service à vocation pédagogique à l'Université, Université Art & Culture diffuse les savoirs scientifiques dans tous les domaines abordés par la recherche. Ses 3 principaux moyens d'action sont, selon le niveau d'implication du public, les **Unités d'Enseignement Libres (UEL)**, les **conférences pour tous**, et le **muséum universitaire**.

2.4.2.1 Diffuser les savoirs en Sciences Humaines, Sciences, Lettres et Arts

Les U.E.L. Culture Depuis janvier 2006, dans le cadre de la réforme du LMD, le service a mis en place plusieurs unités d'enseignement libres dans le domaine des **arts**, sous la forme de **cours** dispensés par des **professeurs agrégés et universitaires**, qui permettent aux étudiants de L1, L2, L3 d'obtenir 3 crédits (ECTS) par semestre, et ce jusqu'à 12 ECTS pour les 3 années de licence. Le service administre 6 UEL : Arts plastiques, Histoire de l'art, Conservation et restauration du patrimoine, Patrimoine musical de l'océan Indien, Paléographie, Poésie contemporaine de l'océan Indien.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Les conférences pour tous Dans la ligne de l'Université pour tous, le service construit un programme annuel de conférences dans tous les domaines du savoir destinées aussi bien aux membres de la communauté universitaire qu'au public extérieur.

Le muséum La création récente du muséum universitaire donne un outil supplémentaire au service pour valoriser et diffuser la culture et les savoirs créés à l'Université de La Réunion.

Donner envie au public de fréquenter les lieux de culture : les manifestations culturelles

Tout au long de l'année, Université Art & Culture organise ou participe à de nombreuses manifestations culturelles pour inciter le public universitaire à enrichir ses connaissances dans tous les domaines artistiques et scientifiques.

Ciné Campus Tous les lundis à 18h30, l'association Ciné Campus propose une séance de cinéma dans l'amphithéâtre Genevoux, dans le bâtiment L1 de la faculté des Lettres et des Sciences Humaines. Le premier lundi de chaque mois, la soirée « Thema et tapas » approfondit un thème ou un mouvement artistique (le surréalisme, l'année Mozart, les 60 ans du Front populaire, par exemple). Après la projection, une séance de discussion autour du film est organisée autour d'un verre et de quelques tapas. Le deuxième lundi du mois, « Ciné campus V.O. » projette un film en version originale sous-titrée. Le troisième lundi du mois, «Ciné histoire » explore le patrimoine cinématographique en proposant des films qui ont marqué l'histoire du cinéma muet ou parlant.

Les conférences d'histoire de l'art et les conférences pour tous Toutes les semaines sont programmées des conférences d'histoire de l'art sur les sites du Moufia et du Tampon, souvent en rapport avec l'actualité artistique. En 2005-2006, le public a notamment pu découvrir le patrimoine architectural de La Réunion pendant la rétrospective du CAUE, l'oeuvre du peintre Paul Klee à l'occasion de l'inauguration du ZPK à Berne, Orlan pour célébrer la venue de l'artiste à l'artothèque de La Réunion, les collections du musée Léon Dierx.

Visites de sites Plusieurs fois dans l'année, le service propose la visite de lieux culturels, principaux musées, sites patrimoniaux de l'île, ou galeries d'art.

Expositions Université Art & Culture organise également des expositions ; comme les expositions scientifiques et artistiques présentées lors de « Musique en Fac », ou parfois en collaboration avec la bibliothèque universitaire ou des associations étudiantes comme l'exposition *Sot la Mer* ou l'exposition qui s'est tenue à l'occasion du festival de BD de Saint-Denis).

Festivals culturels universitaires Chaque année, le service clôture sa saison par 2 festivals universitaires : **Musique en Fac** (fêtes des arts et de la culture sur les campus) et **Fac en scène** (festival de théâtre étudiant).

Participation à des manifestations extérieures Le service s'efforce d'attirer sur le campus certaines grandes manifestations locales comme le festival de BD de Saint-Denis, et participe activement aux manifestations locales (Nuit du Rock) et nationales (Journées du patrimoine, Lire en fête, Fête de la Science, Journée de lutte contre le SIDA, Printemps des poètes, Printemps des musées, Fête de la Musique...)

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Favoriser les pratiques culturelles Université Art & Culture favorise la pratique culturelle en soutenant la réalisation d'activités thématiques diverses sous forme d'ateliers, de clubs ou de cours accessibles après inscription (obligatoire) auprès du secrétariat du service.

Les ateliers Les ateliers sont des lieux de découverte et de pratiques artistiques placés sous la direction de **professionnels du monde des arts**, le plus souvent des artistes ou associatifs travaillant dans le secteur culturel. Le service propose ainsi des ateliers d'arts plastiques, de calligraphie, de théâtre, de jazz, de percussions, d'écriture, de danse. En marge des ateliers, le service offre la possibilité aux étudiants de participer ponctuellement à des masterclass avec des artistes en résidence à l'Université ou au théâtre Canter ou encore au Théâtre du Grand-Marché (compagnies théâtrales, plasticiens, musiciens...). Ces ateliers un peu particuliers sont annoncés dans l'agenda culturel. A venir aussi, la création d'une compagnie universitaire de théâtre qu'il sera possible d'intégrer à condition de justifier d'un niveau de compétence minimum.

Les clubs Les clubs sont créés à l'initiative d'**étudiants bénévoles** qui souhaitent rassembler des amateurs autour d'un même centre d'intérêt. Après examen et adoption du projet, le service l'accompagne : réservation de la salle, établissement d'un calendrier, information auprès du public étudiant, et peut apporter une aide matérielle à l'achat de fournitures et de matériel (instruments de musique, matériel audiovisuel...). Le service développe en ce moment 6 clubs : kino, reggae, rock, chorale, théâtre d'impro, cirque, et reste ouvert à toute proposition.

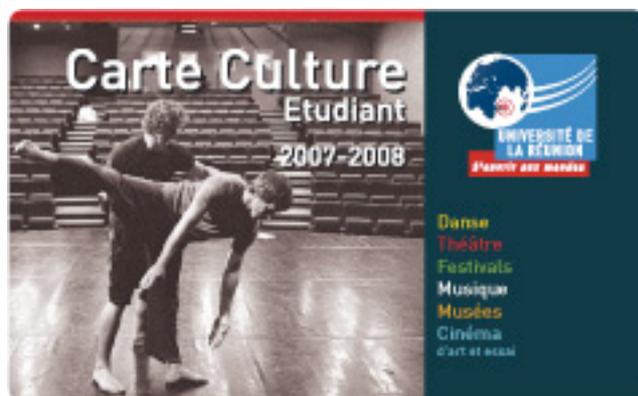
Les UEL Culture À tous égards, les UEL Culture (cf. supra) peuvent être assimilées à des activités de pratiques culturelles et méritent d'être mentionnées également sous ce titre.

Projets ponctuels émanant de la communauté universitaire Université Art & Culture contribue en outre à la réalisation de projets de qualité, initiés chaque année par des membres de la communauté universitaire, étudiants et personnels. Chaque porteur de projet culturel, individu ou groupe, peut s'adresser au service pour y trouver un appui concret. Cet appui se veut d'abord technique : aide à la formulation du projet, mise en relation avec des structures culturelles permettant au projet de mûrir (services de la DRAC, réseaux divers...), aide pour se produire à l'extérieur (ex. au Palaxa). Cet appui peut ensuite être financier, afin de permettre au projet d'aboutir, ne serait-ce qu'en lui permettant d'obtenir d'autres subventions pour voir le jour. Le service vise ainsi à ouvrir un « guichet unique » des projets culturels du campus.

Pour atteindre ses objectifs, Université Art & Culture doit doter les campus **d'un équipement culturel de qualité** permettant au public universitaire de développer sa pratique et d'enrichir sa culture dans de bonnes conditions. Le service a fait ainsi l'acquisition de matériel d'arts plastiques (appareil photo, matériel de dessin, peinture, logiciel de traitement de texte et de l'image) et d'instruments de musique (piano, batterie) et de livres et revues d'art. Au service incombe également la responsabilité d'une part de la **valorisation** des collections universitaires installées sur les campus ou de celles mises à la disposition de l'Université (la collection d'art contemporain du 1% culture, l'Herbier de La Réunion, le 2^{ème} plus important de France après celui de Montpellier), et d'autre part de la communication et de la diffusion de ces collections à l'extérieur.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

La carte culture : des changements importants et des améliorations sont intervenus dès la rentrée 2008 avec notamment la mise en place de **la carte culture étudiant**. L'Université de La Réunion et les salles de spectacles vivants de l'Association du Réso s'associent autour de la CARTE CULTURE pour promouvoir et faciliter l'accès des étudiants aux différentes programmations des salles adhérentes au Réso. La Carte Culture Étudiant est délivrée par l'Université de La Réunion, pour une année universitaire, à tous les étudiants ayant acquitté des frais liés à la Culture au moment de leur inscription. Chaque carte est nominative et comporte un numéro unique d'authentification. Elle donne droit à la majorité des spectacles proposés par les différentes salles de l'île pour un tarif unique de 4 € (1 billet par spectacle). Elle donne également accès à toutes les informations artistiques et culturelles de l'Université (formations culturelles, pratiques artistiques, événements, etc.) et à une aide et un soutien pour monter les projets artistiques et culturels. Lancée à cette rentrée universitaire, il est difficile de faire un bilan complet de l'opération : la carte culture est maintenant diffusée à environ 4000 exemplaires.



Développer les partenariats

Partenaires acquis : **La DRAC** Par convention, Université Art & Culture est partenaire de la DRAC. Un échange régulier d'informations avec les services de la DRAC est mis en place, ce qui lui permet d'être informée de toutes les manifestations soutenues ou initiées par le Ministère de la Culture et d'y participer. **Le CROUS** Une convention passée avec le CROUS lui permet de bénéficier de ses équipements comme le théâtre Canter, les cités étudiantes, les salles du restaurant, des réductions tarifaires sur le catering. (je ne sais pas ce que c'est)

Partenaires extérieurs dans le département Des conventions ont été passées avec le **Théâtre du Grand Marché** afin notamment de faire participer des étudiants aux formations et aux spectacles de qualité de cette scène nationale, avec **Le Réso** qui permet par exemple aux étudiants de se produire dans toutes les salles de l'île, avec les **mairies** de Saint-Denis (ex. au Palaxa, prêt de matériel) et du Tampon (prêt de matériel)

Partenaires extérieurs hors du département En métropole l'Université de la Réunion est membre à compter de 2006 du conseil d'administration du réseau **A+U+C MR/AC-PAP**

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

(Art+Université+Culture), qui regroupe les services culturels des Universités françaises. Dans les années à venir, le service a pour objectif de faire reconnaître son action auprès des autres Universités de métropole, et d'y faire connaître les meilleures formations artistiques étudiantes de l'Université de La Réunion !

Partenaires futurs Par ailleurs, Université Art & Culture en collaboration avec les Relations internationales compte développer des relations partenariales avec d'autres structures et réseaux :

- à la Réunion : renforcement du partenariat avec les salles du Réso, avec les structures muséales (Muséum d'histoire naturelle, artothèque, musée Léon Dierx), avec les associations culturelles ouvertes sur l'océan Indien
- dans la zone océan Indien par le biais du réseau des CCF (Centre culturel français), des Alliances françaises, les Universités de la zone O.I, ainsi que les associations culturelles et artistiques.
- en métropole rechercher des partenariats avec l'Association française d'action artistique (AFAA), l'Union européenne, le mécénat privé.

Le sport à l'université

Les actions prévues dans le contrat, c'est à dire, l'enseignement et la pratique des activités sportives ont été encouragés, en les associant notamment aux différents parcours de formation sous la forme de crédits libres.

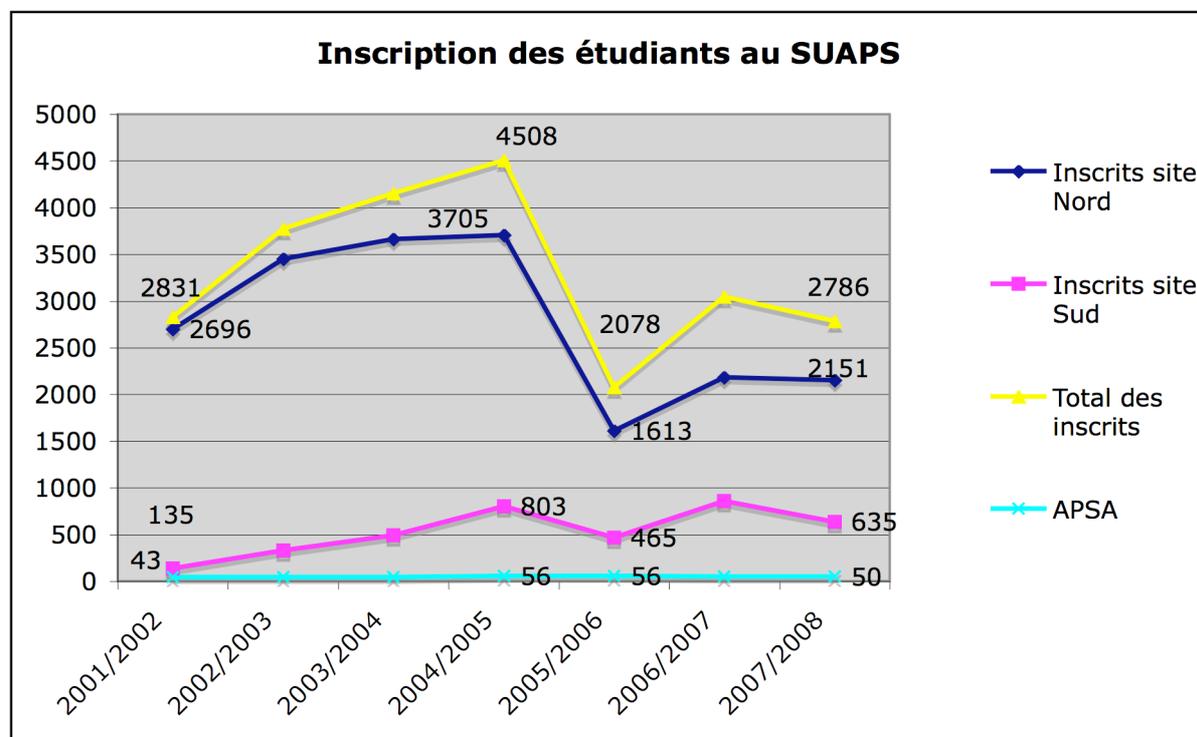
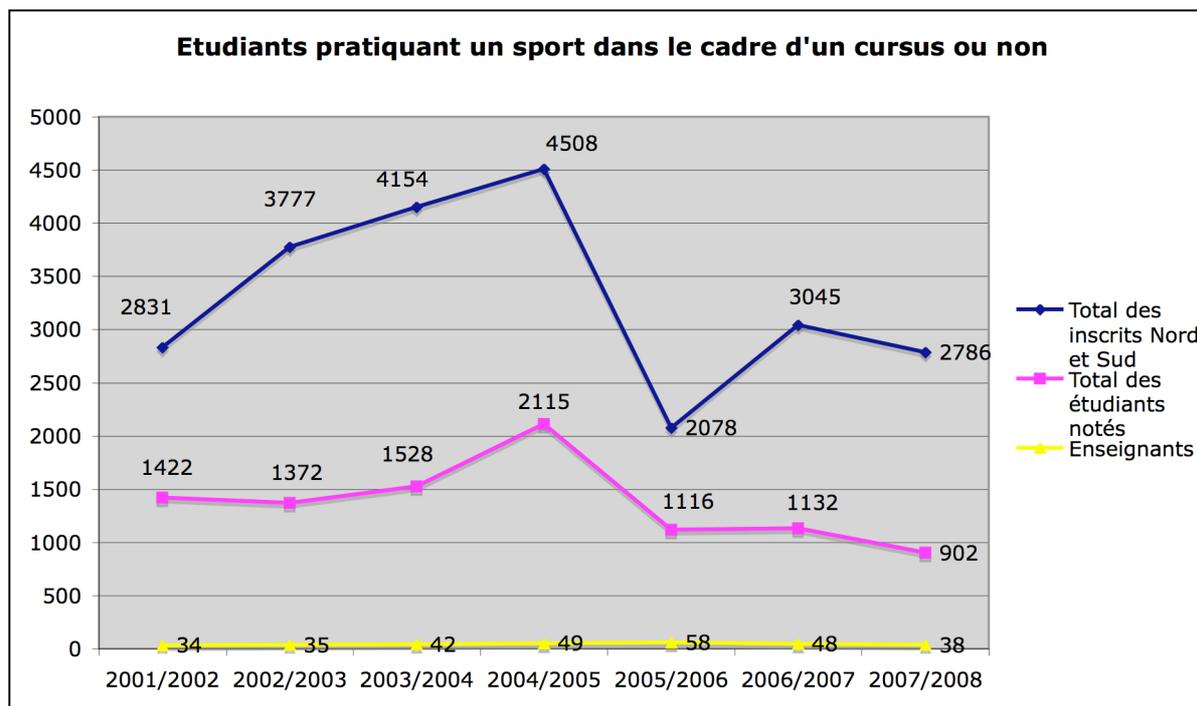
Vingt activités : athlétisme, badminton, handball, volley-ball, football, basket, natation, musculation, sept ateliers de danses différentes, escalade, plongée, canyon, randonnée, surf, futsal, fitness, tennis, tennis de table, cinq ateliers de sport de combat, ont été proposées en U.E.L. , aux étudiants du campus du Moufia, mais également à ceux de l'antenne du Tampon.

Cela représente plus de 3000 heures d'enseignement par an.

La dotation prévue au contrat quadriennal permet le financement partiel de ces enseignements.

Parallèlement aux cours organisés sur toute l'année, le SUAPS continue à réaliser, sur le budget du service, des actions ponctuelles très appréciées des étudiants, afin de généraliser la pratique des activités sportives et permettre ainsi l'ouverture des étudiants sur le monde environnant. Il s'agit notamment de la semaine « sport et bien être » ainsi que des échanges, en collaboration avec le Comité Régional du Sport Universitaire, avec les universités de Madagascar et de l'Ile Maurice, mais également tous les achats de matériel.

**UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009**



*APSA Activité Physique et Sportive Artistique

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Indicateurs

Soutien aux activités culturelles :

- Nombre d'étudiants inscrits dans les ateliers et diverses activités
- Nombre d'étudiants prenant ces activités en UEL

Soutien aux activités sportives :

- Nombre d'étudiants inscrits dans les ateliers et diverses activités
- Nombre d'étudiants prenant ces activités en UEL

Développer la politique partenariale :

- Nombre de conventions signées avec d'autres institutions
 - o Culture
 - o Sport

2.4.3 Poursuivre une politique de santé publique

5 axes avaient été présentés lors de ce contrat :

- Des consultations spécifiques faisant appel à des intervenants extérieurs autour d'axes prioritaires en santé publique. Les consultations de diététique et de santé mentale (psychologue, sophrologie, yoga) connaissent un franc succès et répondent à une demande croissante.

- Les Unités d'Enseignement Libre de 30 heures de formation permettant de valider chacune 3 crédits européens ont été développées chaque année et réduites en 2007/2008 suites aux restrictions budgétaires.

- La consultation de sevrage tabagique a pu se réaliser notamment grâce à l'action du sophrologue qui s'est avéré être un important relais dans cette prise en charge. Des compléments de formation dans la prise en charge spécifique de cette problématique seraient à envisager pour le médecin et le psychologue.

- En terme de recherche, une enquête sur l'alimentation des étudiants est parue en 2006. Une autre enquête sur les conduites addictives est en cours de finalisation. Un partenariat s'est réalisé en 2007 avec un étudiant de l'Université de Guadeloupe pour une enquête sur l'analyse des politiques publiques en matière de santé dans les D.O.M. Enfin 2 articles ont été écrits (2007 et 2008) pour l'O.V.E. /OFIP.

- La nécessité d'un animateur de prévention au sein du SCMP ne fait plus de doute, tant l'axe prévention représente une part importante dans notre activité. Fin 2007, notre animatrice de prévention ayant réussi à un concours d'infirmier nous a quitté, ce qui explique la baisse des étudiants ayant bénéficié d'actions de prévention (150 pour 2007/2008).

En conclusion, ces 5 axes de travail présentés dans le dernier contrat quadriennal, doivent être reconduits de façon pérenne, faute alors de pouvoir répondre aux demandes étudiantes par manque de postes (ex baisse des consultations de santé en 2007, 7480 contre 8850 en 2006, du au manque d'un poste infirmier) ou de budget (baisse du nombre de formations et d'actions de prévention en 2007/2008. 30 étudiants ayant suivi les UEL contre 99 en

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

2006/2007 et 150 étudiants ayant bénéficié d'une action de prévention contre 1112 l'année précédente.

Indicateurs

Développer les actions relatives à l'alimentation, la toxicomanie, la violence :

- Nombre d'étudiants suivant les stages de santé publique
- Nombre de visites médicales
- Nombre d'actes médicaux
- Nombre d'étudiants inscrits dans les UE « santé »

2.4.4 Renforcer les partenariats avec le CROUS

L'université de La Réunion entretient un partenariat fort avec le CROUS. Les missions de ce dernier : bourses, aides, service social, hébergement, restauration, culture sont indispensables pour l'amélioration des conditions de vie et la réussite des étudiants.



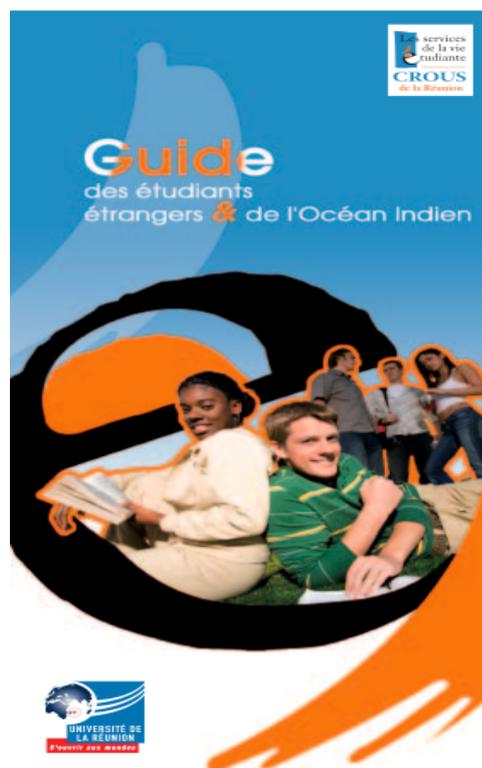
Une majorité des services de l'université travaillent en étroite collaboration avec les services du CROUS.

- Division des Affaires Scolaires et Enseignement pour l'information des étudiants sur les services proposés par le CROUS (hébergement, bourses, aides...Un guide du financement des études a été conçu et réalisé par le service social du C.R.O.U.S. avec l'aide de l'Université, de la Région et du Département, c'est un livret pratique, recensant les aides auxquelles les étudiants peuvent prétendre pour financer leurs études à La Réunion, en Métropole, en Europe ou sur d'autres continents

**UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009**



- Le SCAOIP dans le cadre de ses missions d'accueil, d'information et d'insertion professionnelle pour les jobs étudiant, les demandes d'hébergement...),
- Le Service Commun de Médecine Préventive pour le service social et les aides
- La Direction des Relations Internationales (DRI) pour le passeport mobilité, le guide de l'étudiant étranger et de l'océan indien.



UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

- Les services de l'université pour l'organisation de réceptions ou repas
- Le Service Art et Culture par la programmation de manifestations dans les restaurants universitaires ou dans la salle de spectacle Vladimir Canter située sur le campus,



Indicateurs

Mise en place d'une carte multi usages :

- Nombre de détenteurs de cette carte

Organisation d'un guichet unique d'accueil :

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

Animation des campus :

- Nombre d'activités, de types « animation de la vie étudiante », co-organisées

2.4.5 Améliorer la politique d'accueil et d'intégration des étudiants handicapés

La politique du handicap de l'université a pour objectif l'accueil et l'accompagnement personnalisé en vue de la réussite universitaire des étudiants.

Quelques chiffres : 2008/2009 : 45 étudiants (prévision)
2007/2008 : 46
2006/2007 : 31
2005/2006 : 34
2004/2005 : 41
2003/2004 : 40

+ 1 personnel handicapé physique (fauteuil) en CLD et suivi depuis octobre 2006.

Filières concernées : Lettres et Sciences Humaines, Droit et Economie, Sciences et Technologies, STAPS, IAE

Types de handicap : physique : moteur (dont fauteuil), visuel, auditif, psychique, troubles de santé invalidants (mucoviscidose, lupus, maladie urologique, cardiaque....)

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Mesures d'accompagnement : 1/3 temps, tutorat, prise de notes, secrétariat d'examen, agrandissement de sujets, achat de matériel spécifique, assistance pédagogique, interprétariat en LSF, photocopies, accessibilité...

Partenariat : à l'interne : le personnel enseignant et administratif des UFR, le Pôle patrimoine logistique et sécurité, le service d'orientation, le service de médecine préventive, l'administration. A l'externe : la MDPH, le CROUS, le Conseil Gral, les mutuelles étudiantes, le milieu hospitalier, les associations (ex. l' AFM).

La Mission Handicap a été assurée de 93 à 03/2006 par le VPCEVU. De mars 2006 à ce jour par l'assistante sociale du Service de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SCMPPS). Elle est implantée au sein du SCMPPS. Une ligne budgétaire spécifique a été créée suite aux dotations ministérielles, en 2007. Un poste de secrétariat (à 50%) existe.

L'accueil et l'accompagnement s'effectue tout au long de l'année universitaire par la Chargée de Mission. L'évaluation des besoins sur la base du projet personnel et universitaire de l'étudiant, en liaison avec les partenaires concernés (la famille, les membres de la communauté universitaire, la MDPH...). Elle joue un rôle d'interface auprès des différents acteurs impliqués dans le déroulement d'étude et dans la vie sociale de l'étudiant et de coordination des différentes actions, notamment des aménagements d'étude. Elle assure un suivi régulier ponctué par 3 moments forts dans l'année (rentrée, début 2^e semestre, fin d'année). Elle assure un suivi en se déplaçant auprès des étudiants du sud. Pour la rentrée 2008/2009 : prévision de 45 étudiants handicapés dont 10 primo-inscrits. Les évaluations de besoins sont en cours (recrutement de 3 assistants pédagogiques dans le cadre de CAE pour le nord et le sud + prévisions de formation). Au delà de ce suivi, des travaux d'aménagements ont été réalisés pour adapter nos bâtiments pour les personnes à mobilité réduite que ce soit, pour cause d'accident, de maladie ou d'affection congénitale, ou éprouvant des difficultés à se déplacer, à voir, à entendre ou à comprendre, ainsi que les personnes souffrant de déficience temporaire (une fracture) mais aussi les personnes accompagnées d'un enfant en bas âge et/ou chargées....

Depuis 2005, un grand chantier politique et social national est mis en route : rendre accessibles tous les lieux recevant du public d'ici 2015. La loi n°2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation à la citoyenneté des personnes handicapées traite de la mise en place pour tout Etablissement Recevant du Public d'une accessibilité totale pour les Personnes à Mobilité Réduite. Cette mise en conformité doit se faire d'ici 2015 au plus tard pour tout ERP privé de 5^{ème} catégorie (capacité d'accueil de 300 personnes), 2011 pour tout ERP public.

L'université de La Réunion se met en conformité avec cette réglementation

Réalisation de 3 rampes d'accès (2007-2008)

- Réalisation d'une rampe permettant d'accéder à la coursive inférieure du bâtiment S2 et au niveau supérieur du bâtiment S3 (amphi Commerson) en 2007
- Réalisation d'une rampe permettant d'accéder au niveau inférieur du bâtiment S5 et à ses sanitaires au bâtiment T2. En 2007
- Réalisation d'une rampe permettant d'accéder à la salle de TP du bâtiment S6b en 2008

Adaptation des seuils de portes (2007)

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

- Adaptation des seuils des portes des bâtiments L1 et L2,
- Adaptation des seuils de porte du bâtiment A2 (amphi Cadet et DASE),
- Adaptation des seuils de portes du bâtiment S1

Accessibilité des sanitaires (2007)

- Création d'un sanitaire accessible dans l'administration de la FLSH au bâtiment L1,
- Création de deux sanitaires accessibles dans le bâtiment A2 (amphi Cadet),

Accessibilité entre bâtiment (2007-2008)

- Réalisation d'une allée accessible entre le bâtiment L1 et les bâtiments A1a/A1b, via les bâtiments C2 (salle Canter), C1 (cafétéria), E4 (DRI) et A2 (Amphi Cadet et DASE) 2007.
- Adaptation d'une allée permettant d'accéder aux salles de TP du bâtiment S4a en 2008

Réalisation de main courante (2008)

- Réalisation de mains courantes dans les escaliers extérieurs entre les bâtiments S1 et S2 et entre les bâtiments S2, S4c et S4d (en cours de réalisation).

Indicateurs

Création d'une cellule d'accueil :

- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

3 Une université renforçant ses capacités de gouvernance

L'université de La Réunion assume ses missions dans un contexte qui a fortement évolué depuis ces cinq dernières années. Les politiques publiques ont, par le biais de nouvelles réglementations, profondément modifié le paysage universitaire. Les changements dus à ces réformes ont nécessité un renforcement de la gouvernance de l'université et une révolution du système de pilotage de l'établissement. L'université s'est engagée dans une démarche de pilotage et de transparence en cohérence respectivement avec la LOLF (Loi Organique relative aux Lois de Finances) et la LRU (loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités).

La démarche a consisté à passer d'une logique de moyens vers une logique d'objectifs et de fait se diriger vers une culture d'évaluation.

3.1 Adopter une culture d'évaluation

Création du pôle aide au pilotage. La transition a été marquée par la création en mai 2007 du Pôle aide au pilotage de l'établissement regroupant la cellule « indicateurs et tableaux de bord », l'ingénierie de projets transversaux et le contrôle de gestion. L'objectif de ce pôle est de produire et traiter des informations afin d'aider les décideurs dans leurs choix stratégiques dans un but d'efficacité et d'efficience. La construction et l'alimentation de tableaux de bord est en cours de réalisation dans différents domaines (voir paragraphe contrôle de gestion).

Suivi des indicateurs du contrat quadriennal. Le premier pas vers la culture d'évaluation a été initialisé en 2006 dès la signature du contrat quadriennal par le suivi des indicateurs de l'établissement. Une démarche participative a été mise en œuvre afin d'associer les différents services et composantes au suivi d'indicateurs les concernant. Des rencontres préliminaires ont permis de donner une définition des indicateurs, de déterminer pour chacun d'entre eux, les données à collecter, la périodicité. Un document informatisé de suivi des indicateurs a été réalisé afin de pouvoir produire un suivi des informations demandées et d'évaluer le niveau de réalisation. L'étape de l'exploitation des tableaux de bord est en cours notamment par la réalisation du bilan à mi parcours du contrat d'établissement et pour la construction du projet 2010-2013

Démarche qualité. En 2007, une réflexion a été engagée sur l'opportunité de mettre en œuvre une démarche qualité dans un ou plusieurs services de l'université en vue, si possible, d'obtenir une certification à la norme ISO 9001, Management de la qualité. L'objectif de la certification est de démontrer sa compétence quant à la satisfaction des besoins des utilisateurs et d'améliorer continuellement les méthodes de travail et les services. trois secteurs se sont proposés pour envisager cette démarche : la Direction des Relations Internationales (DRI) pour l'accueil des étudiants étrangers, l'Ecole Doctorale Interdisciplinaire, le Service Universitaire de Formation Permanente (SUFPP) et l'Ecole Supérieure d'Ingénieur en Développement en Agroalimentaire Intégré (ESIDAI dont la démarche qualité est rendue obligatoire par la Commission des Titres d'Ingénieurs).

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Trois réunions de concertation et une de formation ont été organisées par le Pôle aide au pilotage avec les services volontaires pour définir les contours et la faisabilité du projet. Ces réunions ont permis de définir et préciser :

- les objectifs attendus : recentrer les activités autour d'objectifs précis. (Par exemple, pour la DRI : accueillir plus d'étudiants étrangers (confiants dans le label qualité), faire face à la concurrence d'autres établissements, améliorer le rayonnement de l'établissement, EDI : valorisation de la recherche à travers son école doctorale...). fluidifier l'organisation, formaliser, pérenniser les compétences et savoirs faire, apprendre à fonctionner en amélioration continue, développer la motivation des personnes.
- Le référentiel utilisé : norme ISO 9001 version 2000 : système de management de la qualité (6 procédures obligatoires).
- Les organismes certificateurs : AFAQ/AFNOR, Véritas....
- Le calendrier : fin 2008 par la mise en œuvre du processus en 4 phases : conception du projet qualité de l'établissement, mise en œuvre, maîtrise de son fonctionnement, entretien et amélioration du système de management de la qualité.
- La nécessité d'un accompagnement par un organisme extérieur (lancement d'un appel d'offre de 2 ou 3 candidatures)
- Le déroulement du processus de certification : sélection d'un organisme certificateur, préparation de l'audit de terrain, audit du site par l'organisme certificateur, remise d'un rapport d'audit et des fiches de non conformité, (plan d'action correctives), décision de l'organisme certificateur, délivrance du certificat ISO 9001-2000- suivi par l'organisme certificateur (audit de suivi, de renouvellement sur 3 ans)
- Le budget : 800 euros par jour (8 à 10 jours d'accompagnement), audit interne obligatoire (3 jours de formation ou organisme externe), certification 4000 euros.
- Perspectives : Initier la démarche qualité en vue de la généralisation à d'autres services intéressés voire à l'ensemble de l'établissement.

La phase préparatoire du projet a été entièrement réalisée. Le lancement du projet est resté en attente, le choix d'un accompagnement extérieur n'ayant pu se faire compte tenu du contexte politique de l'établissement.

Indicateurs

Développer l'autoévaluation et mettre en place un comité d'évaluation interne :

- Evaluer, à mi-parcours la réalisation des engagements pris dans le Contrat Quadriennal

Procéder à une évaluation externe (EUA) :

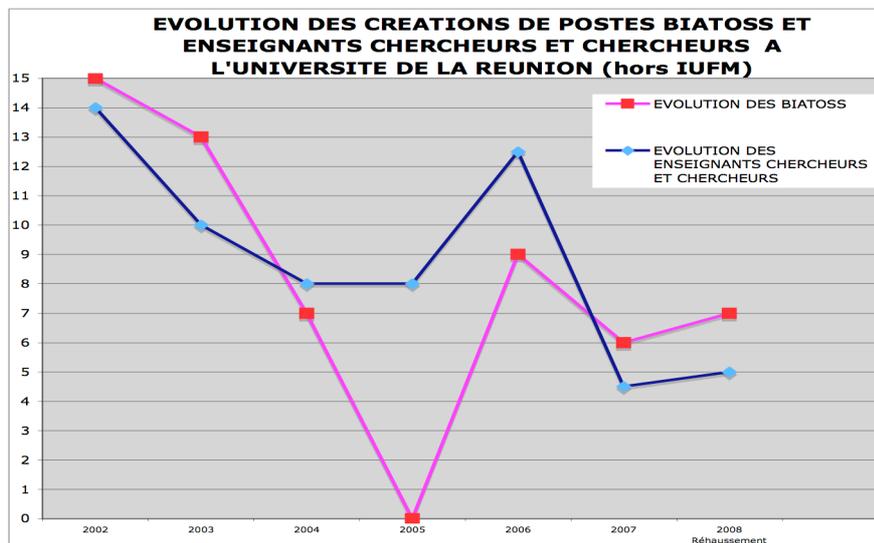
- Niveau de réalisation : phase 0-1-2-3

3.2 Optimiser les ressources humaines

Avec 46,5 étudiants par BIATOSS et 29,6 étudiants par enseignant, l'université de La Réunion (hors IUFM) est fortement sous encadrée en personnels se classant respectivement aux 62 et 68^{ème} rangs au niveau national.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Les créations d'emplois obtenus sur le temps du contrat ont été insuffisantes pour compenser ce manque, néanmoins, les choix opérés en interne se sont essentiellement portés sur des emplois structurants, emplois d'enseignants chercheurs et BIATOSS de catégorie A (26,5% du total des BIATOSS) ce qui nous place au 15^{ème} rang au niveau national



Les 492,5 emplois d'enseignants chercheurs et enseignants ,ainsi que les 344 agents titulaires BIATOSS sont en nombre insuffisant, ce qui nécessite le recours a des enseignants vacataires (624) et à des personnels BIATOSS contractuels (173) et vacataires (109) financés sur fonds propres. La maîtrise de cette dépense constitue l'une des clefs essentielles du développement équilibré de l'université.

La période d'observation (2006-2008) a donné lieu à la création de vingt-et-un emplois d'enseignants chercheurs et enseignants et de quinze emplois BIATOSS. En outre, six emplois d'enseignants chercheurs et enseignants ainsi que sept emplois BIATOSS ont été obtenus par transformation.

Ces créations d'emplois et repyramidages, de faible ampleur, ont été cependant conformes aux objectifs qualitatifs du projet d'établissement :

- restructurations scientifiques et adaptation aux besoins de formation,
- mise en œuvre du contrôle de gestion et de la GPEEC, renforcement de la gestion des dispositifs de formation des personnels BIATOSS étendue aux enseignants et enseignants chercheurs (TICE).

Néanmoins, l'absence de résorption significative du déficit d'emplois permanents de l'Université sur la période d'observation, - alors que l'offre de formation, l'activité des unités de recherche et les charges de la gestion ont augmenté, du fait notamment de la déconcentration et de l'intégration de l'IUFM , à compter du 1er janvier 2008 n'a pas permis de réduire la croissance du volume d'agents non titulaires.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Dans ce contexte, il est devenu nécessaire de réaliser un véritable redéploiement des emplois à l'échelle de l'établissement entre structures et entre sites pour équilibrer les ressources du Nord et du Sud.

La période écoulée a cependant été mise à profit pour mieux appréhender le potentiel humain dont dispose l'établissement, tant quantitativement que qualitativement, dans une démarche d'initialisation de la GPEEC. La mise en oeuvre de la LOLF a été l'occasion de mener une enquête fonction de type Silland en ce qui concerne les emplois BIATOSS, en vue de leur coloration par destination des P150 et 231. Parallèlement, il a été procédé à l'élaboration ou à l'actualisation des fiches de postes, qui ont été généralisées à l'ensemble des personnels BIATOSS, titulaires et non titulaires.

En ce qui concerne les contractuels, une démarche a été initiée au premier trimestre 2008, afin d'identifier leurs fonctions, leurs compétences, afin de faciliter leur insertion professionnelle et de mieux les accompagner dans leur projet professionnel. L'opération (fiches de postes et de positionnement, complétées par un entretien individuel) sera poursuivie en 2008/2009, afin de déboucher sur la définition d'une véritable politique à l'égard de cette population précaire.

Les emplois d'enseignement et de recherche ont été étiquetés par destination LOLF. Des tableaux de bord et des bilans sociaux ont été réalisés. Le chantier GPEEC sera poursuivi en 2008/2009, l'optimisation des ressources humaines et la maîtrise des dépenses de personnel restent des objectifs prioritaires auxquels s'ajoutent les mesures de mise à niveau (SIRH) et de modernisation préalables aux transferts de compétences prévus par la loi LRU.

La modernisation de l'organisation interne de l'université s'est concrétisée également par la restructuration et le regroupement de services gestionnaires :

- Le Pôle Patrimoine Logistique et Sécurité a été réorganisé en 2006 et un atelier des services techniques, financé sur fonds propres a été livré en 2007 sur le site du Tampon.
- Le pôle DRH a été renforcé des 2005, bénéficiant en 2007 d'un service dédié aux agents non titulaires, d'un renforcement du secrétariat ainsi qu'un personnel de catégorie A chargé plus particulièrement de mettre en oeuvre la GPEC (2008).
- La création en 2007 et le regroupement du Pôle aide au pilotage en un lieu unique (en 2008) est au cœur du développement d'un dispositif de modernisation de l'université. D'autres services seront réorganisés afin d'aboutir à une cohérence géographique et fonctionnelle nécessaire à une plus grande lisibilité du fonctionnement des services de l'établissement.

La circulation de l'information a été améliorée. L'éloignement géographique, l'isolement, l'insularité induisent une tendance naturelle au repli sur soi. La politique de communication mise en place a pour but d'inciter à l'ouverture, au regard vers l'extérieur comme l'affirment le nouveau logo de l'université, le message qui l'accompagne, « s'ouvrir aux mondes » ainsi que la charte graphique adoptée par l'établissement. La refonte du site Web en 2006 procède de la même logique, ainsi que la diffusion en interne et en externe, d'un magazine trimestriel d'informations sur l'université, « Campus contact ». Faire connaître l'établissement, le rendre plus attractif pour les étudiants venus d'ailleurs, nous a conduit à être présents lors de manifestations fortement médiatisées telles que le Salon de l'Etudiant à Paris, à être membre organisateur d'un colloque national en janvier 2008 intitulé « l'université d'outre mer : un potentiel à développer » le premier consacré aux universités ultra-marines et dans un domaine beaucoup plus léger, à participer à la première « spécial campus » de l'émission télévisée « Questions pour un champion ».

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

En interne, la rédaction et la diffusion des compte rendus sur intranet des réunions institutionnelles dans un délai le plus court possible, la généralisation du dépôt des informations (notes de service, de gestion...) sur le site procède d'un souci d'information de la communauté universitaire et d'amélioration des échanges à l'intérieur de l'université.

Le dispositif de formation des personnels a été largement étendu d'année en année. L'établissement a formé en 2006, 730 agents (208 catégorie A, 184 catégorie B, 338 catégorie C) et 807 en 2007 (175 A, 255 B, 377 C) pour 7 163 heures de formations en 2006 correspondant respectivement à 2 086 h pour les catégories A, 1 483 h pour les catégories B et 3 594 h pour les catégories C et en 2007 à 1545 h Cat A, 1818h Cat B, 3079 Cat C soit un total de 6 442h. Les domaines de formation sont la professionnalisation générale (grands projets, montée en compétences, management, adaptation à l'emploi), la professionnalisation spécifique (sécurité, prévention, environnement, biochimie...), la promotion individuelle (concours, examen, formation diplômante), et les formations mutualisées (Préfectures, Rectorat).

Actions de formation	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Total par domaine
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	
Grands projets	8	2	3	1	1	0	15
Compétences	39	55	72	125	145	205	641
Management	33	22	2	0	0	0	57
Adaptation emploi	27	8	24	12	39	14	124
Formations spécifiques	53	50	39	23	60	60	285
Promotion individuelle	14	24	21	66	44	71	240
Formation Préfecture	33	29	18	20	31	15	146
Formation CAFA	1	5	5	7	18	12	48
Total d'agents par catégorie/an	208	195	184	254	338	377	1556
Total d'heures/an	2086	1545	1483	1818	3594	3079	13605
Total agents/2ans	403		438		715		1556
Total heures/2 ans	3631		3301		6673		13605

Indicateurs

La politique des emplois, soutien de la politique d'établissement :

Conformité à la politique de l'établissement des créations ou des redéploiements

La formation des personnels :

Nombre d'heures de formation

Nombre de personnes concernées par ces formations

Renforcer les actions « Hygiène et Sécurité » : rédiger un règlement, incorporé au règlement intérieur :

Nombre de réunions du CHS

Nombre de correspondants du réseau hygiène et sécurité

Soutenir la médecine de prévention :

Nombre de visites médicales des personnels sur poste à risque

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

3.3 Maîtriser les évolutions du budget et intégrer les modalités du contrôle de gestion

La principale réalisation de ce contrat quadriennal en matière d'organisation et de gestion de l'université a été **d'initialiser un changement d'esprit et de méthode**. Conformément à la LOLF, nous sommes passés d'une logique de moyens à une logique d'objectif où chaque action est associée à un objectif précis à atteindre et à un dispositif d'évaluation de l'efficacité entreprise. **La maîtrise des heures complémentaires** est l'un des objectifs principaux de ce contrat. Un suivi régulier de l'évolution de ces heures est mené. En 2006-2007 l'établissement comptait 46 541 HETD pour 10 048 inscrits en formation initiale. En 2007-2008, 50 534 HETD pour 9879 inscrits. Un cadrage général de l'offre de formation est en cours d'élaboration pour le futur contrat afin de mettre en adéquation le nombre d'heures à dispenser, le potentiel enseignant disponible en HETD et les capacités de financement de l'établissement.

Un effort important est à réaliser concernant les procédures budgétaires et l'amélioration de la gestion si l'établissement souhaite s'orienter vers une certification des comptes, toutefois des avancées significatives sont intervenues durant ce contrat en ce qui concerne :

1) L'amélioration de la gestion budgétaire :

Depuis l'exercice 2006, la gestion budgétaire de l'établissement a été améliorée grâce à des interventions sur différents axes :

Restructuration des documents budgétaires

De nombreuses réformes (mise en place de la Lolf au 1er janvier 2006, intégration de l'IUFM de La Réunion au 1er janvier 2008) ont été l'occasion de revoir la présentation des documents financiers. Les services financiers ont donc produit de nouveaux documents budgétaires préparatoires à l'information des administrateurs et du Ministère de tutelle pour tenir compte des besoins du nouveau logiciel de gestion budgétaire par programmes et actions d'une part, et de la nécessité de répondre aux nouvelles demandes de statistiques (Projet et Rapport Annuel de Performance, prévision et exécution budgétaire par programme et par action) dans les délais impartis d'autre part.

Mise en place d'une formation à destination des nouveaux gestionnaires et des ordonnateurs délégués

Outre la formation à l'utilisation technique du nouvel outil informatisé de gestion financière, une formation aux principes budgétaires et à leur mise en oeuvre dans la chaîne des opérations de recettes et dépenses est organisée depuis cette année et après la rentrée universitaire pour permettre :

- aux nouveaux gestionnaires de comprendre et d'effectuer correctement les opérations de fin de gestion, puis d'aborder l'exercice suivant en appliquant les procédures financières réglementaires
- aux ordonnateurs délégués afin de les informer de leurs compétences et responsabilités.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Recherche d'une meilleure lisibilité de l'activité de l'établissement

L'effort d'orthodoxie budgétaire a surtout porté sur l'exercice 2007, et dans une moindre mesure sur celui de 2008, avec l'instauration du rattachement des produits et charges au bon exercice afin d'améliorer la lisibilité de la gestion.

Meilleure gestion des conventions

Le pôle "conventions" des services financiers a été renforcé pour :

- une ouverture plus rapide des conventions : dès réception, les conventions sont ouvertes dans un délai maximal de 15 jours après transmission au service financier. Le report des conventions pluriannuelles s'effectue maintenant dans un délai de 15 jours à 1 mois après prise en charge comptable des titres de recettes.

- un meilleur suivi : les clôtures des conventions sont signalées aux bénéficiaires et aux services financiers de ces structures de 1 mois à 15 jours avant la date par un message d'alerte.

Il est prévu d'analyser bientôt le rythme d'utilisation des crédits de ces conventions pour affiner le pourcentage d'exécution budgétaire.

2) Maîtrise des dépenses :

Elle a surtout porté sur le contrôle des rémunérations adossées au budget de l'établissement. C'est ainsi qu'un visa financier préalable au recrutement a été instauré dès 2007, pour vérifier l'existence des crédits de rémunération des personnels non titulaires IATOS avant recrutement.

Par ailleurs, les composantes ont été invitées, dans un premier temps, à réduire leur recours aux heures complémentaires (qui restaient payées par les services centraux), avant de se voir confier cette gestion durant l'exercice 2009.

3) Les chantiers en cours :

Diminution du nombre de Centres de Responsabilité (CR)

Afin d'obtenir une information utile et exploitable en vue d'un meilleur pilotage de l'établissement, et pour une plus grande souplesse de gestion, le nombre de CR de l'établissement sera revu à la baisse dès le mois de décembre 2008 par le contrôleur de gestion, avec une application au budget prévisionnel 2009.

Ecriture des procédures

L'Université de La Réunion travaille à demander les compétences élargies avant l'exercice 2012. Pour ce faire, elle a initié le chantier d'écriture des procédures budgétaires avec une note sur la procédure de dépenses dès 2007, et revoit maintenant la procédure de recrutement et de rémunération des personnels émergeant au budget de l'établissement. L'ensemble des procédures financières et comptables sera retravaillé par un comité en charge des opérations financières, qui comprendra le service transversal de gestion budgétaire, l'agence comptable et quelques responsables de composantes et de services utilisateurs.

Utilisation des dotations aux amortissements

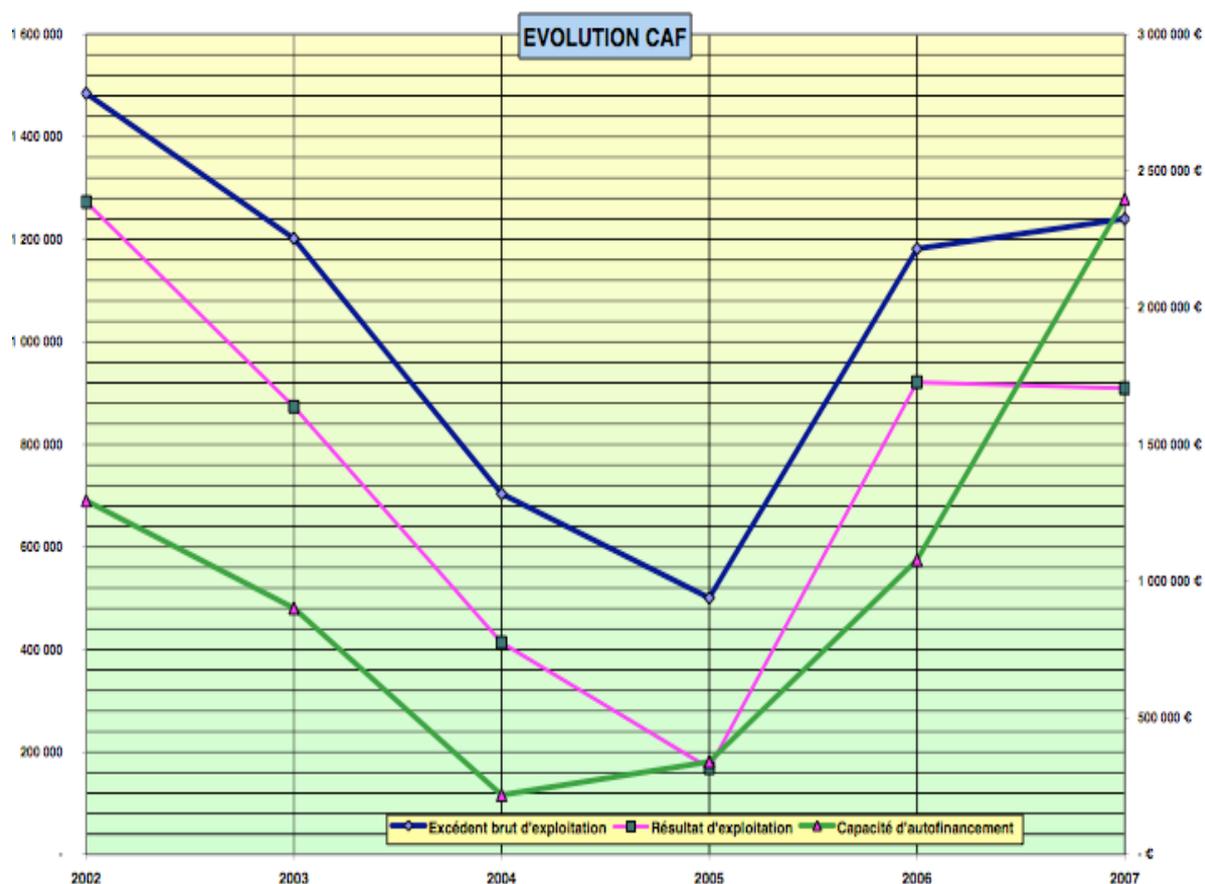
Les dotations aux amortissements réalisées depuis l'exercice 2003 n'ont pas été utilisées pour équiper l'établissement depuis. Un premier appel à projets pour des opérations

UNIVERSITE DE LA REUNION BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

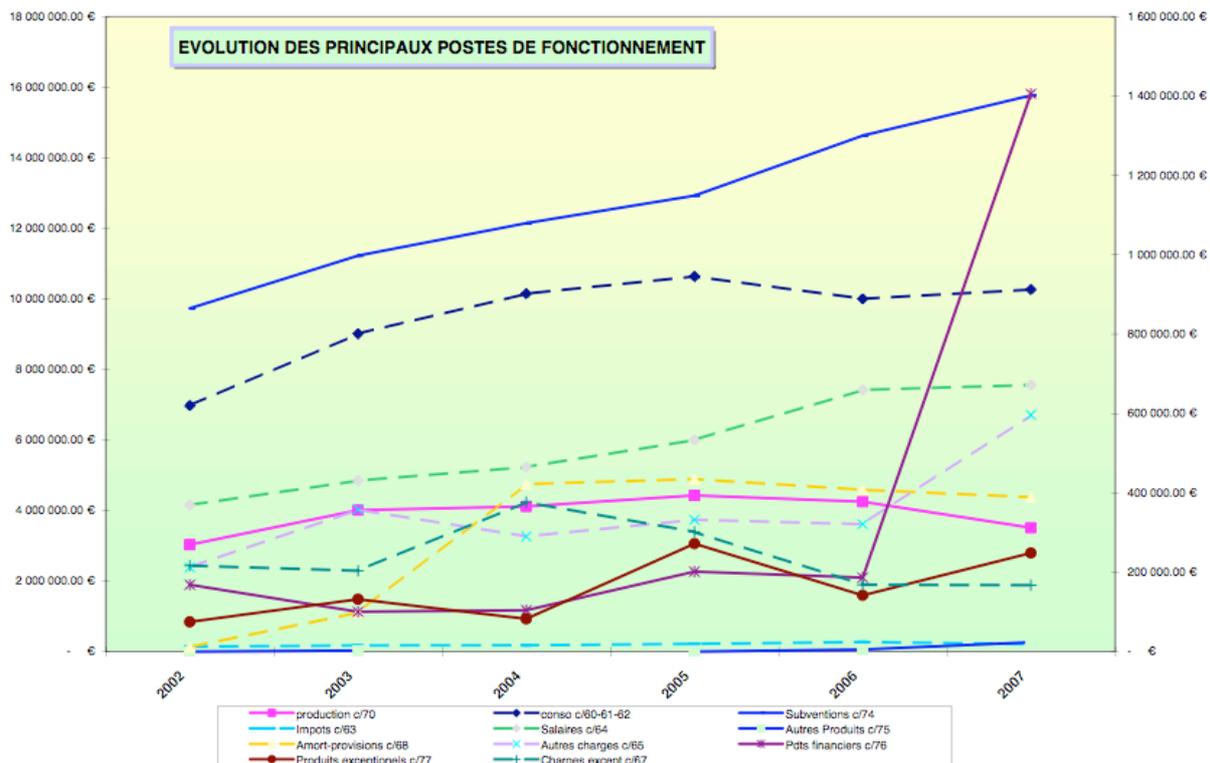
d'investissement a donc été lancé en 2007, en préalable à un plan pluri annuel d'investissement.

Un travail important d'amélioration des procédures, en collaboration entre l'agence comptable, les services financiers, les services gestionnaires, pour conduire à une fiabilité et une lisibilité plus importante des données financières, est en cours et commence à porter ses fruits notamment en ce qui concerne le rattachement des charges et des produits à l'exercice budgétaire de réalisation effective de l'opération. L'établissement a également rénové ses moyens de paiement par la mise en place des encaissements par carte bancaire, les prélèvements automatiques, les encaissements en ligne et le paiement par carte bleue. Des projets d'inscription des étudiants avec paiement en ligne sont en cours.

La santé financière de l'université apparaît, au 31 décembre 2007, relativement saine, mais les marges de manoeuvre réelles comportent encore beaucoup d'incertitudes. Les facteurs de risques (baisse des ressources propres, procédures budgétaires, importance des résultats non récurrents, gestion des immobilisations, des amortissements et des provisions, ...) devront être rapidement maîtrisés afin de pouvoir offrir la fiabilité et la lisibilité indispensables au pilotage de l'université.



UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009



La poursuite de l'effort de rigueur, de clarification des procédures budgétaires et des opérations de comptabilisation est demandée à tous les acteurs notamment par une amélioration des procédures et de la communication de celles-ci (mise à disposition des informations sur intranet, création d'un guide des procédures, programmation de formations communes, diffusion de notes techniques, ...) afin améliorer la lisibilité, la fiabilité des données financières et permettre ainsi à l'établissement d'effectuer des choix budgétaires raisonnés.

La modernisation de l'organisation de l'université ne s'est pas limitée aux aspects budgétaires, **le contrôle de gestion a été mis en place dès 2006**. Il concerne l'analyse des coûts, les outils de pilotage, les études de procédures de gestion efficacité, efficience en vue de l'aide à la décision. Un comité de suivi de contrôle de gestion a été créé et se réunit au moins deux fois par an.

La mise en œuvre du contrôle de gestion est intégrée dans un pôle aide au pilotage (3 personnes, un secrétariat) depuis le 3 mai 2007, regroupant la mission d'ingénierie de projets transversaux, le contrôle de gestion, les statistiques et les indicateurs. Les objectifs opérationnels retenus concernent l'élaboration d'outils de pilotage : tableaux de bord et indicateurs de gestion, le calcul des coûts des différentes activités de l'établissement, l'étude organisationnelle des services, des composantes, l'analyse des processus et des procédures.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Bilan des réalisations :

Dès janvier 2007, **une analyse rétrospective des coûts des composantes, des services a été menée depuis 2002**. Cela a permis de collecter dans un document unique toutes les données relatives à établir des indicateurs : surfaces, étudiants, emplois, comptes financiers, heures complémentaires, filières, recettes. Ces éléments ont conduit à construire les premiers ratios financiers : coût de fonctionnement des surfaces, coût des agents publics, valorisation du coût des étudiants...

Le bilan se poursuit en intégrant petit à petit les filières de formation, le suivi des services des enseignants, des heures complémentaires. **Un travail d'analyse des procédures de fonctionnement des formations est en cours** : mise en œuvre des maquettes, groupes d'étudiants (seuils des CM et TD), déclaration des services, contrôle et paiement.

Le contrôle de gestion s'est inscrit dans une démarche d'évaluation qualitative des processus et procédures des services ; dans ce cadre, il s'agit de mesurer l'efficacité et l'efficience des services, la cohérence des moyens alloués et les résultats obtenus. Ainsi, une étude a été effectuée sur le centre multimédia de l'Université. Celle-ci a abouti notamment à la création d'un comité transversal de suivi des actions du centre. Des audits organisationnels de service ont été également réalisés : le centre de ressources informatiques et le pôle ressources humaines.

Concernant l'étude des procédures, un état des lieux du circuit des conventions recherche et hors recherche a été réalisé et a permis de formaliser un circuit unique pour l'établissement. Il est nécessaire que toutes les procédures administratives et financières soient écrites et harmonisées dans l'établissement : cela fait l'objet d'un projet transversal auquel le contrôle de gestion contribuera en centralisant les informations. Une étude sur le processus de « paye » a été engagée avec l'agence comptable, l'objectif étant d'harmoniser les pratiques et de faciliter les contrôles avant paiement.

Des études d'opportunité d'externalisation ont conduit à effectuer des bilans de marché : le nettoyage, le transport aérien, le gardiennage.

Plus largement une réflexion sur l'analyse des coûts et la mise en place de la comptabilité analytique est en cours et quelques actions ont été mises en place dans ce sens, notamment une analyse de la structure budgétaire de l'établissement. Cette réflexion va se poursuivre au sein d'un groupe de travail technique (dans un premier temps, piloté par le VPCA).

Au-delà des aspects qualitatifs, un problème de fiabilité des données collectées dans le système d'information actuel est à souligner. Un travail de fiabilisation des bases de données est à engager afin de pouvoir exploiter et traiter les « bons chiffres ».

Indicateurs

Maîtriser les dépenses :

- Nombre de contractuels IATOSS
- Nombre d'heures complémentaires
- Coût des dépenses d'énergie

Réduire le nombre des emplois gagés :

- Nombre d'emplois gagés occupés
- Nombre d'emplois « dégagés »

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

3.4 *Piloter les TIC et conduire l'adaptation des infrastructures et des applicatifs*

Les investissements effectués durant ce contrat ont permis de proposer à la communauté des acteurs de l'université un ensemble performant de moyens informatiques (applications et postes de travail), sécurisés et adaptés aux différents métiers de l'établissement et à leurs évolutions.

Une part importante des financements (un peu plus de 64%) est dévolue à l'achat des licences de logiciels de gestion et des contrats de maintenance pour les serveurs dédiés à l'informatique de gestion. Ainsi, les logiciels d'origine COCKTAIL (Jefyco) et AMUE ont été mis à jour régulièrement pour s'adapter à l'évolution de la réglementation et de leur environnement d'exploitation. De nouveaux composants du PGI cocktail ont été déployés, comme l'emploi du temps étudiant ou la gestion des congés. Plusieurs logiciels extérieurs, indispensables au bon fonctionnement de l'université, intégrés à notre système d'information, ont également été financés sur cette ligne budgétaire. La politique de sauvegarde a été revue et, pour des raisons de facilité d'exploitation et de souplesse, un logiciel propriétaire a été déployé. Ce projet a été cofinancé avec les crédits accordés dans le cadre du contrat de plan Etat-Région. Le coût de la licence a été financé dans le cadre du contrat quadriennal.

D'autre part, en conformité avec le plan d'investissement prévu, les serveurs d'applications pour la gestion financière et comptable (Cocktail) ont été renouvelés et une nouvelle licence globale pour les bases de données Oracle a été négociée ce qui entraînera une baisse du coût de la licence pour les prochaines années. Ces opérations représentent 21% de l'enveloppe du contrat quadriennal attribuée au CRI. Ces nouveaux serveurs hébergent en partie de nouvelles briques de l'Espace Numérique de Travail de l'établissement en offrant des services d'accès au système d'information (données administratives des personnels, notes pour les étudiants, présentation de l'offre de formation, nouveaux services de gestion métiers...). Hors du cadre du financement par le contrat quadriennal, le CRI a également proposé de nouveaux services numériques à la communauté : fédération d'identité, mis en place d'accès à des services externes (et partenariat avec Google), renouvellement des services de bases (mail, partage disque, services techniques IP), hébergement de serveurs virtuels. L'architecture réseau a été revue (câblage, matériels actifs, pare-feux) et le backbone (cœur de réseau et fibres optiques) est dorénavant redondant.

Le troisième volet des investissements réalisés (15%) concerne les postes de travail qui ont été renouvelés en partie (renouvellement tous les trois ans) pour les services centraux, qui sont pris en charge par le CRI.

La création d'une cartographie des applications de gestion et des métiers de l'établissement a été initiée. Ce travail d'urbanisation servira de base au schéma directeur TIC de l'établissement.

UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009

Indicateurs

Mettre en place une structure de coordination et pilotage des TIC

Concevoir un schéma directeur du système d'information

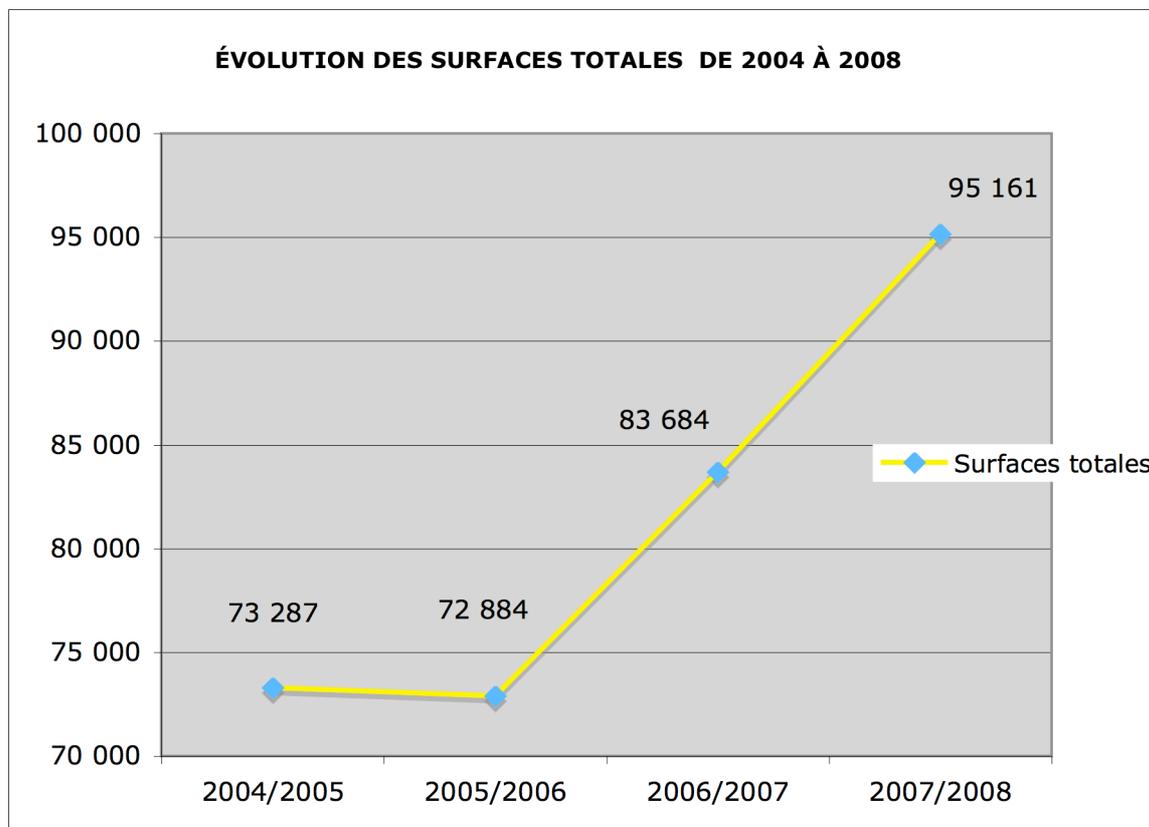
- Nombre de réunions de cette structure

Adaptation du réseau :

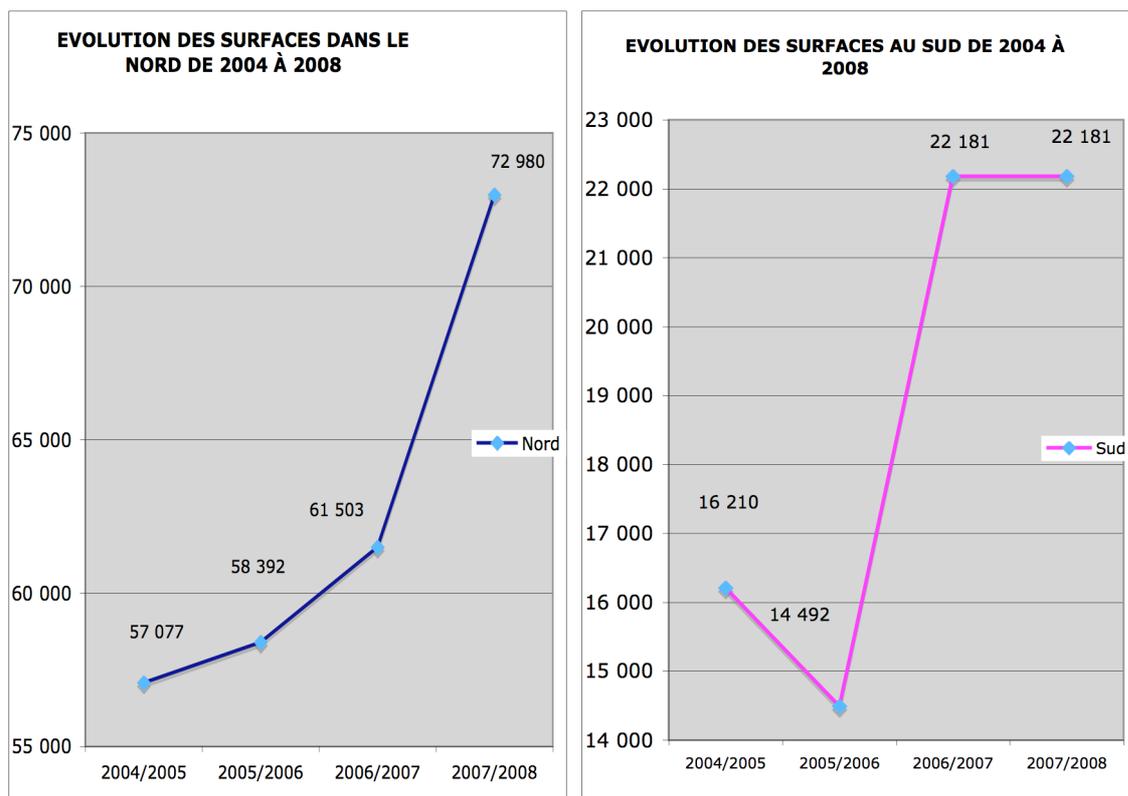
- Débit Renater
- Débit inter sites
- % des réseaux locaux des sites (répartition des machines)
 - o Moufia
 - o Tampon
 - o IUT
 - o IAE
 - o PTU

3.5 Assurer la maintenance du Bâti universitaire

De 2004 à 2008, la réalisation des opérations immobilières du 12^{ème} Contrat de Plan Etat Région a permis la réception de nouveaux bâtiments soit 22 000 M² supplémentaires. Cet accroissement de 30 % du parc immobilier a également permis un rééquilibrage Nord-Sud des implantations de l'université puisque le parc immobilier sud a augmenté de 37,5%.



UNIVERSITE DE LA REUNION
BILAN ET AUTO EVALUATION DU CONTRAT QUADRIENNAL 2006-2009



De 2006 à 2007 a été élaboré et négocié le 13^{ème} Contrat de Projet Etat-Région pour les années 2007 à 2013. Ce contrat signé en février 2007 compte grâce aux soutiens de l'Europe, de l'Etat et de La Région, 12 opérations structurantes pour l'université soit 50 000 M² pour 69 millions d'euros et atteindra très prochainement 100 000 M². Avec 150 000 M² en 2013, le parc immobilier de l'université sera doublé ce qui a conduit un partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations visant à établir un schéma directeur complet de l'université dans le domaine de l'immobilier et du développement durable.

Indicateurs

Maintenir le patrimoine bâti :

Mise en place d'un schéma directeur de maintenance

Améliorer la sécurité des biens et des personnes et l'accès aux handicapés :

- nombre d'avis défavorables de la commission de sécurité
- mise en place d'un schéma directeur de sécurité